lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 119 — SEMAINE DU 8 AU 14 DECEMBRE 1970 — PRIX : 2 F

le peuple espagnol fait le procès du franquisme

courrier des lecteurs

Nous publions cette longue lettre d'un de nos lecteurs, car ce qu'il décrit en termes simples et sincères, c'est malheureusement une expérience que bien des jeunes connaissent ou peuvent connaître. Pour rien, parce qu'il était jeune, parce qu'il habitait en hôtel (c'est le cas de bien des jeunes travailleurs à Paris), parce qu'il avait chanté « on me recherche », le récent tube de Johnny Halliday au nez d'un flic et qu'il s'était rebiffé quand les policiers avaient voulu l'embarquer, il s'est retrouvé en prison pour de longues semaines, traité comme un malfaiteur, humilié, battu, rabaissé. Et s'il nous écrit aujourd'hui, c'est pour demander « aux gens de la rue » de ne pas mépriser ses camarades de cellule...

Mieux que bien des déclamations gauchistes, cette simple lettre est une condamnation de cette société et des institutions qu'elle s'est données pour se défendre. Elle est aussi un geste de solidarité.

Mon histoire pourrait très bien arriver à n'importe qui. Un certain soir, avant les vacances du mois d'août, des camarades et moi-même avions décidé de faire une petit sortie à Paris. Tout s'était bien passé, sans incident. Sur le retour, nous rencontrons un flic qui nous surveillait depuis plus d'une demi-heure. J'ai chanté une chanson « interdite » sur certains postes (« On me recherche », de J. Halliday). Cela ne lui a pas plu et, aussitôt, il a appelé du renfort. Nous avons pris la fuite, mais ils nous ont donné la chasse et trois d'entre nous ont été pris. C'est à ce moment-là qu'ils nous ont insultés. N'étant pas d'un caractère à nous laisser faire, nous leur avons répondu de même en les traitant d'ordure, de SS, etc.

En attendant les cars, des passants se sont attroupés et ont interpellé les flics en civil. Un de nos camarades s'est mêlé aux passants et en discutant avec les flics en civil a obtenu que deux d'entre nous puissent partir, mais, lui, a été alors retenu. Moi, ils voulaient me garder, alors voyant qu'il n'y avait plus rien à faire avec eux, je me suis débattu et ils me sont tombés à quatre dessus. A l'arrivée des cars, on nous embarqua manu militari ainsi qu'un passant qui avait protesté.

Nous avons été amenés au poste de police, où l'on nous a fait descendre menottes aux mains. Nous avons été passés à tabac y compris le passant. Après vérification de domicile, tous deux ont été relâchés. Moi, comme je vivais à l'hôtel, j'ai eu droit à un mandat de dépôt. Parce que la loi ne reconnaît pas l'hôtel comme un domicile fixe.

Je passe donc deux jours dans ce commissariat. Le soir du deuxième jour, un camion cellulaire vient me chercher pour me conduire au dépôt.

Du dépôt à la prison de Fresnes

Au dépôt, on a tout de suite un aperçu de la prison. Une odeur d'urine à faire vomir, comme dans les cages de certains fauves au zoo. Après la fouille, on se retrouve à quinze dans une cellule. Nous essayons de dormir par terre, à côté des w-c, dont la chasse-d'eau se trouve à l'extérieur, au bon vouloir du condé ! Le lendemain, on nous sert une nourriture tout juste bonne à jeter dans les w-c. Ce n'est pas exagéré. Ça avait tout de l'excrément. Après, on passe à la photo, empreinte, couleur des yeux, taille, tatouages s'il y a lieu, etc. L'après-midi se passe devant le procureur et pour ceux qui ont de la chance, devant le tribunal de flagrant délit. Moi, je n'ai pas eu cette veine. J'ai été envoyé à Fresnes, en attendant d'être jugé.

La prison de Fresnes

La vie des détenus est une honte dans un pays soi-disant développé. Le premier soin est de vous parquer à six dans une cellule de 4 m sur 2.

Puis, c'est le coiffeur, la photo, les empreintes, la fouille, la douche et la remise du paquetage avec une tenue pénale dont on est responsable et pour laquelle il faudra payer à la sortie si on a égaré quelque chose.

Après tout cela, on se retrouve à trois en cellule avec sa carte d'identité intérieure, son numéro d'écrou et de cellule. Je me suis retrouvé à la première division où se retrouvent aussi bien les simples délits communs que les peines à perpétuité. Il n'y a que les politiques et les mineurs qui n'y sont pas.

Pour la nourriture, toujours pareil : de la soupe, du pain pas cuit, des pommes de terre vertes et crues, des nouilles à faire honte à l'Italie, du poisson pourri qu'on est obligé de manger si on ne veut pas mourir de faim. Mais pour celui qui a de l'argent, il y a la possibilité d'avoir une nourriture à peu près mangeable, des cigarettes, timbres, enveloppes et papier. Les lettres ne doivent traiter que d'affaires familiales d'intérêt privé, ne comporter aucune mention d'ordre politique, ne rien contenir de contraire à la morale ou aux bonnes mœurs. Elles doivent être écrites en clair et ne comporter aucun signe conventionnel (article D 415 du Code pénal). Tout ça souligné en rouge.

Tous les débuts du mois, on passe à la grande fouille. On vous fait descendre au rez-de-chaussée, tout le monde tout nu. Les cellules sont retournées de fond en comble sauf le courrier que les matons n'ont pas le droit de fouiller. Je ne crois pas qu'ils doivent se gêner pour le faire...

Le matin, on a droit à une heure de promenade avec les autres camarades.

Celui qui veut travailler, peut le faire. Son salaire est de 80 centimes par jour pour huit heures de travail. Il est aussitôt divisé en deux : la moitié pour les frais de justice, la cantine, les besoins personnels, l'autre moitié est « gardée » pour être remise à la sortie.

Le mitard

Pour avoir écrit à mon neveu âgé de 13 ans, que je ne lui souhaitais pas de connaître et de subir ce que j'avais connu et subi à la prison, j'ai été « puni » de quatorze jours de mitard. Je suis passé devant un tribunal qui comprend le grand directeur, le sous-directeur entouré de matons. Et je me suis retrouvé en cellule disciplinaire avec une autre tenue pénale.

La cellule comporte une porte en bois avec trois verrous et une autre porte en fer avec un autre verrou. Pour ouverture, une fenêtre en pavé de verre avec, au milieu, une tôle perforée de 50 cm sur 10 à l'air libre, mais à 2 m de hauteur.

A l'intérieur, un lit pliant (avec deux couvertures que l'on doit plier tous les matins) que le maton ferme à clé. La journée, on reste assis sur un tabouret scellé au sol.

Le matin, promenade seul sous l'œil du maton. Pour la nourriture : une journée sur deux seulement de la soupe, et le lendemain de la purée-soupe (spécialité de Fresnes) très liquide, un pain et deux fois par semaine de la viande que l'on balance dans les w-c parce qu'elle est toute noire et immangeable.

Il est interdit de fumer, d'écrire ou de recevoir du courrier. Pour celui qui est malade, il peut mourir, ils s'en foutent.

Le soir, on dort avec la lumière toute la nuit. Donc, ni sommeil ni repos et quand on critique ces procédés, les matons nous frappent en nous faisant comprendre que nous ne sommes plus rien, moins qu'un chien.

Toute la journée entre quatre murs, il y a de quoi devenir fou. On marche en long en large, on chante, on se parle à soi-même. Et, parfois, un détenu dont les nerfs lâchent pousse des cris et se frappe la tête contre les murs. Pour le calmer, les matons lui tapent dessus. Je n'ai fait que quatorze jours, mais bien d'autres en font plus. Lorsqu'on en ressort, on n'est plus un homme, on est comme une bête traquée à cause du manque de sommeil et de nourriture.

Une fois sorti, on m'a mis dans une autre cellule. Je n'avais plus de timbre pour écrire à ma famille. Un détenu s'en est privé pour m'en donner un. Plus de cigarettes, j'en étais réduit à ramasser des mégots quand il y en avait.

Tout ce que j'écris, c'est la pure vérité et je suis sûr d'en avoir oublié.

Là-bas, j'ai connu des casseurs, des escrocs, etc., c'est pourquoi je demande aux gens de la rue de ne pas prendre les camarades de prison pour des ratés, car bien au contraire, il faut leur tendre la main comme on me l'a tendue.

J'ai été condamné à trois mois de prison avec sursis et 5 ans de mise à l'épreuve. L'avocat commis d'office m'a demandé de l'argent pour me faire sortir, comme je n'en avais pas, j'ai dû faire deux mois de Fresnes en attendant le jugement. Maintenant que j'en suis sorti, je garde toujours mes idées et je continue à me battre contre cette justice et toute cette magistrature faite par et pour les capitalistes.

Un ancien détenu de Fresnes.

Découpez suivant le pointillé et collez sur votre pare-brise.

lutte ouvrière

Responsable de la publication
Michel RODINSON

Composition - Mise en pages
Montage offset
PARIS-CENTRE
10, rue Jean-Pierre-Timbaud, Paris-11
Tél. 700-02-95

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

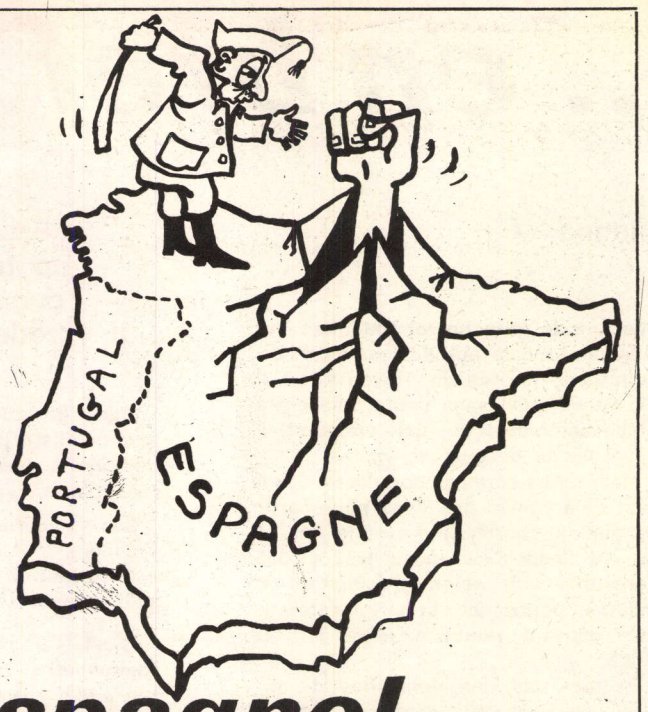
Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

BILBAO, MADRID, BARCELONE,



Le peuple espagnol fait le procès du franquisme

EN faisant juger à Burgos, par un tribunal militaire seize militants nationalistes basques, le régime franquiste voulait faire preuve d'autorité ; il n'a réussi qu'à révéler la fragilité de ses assises, qu'à mettre à jour ses lézardes.

De partout, en Espagne, les protestations s'élèvent contre ce procès inique, dont la moindre péripétie constitue une démonstration ouverte de la barbarie de l'appareil de répression. Mais elles n'émanent plus seulement des milieux de l'opposition. Aujourd'hui, des professeurs, des écrivains, des curés font état publiquement de leur inquiétude, appellent le gouvernement à la modération et à la clémence. Mais à leurs voix se joignent aussi celles de membres de la haute hiérarchie de l'Eglise, celles aussi de personnalités du monde des affaires proche du régime.

Et surtout, dans toute l'Espagne, la classe ouvrière se dresse pour exprimer sa solidarité avec les accusés de Burgos. Malgré l'imposant quadrillage policier, non seulement le pays basque est entièrement en grève, mais les ouvriers débrayent à Barcelone, à Madrid et dans maints endroits. Des manifestations se multiplient dans les grandes villes du pays, que les forces de police ont du mal à disperser. Plus qu'en de simples mouvements de soutien avec les autonomistes basques, dont les objectifs particuliers ne concernent directement ni les travailleurs catalans, ni ceux de Madrid, ces mouvements expriment l'opposition grandissante de la classe ouvrière et de toute la population espagnole à la dictature sénile de Franco. Cette opposition n'est pas nouvelle, certes, mais le gouvernement espagnol a tout à craindre de sa convergence.

Discuté par une fraction de la bourgeoisie espagnole qui tient à prendre ses distances vis-à-vis d'un régime qui a mauvaise presse à l'étranger, qui empêche ses fils d'étudier librement dans les universités, et qui, quelquefois même, les emprisonne. Menacée par ailleurs par la mobilisation ouvrière, la clique franquiste voit de jour en jour sa marge de manœuvre se rétrécir.

Engagé par sa logique propre dans l'engrenage de la répression, le pouvoir peut difficilement, aujourd'hui, se déjuger sans qu'aussitôt, son geste soit interprété comme un signe de faiblesse. Mais la condamnation à la peine de mort des militants de l'E.T.A. le mettrait dans une situation tout aussi embarrassante. Elle s'isolerait encore plus au sein des classes dominantes, sans pour autant atteindre l'objectif recherché : intimider le mouvement populaire. Car la condamnation et l'exécution de Ikzo et de ses camarades ne ferait qu'amplifier la colère qui, aujourd'hui déjà, gronde dans tout le pays. L'équipe au pouvoir le sent bien qui, après avoir multiplié les déclarations menaçantes, manifeste maintenant son embarras en faisant traîner le procès.

Il n'est pas impossible, d'ailleurs, qu'elle essaie d'utiliser comme porte de sortie le rapt du consul d'Allemagne à Saint-Sébastien. Par ce biais, elle pourrait garder la face : condamner au nom des principes d'ordre et gracier au nom de la diplomatie et des relations internationales. L'honneur serait sauf. Piètre expédient. Car est-il encore temps de sauver la face ? Et surtout, est-ce encore le problème ?

La crise de régime dont tout le monde parle aujourd'hui, soit pour s'en inquiéter, soit pour s'en réjouir, n'a pas pour cause l'âge avancé du Caudillo. Elle a des causes bien plus profondes qui sont sociales. S'il existe encore une fraction de la bourgeoisie espagnole prête à accorder un sursis au régime, ce n'est pas tant qu'elle adhère encore à ses principes. Au contraire, comme l'ensemble de la société espagnole, elle en supporte mal le carcan. Il n'est qu'à voir la grogne qui se développe en son sein. Non, s'il se trouve encore dans les milieux politiques et dans les classes dominantes, des gens qui hésitent à se débarrasser de Franco et de sa clique, c'est qu'ils y voient encore un rempart contre la classe ouvrière et les masses populaires. Ils n'en ignorent certes pas les imperfections, ils sont conscients, comme tout le monde, de son usure. Mais ils n'en ont pas d'autres à leur disposition pour l'instant.

Aujourd'hui, ce rempart présente bien des fissures, qui menacent de s'élargir dans les jours qui viennent. Le régime résistera-t-il ? Rien n'est moins sûr.

sommaire

EN FRANCE

● **Leur nouvelle société**

Page 9
— L'incurie des transports en commun fait des morts.

DANS LES ENTREPRISES

● **Dans les entreprises**

Page 10
— La grève à Alsthom (Saint-Ouen).
— La grève aux A.L.T.M. (Sochaux).
— Idéal Standard : des ouvriers en colère.

Page 12-13
— Doit-on défendre la hiérarchie au nom de la science ?

Page 14
— Echos des entreprises.

Page 15
— Renault : le baptême de l'actionnariat.

Page 16
— Alsthom : la C.G.T. s'oppose à l'extension de la grève.

Page 17
— Roussel-UCLAF : mécontentement et débrayages.

Page 18
— Trois foyers de jeunes travailleurs en lutte contre Peugeot.

DANS LE MONDE

● **Formose**

Page 6
— La « Chine » de Tchang.

● **Etats-Unis**

Page 7
— L'U.A.W. a bradé la grève des travailleurs de General Motors.

● **Guinée**

Page 7
— La lutte anti-impérialiste en Afrique.

● **Angleterre**

Page 8
— Wilson contre Heath.

● **Canada**

Page 8
— L'échec de la tentative du F L Q

● **Moyen-Orient**

Page 8
— Le Monde entre l'unité et l'engrenage.

● **Italie**

Page 24
— La Mafia en Sicile.

DIVERS

Pages 4 et 5
— En bref.

Page 11
— Revue de la presse d'extême-gauche.

Page 19 et 20
— Feuilleton.

Page 21
— Télévision.

Page 22
— Livres : Militarisme, guerre, révolution. La vie amoureuse de Karl Marx.

Page 23
— Cinéma : Elise ou la vraie vie.
— Mots Croisés.

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

en bref... en bref... en bref...

Divorce à l'italienne

Le mardi 1er décembre à l'aube, le parlement italien, à l'issue d'une séance interminable, a finalement autorisé le divorce, malgré la très forte opposition de la droite et de l'extême-droite.

Si les 319 députés qui ont voté cette loi ont l'impression d'avoir réalisé une œuvre de titans en osant affronter le courroux de l'Eglise et du monde catholique, il reste que la loi qu'ils ont péniblement mise en forme est tellement timorée qu'on l'a déjà surnommée « le petit divorce ».

En effet, l'article qui intéresse l'immense majorité des Italiens en instance de divorce stipule qu'il faut donner la preuve de cinq ans de séparation au moins pour obtenir le divorce. La durée est même portée à six ans si l'un des conjoints fait opposition, et à sept ans si c'est le conjoint « coupable » qui demande le divorce.

Alors que la vieille Europe se vante d'être le berceau de la « démocratie » et de la « civilisation », n'est-il pas indécent de faire un tel tintamare sur le laborieux balayage des restes d'obscurantisme hérités du Moyen-Age ? Il eût mieux valu, sans doute, que cette loi passât inaperçue, car, vraiment, il n'y a pas là de quoi se vanter.

Mais tel ne sera pas son destin car il s'est déjà trouvé des gens pour partir en guerre contre la nouvelle loi et qui ont l'espoir de réunir les 500 000 signatures qui, selon la constitution italienne, pourraient obtenir un référendum pouvant remettre cette loi en cause.

En tout cas, les demandes de divorce se sont déjà abattues sur les tribunaux en nombre tel qu'on prévoit plus d'un million de demandes.

L'ampleur de se phénomène suffit à montrer combien l'interdiction de divorcer pesait lourd sur l'existence de nombre d'Italiens, combien cette loi était attendue.

On peut dire que des milliers d'Italiens auront payé depuis 25 ans un lourd tribut à la bigotterie, à l'obscurantisme, au Saint-Esprit et à ses serviteurs, au gouvernement.

Les partisans de la loi sur le divorce fêtent l'événement très tôt le matin dans les rues de Rome

(Photo A.F.P.)

RHODESIE : La fuite en avant

En Rhodésie, un projet de loi prévoit l'expulsion des Asiatiques et des Noirs habitant dans les quartiers résidentiels des villes du pays.

Mais cette ancienne colonie anglaise située au cœur de l'Afrique aura fait un pas supplémentaire dans la voie de la ségrégation totale.

La Rhodésie est un pays où une minorité de moins de trois cent mille blancs, de peur de perdre leur suprématie politique et économique, refuse de laisser s'exprimer politiquement plus de quatre millions de « gens de couleur ».

Il est presque impossible de comprendre ce qui peut attacher des êtres humains, en principe sensés, aux avantages matériels, considérables il est vrai, dont ils s'assurent, encore pour un temps, la jouissance en s'engageant dans la voie d'une politique raciste et ségrégationniste, eux, qui sont trois cent mille, au cœur d'un continent peuplé de millions de noirs.

Il est vrai que, depuis longtemps déjà, le cri de guerre fou, sénile et stupide de nombre de réactionnaires est « vive la mort ! ».

POUR PAYER

lutte ouvrière

moins de 1 F le numéro et soutenir son effort.

Abonnement 1 an : 50 F.

ABONNE-TOI !

Braves gens, ne traînez plus dans les rues, il y rôde des policiers

Dans la nuit du 29 novembre, un automobiliste parisien a été tué et sa passagère, blessée par un gendarme près d'Anet, dans l'Eure-et-Loir.

Les gendarmes d'Anet avaient été prévenus qu'une camionette stationnait devant une maison inhabitée et qu'il pouvait s'agir d'un cambriolage.

C'est sur les occupants de cette camionnette, un boucher parisien et son amie, que les gendarmes ont tiré avant toute explication. L'un d'eux a tué le boucher, à bout portant, d'une balle en pleine tête, au travers de la vitre de la portière. Ce gendarme a été inculpé de « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner » ! mais a été remis en liberté provisoire.

Les bourgeois, la presse s'étonnent et commencent à s'inquiéter, voire à s'indigner. C'est que maintenant, il semblerait que n'importe qui puisse être victime des tares de leur société.

Depuis une vingtaine d'années, contre les Indochinois, puis contre les Nord-Africains, la police s'est habituée à frapper ou à tirer d'abord et à s'expliquer ensuite. Combien de Vietnamiens, combien d'Algériens sont morts avant d'avoir pu répondre aux flics qui les interpelaient, simplement parce qu'ils avaient les yeux bridés ou la peau mate.

Aujourd'hui, il suffit d'avoir l'air un peu étranger, jeune ou « suspect » pour avoir droit au « grand jeu » des policiers.

Et ce n'est pas de ces agissements que la presse fait ses choux gras, les jours où elle est en veine d'indignation.

Par l'habitude, ces méthodes sont devenues le comportement naturel des policiers.

Il en résulte que n'importe qui peut être à tout moment victime de ces pratiques. Si le « particulier » a un air qui déplait tant soit peu au policier, la matraque, voire le pistolet est vite en mains et il ne faut pas plus d'un geste de défense ou de protestation pour que la matraque s'abatte ou que le coup parte.

Et s'il sort la nuit, le bourgeois peut maintenant tout craindre de ceux qu'il charge de la sécurité... de ses biens.

Un bon serviteur de l'ordre

Cinq et peut-être six paysans marocains ont été tués par la police à la fin du mois de novembre à une centaine de kilomètres de Rabat dans une des régions les plus fertiles du Maroc. « Un groupe de d'habitants a voulu, sans motif juridique, occuper de force la terre » écrit à ce sujet le général Oufkir, ministre de l'Intérieur. Il s'agissait en l'occurrence d'une terre de l'ancien domaine colonial français, appartenant à l'époque à la Compagnie Marocaine, et devenue depuis le départ des Français « bien de l'Etat ».

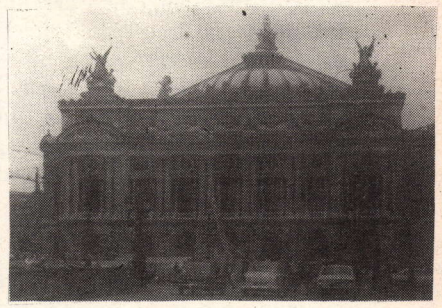
Les terres en question étaient restées inexploitées depuis 1963. Des paysans de la région ont voulu les occuper pour les cultiver et, même semble-t-il, les acheter.

Seulement voilà : il fallait avoir le droit de cultiver cette terre, droit si important dans un pays où la population ne mange pas à sa faim, attendre le bon vouloir des autorités locales et autres agents du pouvoir féodal. La réponse du pouvoir, les paysans l'ont reçue par la voix des armes.

Loin de se défendre de cette ignoble action, le ministre de l'Intérieur marocain la revendique cyniquement. Il a d'ailleurs déclaré, en substance, qu'il aurait recours à tous les moyens de l'Etat pour empêcher les citoyens de troubler l'ordre public, phrase que ni Marcellin ni aucun autre ministre de l'Intérieur ne désavouerait. Mais Oufkir, c'est aussi celui qui a trempé dans l'affaire Ben Barka, celui qui s'était rendu clandestinement à Paris lors de l'enlèvement du dirigeant de l'opposition marocaine. A tel point compromis d'ailleurs qu'il fut condamné par coutumace par les tribunaux français.

Voilà le visage d'un de ceux qui font régner l'ordre des possédants. De froids assassins, que ce soit d'un opposant réfugié à l'étranger, ou que ce soit de malheureux paysans sans défense. Un citoyen au-dessus de tout soupçon quoi !

L'Opéra d'pas d'sous



Bientôt un drugstore ?

(Photo L.O.)

L'Etat se targue d'être le gérant du patrimoine culturel du pays.

Mais de la parole aux actes, il y a loin...

Car si tous les bourgeois, tous les haut dignitaires de l'Etat savent parler avec emphase de NOS poètes, de NOS peintres, de NOS musiciens, ils pensent aussi NOS sous ! Et dès qu'il s'agit de débourser un peu d'argent pour sauvegarder le « patrimoine culturel national », ces représentants de la sénile bourgeoisie française perdent l'ouïe, la vue et jusqu'au souvenir de la poésie, des vers, de la musique et des classiques.

Puisque la culture n'est pas rentable, pourquoi diantre y investir des capitaux ? Tel est pour eux le fond du problème.

Entre autres conséquences, les instrumentistes des orchestres de l'Opéra et de l'Opéra-Comique sont licenciés à dater du 1er juin 1971.

Nous nous permettons de faire une suggestion au gouvernement : afin de rentabiliser l'Opéra, pourquoi ne louerait-il pas ce monument à un groupe commercial qui pourrait y installer un hyper-drugstore, ou mieux, qui pourrait le vendre à une société immobilière qui le ferait raser pour construire à la place des bureaux (avec parkings) !

en bref... en bref... en bref...

Le retour au Foyer

Foyer à la télévision (A.F.P.)

Las de voir tous ses cours perturbés par les contestataires, M. Jean Foyer, député UDR et professeur de Droit à Nanterre, voulait poser une « question orale » au Parlement. Peut-être espérait-il ainsi voir le Gouvernement se préoccuper un peu plus du sort de ces pauvres professeurs réactionnaires qui, contre vents et marées, doivent faire bonne figure dans des facultés devenues « gauchistes ».

Mais cette demande n'a pas plu à M. Guichard et le Gouvernement a dissuadé M. Foyer de poser « sa question » ! Arguant alors que le Gouvernement ne l'aidait pas assez dans sa tâche ingrate, notre professeur malchanceux aurait l'intention de demander sa mutation dans une faculté parisienne. C'est sûrement ce que M. Foyer peut faire de mieux. Avec un peu de chance, il sera « recasé » à la Faculté de Droit de la rue d'Assas : une des facultés les plus réactionnaires de Paris ; il y sera bien au chaud, parmi ses semblables et aura sûrement un public mieux intentionné.

Il ne risquera plus de rester un quart d'heure enfermé dans un placard à balais en attendant le secours de la police.

A moins que les extrémistes de droite d'Occident qui se sont récemment heurtés eux aussi aux nouveaux « vigiles » universitaires — ce dont, soit dit en passant, la presse a peu parlé — ne le contestent à leur tour... Mais dans ce cas, il y a peu de chances pour que M. Foyer en saisisse le Parlement !

Une Galley-jade

Lors de l'émission sur les problèmes d'équipement des télécommunications, le lundi 30 novembre, M. Galley, ministre des P.T.T. s'est exprimé en ces termes :

« En ce qui concerne l'expédition du courrier, il faut que chacun, en France, paie le même prix. Il n'est pas normal de payer plus cher quand on envoie une lettre de la Lozère à Paris que d'un quartier de la capitale à un autre. C'est cela, la notion de service public. »

Si nous avons relevé cette déclaration, c'est que nous pensons que M. Galley, ministre des P.T.T., pourrait bien faire part de sa philosophie du service public à son collègue, M. Mondon, ministre des Transports.

En effet, ce dernier refuse la demande des usagers des transports en commun de la Région parisienne, d'avoir un tarif unique pour les bus et le métro de toute la Région parisienne, en répondant en substance qu'il est antiéconomique et asocial de ne pas payer selon la distance parcourue.

Un tel désaccord dans les violons ministériels ne peut s'expliquer que d'une façon : M. Galley a dû commettre l'imprudence d'écrire à M. Mondon... ou de chercher à lui téléphoner !

A Toulouse, la police condamne par tribunal interposé

Le tribunal correctionnel de Toulouse vient de condamner neuf étudiants qui comparaissaient en vertu de la loi « anti-casseurs » à des peines de prison ferme. Quatre autres ont été relaxés.

En l'occurrence, les prévenus et les condamnés ont été sélectionnés par une méthode d'une extrême simplicité et qui risque de faire fortune. Qu'on en juge :

Le 26 novembre dernier, à la suite d'une intervention brutale des C.R.S. sur le campus universitaire, des incidents éclataient entre les étudiants et les « forces de l'ordre ». Lors de ces incidents, et les jours qui suivirent, 77 étudiants devaient être appréhendés. Si on se reporte à la loi « anti-casseurs » qui frappe indistinctement tous les participants agissant « à force ouverte », sans qu'il soit nécessaire d'établir une responsabilité individuelle, ces 77 étudiants auraient solidairement dû être déférés devant un tribunal. Treize d'entre-eux ont été inculpés. Comment s'est opéré ce choix ? C'est naturellement la question qui a été posée par les défenseurs lors des débats devant le tribunal correctionnel de Toulouse. A cette question, une seule réponse : les prévenus ont été sélectionnés d'après les fiches de police. L'accusation l'a d'ailleurs reconnu implicitement en déclarant que tel étudiant était « réputé se livrer à des manifestations de ce genre », tel autre « soupçonné d'activités maoïstes », la plupart enfin « apparaissaient comme des leaders bien connus des services de police spécialisés. »

Sur ces treize étudiants, neuf ont été condamnés sur des témoignages de policiers qui les avaient reconnus comme « auteurs de violence ».

La procédure est donc simplifiée à l'extrême : dans un premier temps, à l'occasion d'une manifestation, la police « coffre » le maximum de participants possible. Elle identifie ensuite les militants d'après les fiches de police et les défère devant les tribunaux en vertu de la loi « anti-casseurs » et, si possible, en procédure de flagrant délit qui élimine l'intervention d'un magistrat. Reste ensuite aux juges la tâche de condamner. S'ils se montrent quelque peu scrupuleux, ce qui devient de plus en plus rare, il suffit alors de désigner quelques policiers qui viennent « témoigner sur l'honneur » qu'ils ont vu certains manifestants se livrer à des violences. Et le tour est joué ! De la fiche de police à la prison en passant rapidement par le tribunal, le gauchiste est mis sans plus tarder sous les verrous. Et la justice, là-dedans ? Question impertinente qui peut rapidement être passible de la loi anti-casseurs.

L'or noir ou l'ordure ?

Le Haut-Médoc est en émoi : les propriétaires des grands crus « bourgeois » tels les Lafite-Rothschild, Clos Labory, Lynch, Mouton-Rothschild et autres Pontet-Canet, rencontrent sur les bords de la Gironde une concurrence aussi insolente que provocante. Celle-ci est le fait de la récente création d'un nouveau cru. Son appellation... ? La Compagnie Shell-Berre. Cette dernière s'est installée avec son enchevêtrement de tuyauteries, de cuves, de tours de craking, de cheminées-torchères, au milieu des riches vignes des seigneurs bordelais. Cette apparition métallique au milieu des vignes a provoqué une levée de boucliers des châtelains-viticulteurs et qui, maintenant, en arrivent à une révolte ouverte contre les abus de l'or noir.

Le combat contre la pollution est activement mené par... M. Ph. de Rothschild, qui organise la lutte sur tous les fronts et tout particulièrement sur la propagande : son « Livre Noir du Haut-Médoc » circule déjà entre plusieurs mains. Citons un passage révélateur de la lutte idéologique menée dans les vignobles :

« Il y a des risques d'accidents de toutes sortes que peuvent créer des infiltrations sournoises de pétrole. Toute haute technique crée ses propres accidents. Il y a les risques d'incendie, d'explosion... Aucune garantie ne peut être donnée par qui que ce soit. Donc pourquoi courir le moindre risque, alors que cette usine pouvait être implantée n'importe où ailleurs, et que la terre, elle, ne peut être déplacé... »

Il faut l'avouer, M. le baron pose bien les problèmes.

Notons aussi que plus que la protection du délicat velours stomacal des amateurs de bon vin, c'est la préservation de leurs plantureux profits qui a conduit ces derniers à un minimum de réflexions sur la misérable malfaisance de la pollution.

Et il est à regretter aussi qu'ils se moquent éperdument que, partout ailleurs, LEURS grandes unités de production empoisonnent villes, rivières, océans, montagnes et ciel.

Encore une expulsion

A Cannes, jeudi 26 novembre, un huissier, accompagné de gardiens de la paix, s'apprêtait à faire son métier : expulser une famille de six enfants dont le père, fossoyeur, en longue maladie depuis des mois, ne pouvait plus payer le loyer de son H.L.M. La routine, quoi ! Car il y en a des centaines qui chaque jour, jetés de la sorte sur le pavé, vont grossir le lot des mal logés des bidonvilles ou des taudis.

Mais cette fois-là, c'est par un coup de fusil, tiré par le fils de treize ans, l'aîné, que les représentants de l'autorité ont été accueillis.

Le gosse bien sûr s'est retrouvé devant le juge pour enfants, et les parents qui ont « couvé un tel petit monstre », se sont vu retirer leurs autres enfants qu'on a placés en foyer municipal.

Tout cela dans une ville comme Cannes où il y a justement des tas d'appartements vides, trop luxueux pour être loués à des travailleurs, ou désertés par les touristes à la morte saison.

Et Pompidou viendra pleurer sur la misère de l'enfance, pas assez protégée, sur le beau rôle de la famille, etc., etc.

En fait, il y a bien deux sociétés. La société telle qu'ils la disent . . avec des orphelins choyés et des petits vieux heureux grâce au produit des vignettes ! et il y a la société telle qu'elle est, telle que la vivent quotidiennement les pauvres gens.

Le torchon brûle... dans la grande presse

Mohamed Liefrenni (U.P.I.)

Parce qu'il avait besoin de cinq millions d'anciens francs pour terminer sa maison, un chauffeur de taxi a enlevé un garçonnet de sept ans.

Que ne fait-on pas, dans cette société, par « besoin », ou amour, de l'argent !

Mais dans cette affaire, il est d'autres coupables que le ravisseur : une certaine presse qui a pris le risque de faire tuer l'enfant, en divulgant l'information, malgré la demande des parents et de la police.

Pour France-Soir, Paris-Jour et Le Parisien libéré, la vie de l'enfant valait aussi quelques millions ; les quelques millions supplémentaires qu'ils auront ainsi récoltés par un gros tirage grâce à la « bonne » information à sensation.

Le ravisseur savait, lui, s'il tuerait ou non l'enfant, et l'on peut supposer qu'il n'avait pas l'intention de le faire, quoi qu'il arrive. Ces journaux, eux, ne savaient pas, ne pouvaient pas savoir, si leur amour du fric n'allait pas causer la mort d'un innocent ; cela ne les intéressait pas. Marchands de papiers ils sont, en marchands de papiers ils pensent.

La différence, c'est que le chauffeur de taxi fera dix ou vingt ans de prison, tandis que les magnats de la presse sont intouchables. Ils respectent les lois... en particulier la loi de l'offre et de la demande.

Il s'est trouvé un journaliste, à Paris-Jour, pour refuser de faire ce travail. Il est menacé de licenciement, une campagne a dû être engagée pour sa défense.

La presse pourrie est bien à l'image de la société qu'elle sert !

La "Chine" de Tchang :

Grâce aux U.S.A. la grenouille se fait bœuf

Tchang-Kaï-Chek entouré de ses « conseillers » américains. A sa droite, Mac-Arthur. (Photo U.P.I.)

IL faut vraiment que tous les ans ait lieu le traditionnel vote de l'O.N.U. sur la représentation à cette instance internationale de la Chine Populaire pour que l'opinion mondiale se remémore que, pour l'O.N.U., **« la Chine »**, la seule et la vraie, ce n'est pas celle de Mao et ses sept cents millions de Chinois, mais Formose ou Taïwan, une petite île de moins de quinze millions d'habitants perdue dans le Pacifique, à une cent cinquantaine de kilomètres des côtes de la Chine méridionale. Il faut vraiment ce vote annuel et traditionnel de l'O.N.U. pour que le monde prenne conscience de l'existence de la Chine Nationaliste de Tchang Kaï-chek. D'une Chine qui, non seulement est la seule reconnue par l'O.N.U., mais d'une Chine que cette organisation internationale a maintenu par-dessus le marché en **« cinquième Grand »** de ce monde et qui, à côté des U.S.A., de l'U.R.S.S., de la Grande-Bretagne et de la France a le privilège de siéger à titre de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Ce privilège avait été donné en effet à la Chine, en 1945, lorsque Tchang Kaï-chek régnait en maître absolu sur la plus grande partie de celle-ci.

D'où vient donc à ce **« cinquième grand »** sa grandeur ? Ni de sa superficie, qui dépasse légèrement celle de la Belgique, ni du nombre de ses habitants. La grenouille n'avait même pas d'effort particulier à faire pour tenter de devenir bœuf, les Etats-Unis s'en sont chargés pour elle. Et, il faut le dire, avec plus d'efficacité apparente que dans la fable.

Comment la petite île de Taïwan est-elle donc devenue **« cinquième Grand » ?** C'est une histoire qui remonte aux années 1950.

Les U.S.A. et la Chine de Mao

Lorsqu'en 1949, au terme de la guerre civile, Mao Tsé-Toung conquit le pouvoir sur l'ensemble de la Chine continentale, le gouvernement des U.S.A. n'avait pas encore de politique nettement définie à l'égard du nouveau régime. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la perspective de reconnaître Mao ne les enchantait guère, mais d'un autre côté, face à Mao, c'était le vide. Le Kuomintang de Tchang Kaï-chek avait complètement sombré dans la débâcle des années 1948-49. Les U.S.A. n'avaient donc rien ni personne à soutenir face aux communistes, d'où leur politique d'attente, leur politique de **« wait and see »**.

Certes, le généralissime Tchang Kaï-chek et ses quelques milliers de mercenaires irréductibles n'avaient pas complètement abandonné la partie : ils avaient trouvé refuge dans la petite île de Formose. Ile que la défaite Japonaise venait de rendre à la Chine depuis quatre ans, mais où, durant cette brève période, le régime de Tchang avait déjà perpétré un massacre sanglant, pour écraser une révolte de la population locale. Au point que la soldatesque des fonctionnaires et les pillards galonnés de toutes sortes qui ont accompagné Tchang dans l'ultime étape de sa débâcle, apparaissaient plus comme des envahisseurs que des représentants même de la seule Formose.

Et en ces derniers mois de 1949, Formose n'était certes pas encore **« la Chine »** pour les U.S.A. Si certains militaires américains ne cachaient pas leurs désirs d'intervenir militairement du côté de Formose et d'y installer leurs troupes, le gouvernement, lui, s'y déclarait formellement opposé.

Dans un texte rédigé le 23 décembre 1949, le Département d'Etat américain donnait les consignes suivantes : **« Toutes informations doivent être employées au mieux pour détruire l'impression :**

1) que conserver Formose sauverait le gouvernement chinois ;

2) que les Etats-Unis ont un intérêt spécial, ou des bases militaires à Formose, ou des projets en ce qui concerne l'île ;

3) que sa perte porterait sérieusement préjudice aux intérêts des Etats-Unis ou des autres pays opposés au communisme ;

4) que les Etats-Unis doivent sauver Formose ou sont obligés de le faire ».

Par contre, dans ce même temps où les U.S.A. prenaient leurs distances vis-à-vis de Formose, on pouvait lire dans **Le Monde** (ce même 23-12-49) : **« Les Etats-Unis s'orientent vers la reconnaissance de la Chine de Mao... »** ou encore **« Si Mao avait la sagesse de ne pas attaquer ce territoire, il verrait sans doute à Pékin un ambassadeur U.S. plus tôt qu'il ne le pense ».**

Comment Formose devint « la Chine »

Pourtant, quelques mois plus tard, Formose était **« déneutralisée »**, Tchang Kaï-chek recevait une aide militaire ouverte du gouvernement américain, et il n'était plus question pour ce dernier de reconnaître le régime de Mao. Mais ce qui détermina ce revirement, ce ne fut pas Formose et Tchang mais, à une toute autre échelle, la détérioration des relations entre les deux puissances victorieuses de la guerre mondiale : les U.S.A. et l'U.R.S.S.

Le climat de guerre froide empirait sans cesse depuis 1947 et la tension soviéto-américaine atteignit son maximum avec la guerre de Corée.

Les U.S.A. adoptèrent la politique dite du **« containment »**, qui consistait à empêcher tout renforcement, toute extension du bloc soviétique, dans la perspective d'un règlement de comptes final à brève échéance. Tout régime qui était dans le camp soviétique ou qui risquait simplement d'y basculer, était traité en ennemi.

Pour ridiculement dérisoires qu'aient été les restes du régime du Kuomintang, accrochés à cette île coupée de la Chine continentale, ils pouvaient représenter une certaine légitimité face à Mao. Par delà son importance stratégique ou militaire, Formose est devenue un alibi politique. En faisant du généralissime déchu le chef fantoche d'un Etat fantoche, les U.S.A. pouvaient prétendre combattre, non point la Chine, mais au nom de la Chine précisément, un régime usurpateur.

Comment Formose risque de ne plus être « la Chine »

La politique d'isolement à l'égard de la Chine menée depuis vingt ans par les U.S.A. ne s'est pas révélée des plus efficaces. Et aujourd'hui, il est plus que probable qu'une attitude tenant compte des réalités et cherchant un règlement avec la Chine est une éventualité sérieusement envisagée par les Etats-Unis. Mais s'il en est réellement ainsi, si les U.S.A. comptent vraiment changer d'orientation, encore leur faut-il se débarrasser du poids de leur politique passée, encore leur faut-il se débarrasser de certains fantoches, de Thieu et Ky au Vietnam, mais aussi de Tchang Kaï-chek à Formose.

C'est une opération délicate à mener. Non que les U.S.A. s'embarrassent d'égards vis-à-vis des marionnettes que leur seul bon vouloir a mises en place ; mais, tout en éliminant les fantoches dont ils n'ont plus besoin, ils tiennent à ménager les nombreux autres dont ils ont encore besoin. Et c'est la susceptibilité de ces derniers qu'ils tiennent à ne pas blesser en procédant à de trop brusques licenciements.

Beaucoup ont voulu voir dans le fait que, pour la première fois depuis vingt ans, l'assemblée générale des Nations Unies a voté à la majorité simple (51 voix contre 49) l'admission de la Chine à l'O.N.U., une défaite infligée par cette organisation à la diplomatie américaine. Il est très possible pourtant, que tout en ayant imposé que la résolution de l'admission de la Chine soit prise à la majorité des deux tiers, c'est-à-dire en ayant l'air de s'y opposer, le gouvernement américain ne soit en fait pas trop fâché de sa soi-disant **« défaite »**. D'une part, parce que, dans la perspective où les U.S.A. voudraient renouer à plus ou moins long terme avec la Chine ce vote pourrait être un pas en avant vers la normalisation des relations avec la Chine populaire. D'autre part, parce que, toujours dans cette même perspective, le gouvernement américain s'en tirerait à moindres frais, vis-à-vis de Tchang, son allié de la veille : ce n'est pas lui qui aurait cherché à le lâcher, mais d'autres...

Quoi qu'il en soit, le fait que depuis plus de vingt ans un pays de plus de 700 millions d'habitants reste à la porte de l'O.N.U. prouve une fois de plus, s'il en était encore besoin, que cette organisation n'est qu'un **« machin »** manipulé par l'impérialisme.

Michelle VERDIER

Au Tchad :

UN VRAI "DIALOGUE" SYNDICAT - DIRECTION

ON a beaucoup parlé ces derniers temps du Tchad et de la Cotonfran, cette société française qui a le monopole de l'achat du coton c'est-à-dire le monopole du pillage de la principale richesse du pays.

Mais la Cotonfran possède aussi des usines d'égrenage.

Dans ces usines où il y a deux cents ouvriers environ, le coton est amené par des ventilateurs à des peignes de différentes grosseurs qui sont tenus de séparer le coton de la graine.

A ce propos, une anecdote doit être citée : au début de la création de l'usine, on amenait les Noirs devant ces énormes machines alors qu'ils n'étaient absolument pas préparés au travail qui les attendait. Aussi au moment où le coton était déversé sur les peignes et qu'il fallait le tasser, les Noirs se faisaient-ils prendre les doigts, les mains et même les bras entiers. Car il faut dire qu'il n'y a pratiquement aucune protection, aucune mesure de sécurité et que dans ces conditions les accidents sont nombreux.

Dans cette usine où il y a énormément de poussière du fait du brassage du coton, il n'y a pas d'aspirateur. La chaleur y est intense (il y a parfois pendant la saison sèche, 50° à l'ombre). C'est dans ces conditions que les Noirs travaillent huit heures continues, sans aucun temps d'arrêt pour les repas, pris à la sauvette sur le lieu de travail.

Et cela pour des salaires de misère. Songez-donc, 21 à 40 centimes de l'heure (francs CFA), des payes de 150 à 200 CFA, soit 300 ou 400 F français.

Mais rassurez-vous, il y a un syndicat, la CFDT... pour les Blancs Et savez-vous qui en est le secrétaire ? Le directeur de l'usine lui-même. Comme dit le dicton : « On n'est jamais mieux servi que par soi-même ».

U.S.A. :

Le syndicat de l'automobile (U.A.W.) a bradé la grève des travailleurs de General Motors

ON se souvient que le 15 septembre (voir L.O. n° 115), le syndicat des travailleurs de l'automobile décidait de lancer à la General Motors, une grève illimitée en vue d'obtenir, lors du renouvellement du contrat de travail, des améliorations sensibles. Fidèle à sa tactique, l'U.A.W. mettait General Motors en grève mais demandait aux travailleurs de Chrysler et de Ford de continuer le travail.

Après plusieurs semaines de grève, l'U.A.W. a fait reprendre le travail sans obtenir de substantiels avantages. Cette reprise, les bureaucrates du syndicat n'ont pu l'obtenir qu'en menaçant les grévistes de ne plus leur verser l'indemnité prévue par la caisse de grève. Encore une fois, les syndicats américains ont montré que leur seule préoccupation est celle du marchandage avec les capitalistes, mais en aucun cas, celle de vouloir changer le rapport de forces entre capital et travail et de permettre aux travailleurs de prendre conscience de leur force et de l'avenir de leur classe. Nous publions ici des extraits d'un bulletin en date du 18 novembre, publié par des travailleurs révolutionnaires de chez Chrysler (Dodge Workers Speak) et traitant de cette lutte.

La presse était là pour la reprise du travail. (photo U.P.I.)

LE SCORE A L'ARRIVEE

Au départ, l'U.A.W. (le syndicat des travailleurs de l'automobile), demandait :	G.M. offrait d'abord :	Nous avons obtenu :
— *96 cts de l'heure d'augmentation ;*	— *38 cts de l'heure ;*	— *50 cts de l'heure (12 cts de plus que G.M., 46 cts de moins que l'U.A.W.).*
— *augmentation des indemnités de chômage ;*	— *rien ;*	— *rien.*
— *déplafonnement de l'indexation, avec rattrapage trimestriel ;*	— *élévation du plafond rattrapage annuel ;*	— *déplafonnement, pas de rattrapage la première année.*
— *élévation du taux d'indexation pour tenir compte de l'inflation ;*	— *rien ;*	— *rien.*
— *soins dentaires ;*	— *rien ;*	— *rien.*
— *retraite de 500 dollars après trente ans ;*	— *retraite limitée à 70 % du salaire ;*	— *retraite après 30 ans limitée à 58 ans et à 70 % du salaire.*
— *heures supplémentaires facultatives ;*	— *obligatoires ;*	— *obligatoires.*
— *mise au chômage temporaire inverse de l'ancienneté ;*	— *non ;*	— *non.*
— *amélioration de la procédure de réclamation ;*	— *pas de changement ;*	— *pas de changement.*
— *humanisation des conditions de travail ;*	— *répression de l'absentéisme ;*	— *réponse non connue au moment au vote.*

Le pire dans ce soi-disant « compromis » est qu'il ne dit rien des conditions de travail. Et ce n'est pas par hasard. Car chaque centime que nous avons obtenu en salaires ou en retraite, nous le rendrons aux compagnies en travaillant plus dur. Nous n'avons absolument aucune garantie contre l'augmentation des cadences et l'insécurité. Il y a longtemps que le syndicat ne négocie plus là-dessus.

Affamer les grévistes

Quand une direction ramène un contrat qui ne vaut rien, elle doit trouver un moyen pour obliger les travailleurs à l'accepter. Celui utilisé par Woodcock — un des dirigeants du syndicat — et sa clique n'est pas nouveau : affamer les grévistes pour leur faire reprendre le travail.

Au cours de la convention du 24 octobre, ils annoncèrent qu'ils ne paieraient plus aucune indemnité aux grévistes après la fin novembre.

G.M. ne tarda pas à compléter la nouvelle en annonçant que si un accord n'était pas atteint avant la mi-novembre, il arrêterait la production jusqu'en janvier.

La coïncidence entre les deux annonces était très révélatrice. Pour les grévistes, cela voulait dire plus un sou pendant tout le mois de décembre, et aussi la perte des congés payés de Noël.

Une fois tout le monde au courant de l'arrêt des paiements, Woodcock apporta sa proposition de contrat. Lui-même reconnut que ce n'était pas un accord excellent. Mais il avait une excuse toute prête : les difficultés financières des grévistes du rang !

On se demande s'il a pu garder bonne contenance en sortant celle-là. Cela ressemblait vraiment à une plaisanterie, dit par un homme qui avait refusé des offres de prêts des autres syndicats.

La Guinée et la lutte anti-impérialiste en Afrique

MALGRE les dénégations du gouvernement portugais, il ne fait aucun doute que celui-ci ait au moins apporté un soutien matériel au récent débarquement en Guinée de commandos hostiles au gouvernement de Sékou Touré. Et les mobiles de l'impérialisme portugais sont clairs. Depuis des années, celui-ci mène une lutte sans merci contre ceux qui luttent pour l'indépendance de la Guinée-Bissau (la Guinée soi-disant portugaise). Dans cette guerre, les troupes portugaises ne se gênent nullement pour multiplier les incursions sur le territoire de la République de Guinée, voisine de la Guinée-Bissau, où ceux qui les combattent trouvent refuge. L'aviation portugaise n'hésite pas non plus à bombarder le territoire guinéen, en vertu du fameux « *droit de suite* », cher à tous les impérialistes. Que les autorités portugaises aient en outre pensé qu'elles auraient intérêt à aider les ennemis politiques de Sékou Touré n'a donc rien que de très normal.

Il ne faudrait cependant pas croire que le régime de Sékou Touré, parce qu'il est en but aux attaques de l'impérialisme portugais, fasse preuve d'un « *anti-impérialisme* » d'une qualité supérieure à celui que professent la plupart des autres Etats africains.

Il existe pourtant toute une légende dorée de la Guinée « *progressiste* », née en 1958, comme conséquence du non « franc et massif » que le peuple de Guinée répondit alors au référendum gaulliste, et de l'indépendance qui suivit celui-ci.

Le lendemain même de ce référendum, le régime gaulliste retirait à la Guinée son concours administratif et financier. Mais cela ne signifiait nullement, bien entendu, que la Guinée échappait à l'emprise économique de l'impérialisme. Et si le rôle de l'impérialisme français en Guinée a quelque peu diminué depuis, ce fut simplement parce que l'impérialisme américain a partiellement pris la relève.

Le fait que la Guinée de Sékou Touré se proclame socialiste n'empêche pas l'économie d'être sous l'entière dépendance du capital des pays occidentaux. C'est ainsi que la principale ressource du pays, la bauxite, est exploitée par la Compagnie des Bauxites de Guinée, dont 49 % des actions appartiennent à l'Etat guinéen, et 51% à la société Halco, consortium international groupant les trusts américains, français, allemands et italiens de l'aluminium. Il faut de plus ajouter que l'Etat guinéen dépend, sur le plan financier, des prêts de la Banque Mondiale, prêts qui ne lui sont accordés qu'à la condition expresse d'être utilisés pour le développement de l'industrie d'extraction de l'aluminium.

L'indépendance ne s'est en fait traduite par aucune amélioration sensible du niveau de vie des masses guinéennes. En 1962, le revenu annuel du paysan et de l'ouvrier guinéen était le plus bas de l'Afrique occidentale. Mais une nouvelle couche dirigeante remplaçait les anciens colons et vivait dans le même luxe provocant : villas somptueuses, voitures imposantes, traitements exhorbitants.

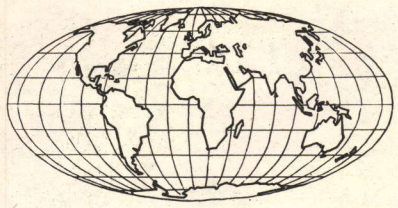
Le corollaire de tout cela, ce fut, bien sûr, la dictature politique. Sur un tel fond économique, Sékou Touré ne pouvait tolérer aucune critique ou agitation susceptible de créer l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres. C'est ainsi qu'en 1961-62, il inventa un complot dirigé par « *l'ambassade de France et les ambassades des pays de l'Est* », et en profita pour mettre en prison les militants syndicalistes enseignants qui s'étaient rendus populaires durant leurs luttes contre le colonialisme. Et contre les manifestations de rues qui éclatèrent alors pour protester, Sékou Touré fit donner la police et l'armée, pendant que les murs se couvraient d'inscriptions : « *Sékou tu nous a menti* », « *Moins de camions et plus de riz* ».

Sékou Touré organisa alors un congrès du Parti Démocratique de Guinée (le parti officiel), où les délégués dénoncèrent chacun à leur tour l'idéologie marxiste-léniniste, réclamèrent la peine de mort contre les syndicalistes enseignants, la nomination de « *commissaires politiques* » dans les écoles pour surveiller les intellectuels suspects, et un contrôle sévère de la Confédération Générale des Travailleurs Guinéens.

Cette politique permettait d'ailleurs au journal américain *New-York Herald Tribune* du 23-12-61 d'écrire « *La volonté que manifeste Sékou Touré (expulsion de l'ambassadeur soviétique Solod, accusé d'avoir trempé dans le « complot des enseignants ») doit pouvoir simplifier la tâche de l'administration Kennedy pour obtenir son soutien en vue de la réalisation de nouveaux projets* ».

C'est ainsi que douze ans après son indépendance, la Guinée, ex-colonie française, est un pays mis en coupe réglée par le capital international, et que le régime de Sékou Touré, loin d'offrir au peuple guinéen des perspectives d'avenir, joue purement et simplement le rôle d'un gendarme de l'impérialisme. Ni la « *révolution culturelle* » proclamée en 1968 « *pour effacer les derniers vestiges du capitalisme, du tribalisme et de la religion* », ni la présence de techniciens chinois, ne changent rien à cela. Pas plus que les attaques de l'impérialisme portugais.

Régine VILLON



DANS LE MONDE

WILSON REPROCHE A HEATH DE MENER LA POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE QU'IL AVAIT LUI-MÊME INAUGURÉE

HAROLD WILSON, le leader du parti Travailliste, mène en ce moment grand branle-bas de combat, multipliant les déclarations fracassantes sur la « politique de classe » menée, à son avis, par le gouvernement conservateur de Heath. Le 29 novembre dernier, dans un discours très violent aux Communes, il dénonçait le projet de loi sur les « relations industrielles » que le gouvernement conservateur doit publier incessamment, comme étant une atteinte au niveau de vie des travailleurs, du fait de l'augmentation des prix et des charges de Sécurité sociale qui y est prévue.

C'est bien en effet ce que prépare Heath, qui, depuis sa venue au pouvoir, a mis à l'étude tout un arsenal des lois pour faire payer aux travailleurs les ratés de l'économie anglaise, tout en essayant de prémunir les possédants anglais contre toute réaction « sauvage » de la part des travailleurs.

Il y a deux mois environ, le gouvernement conservateur annonçait tout un train de lois anti-grève, imposant aux syndicats une tutelle gouvernementale sans laquelle leurs droits dans les entreprises seraient contestés. Un préavis de grève de soixante jours devrait être, en outre, respecté ! En cas de grève, d'« actions déloyales » de la part des syndicats, des dommages et intérêts pourraient être demandés par les patrons. La grève sauvage pourrait être considérée comme une rupture du contrat de travail.

Toutes ces mesures sont donc envisagées par Heath dans le but de lutter contre les grèves sauvages, en menaçant les dirigeants de mouvements grévistes, c'est-à-dire surtout les « shop stewards », délégués d'ateliers, d'amendes ou de licenciement, et cela en réclamant, en même temps, le concours des syndicats anglais.

Ce concours, les Trade Unions ne seraient pas en principe hostiles à l'apporter au gouvernement. Ils l'ont fait pour Wilson. Mais, face à eux, Heath n'a pas les mêmes atouts que Wilson ; il n'entretient pas avec eux les mêmes rapports. De leur côté, les syndicats pourraient difficilement accepter les propositions de Heath, sans perdre la face auprès de leurs militants et sans risquer de défavoriser, sur le plan électoral, le parti Travailliste auquel ils sont liés. Accepter l'arbitrage du gouvernement dans les conflits, c'était plus facile au temps où Wilson était au pouvoir. Et même à ce moment-là l'appui donné par les dirigeants syndicaux aux lois anti-grève de Wilson n'avait pas été sans provoquer des remous dans les rangs des syndicats.

Wilson, écarté du pouvoir après avoir, pendant toute la durée de son mandat, attaqué le niveau de vie des travailleurs, leur droit d'expression dans l'entreprise, leur droit de grève, fait semblant à présent qu'il est sur les bancs de l'opposition, de dénoncer les lois anti-ouvrières préconisées par Heath, ces lois anti-ouvrières que Heath se permet de prendre justement parce que avant lui, Wilson avait préparé le terrain.

En tout cas, ce qui risque d'être plus efficace, c'est la réaction des travailleurs eux-mêmes. A l'heure où nous écrivons, il est question de mouvements de grève — sur l'initiative de militants de base syndicaux — dans toute l'Angleterre.

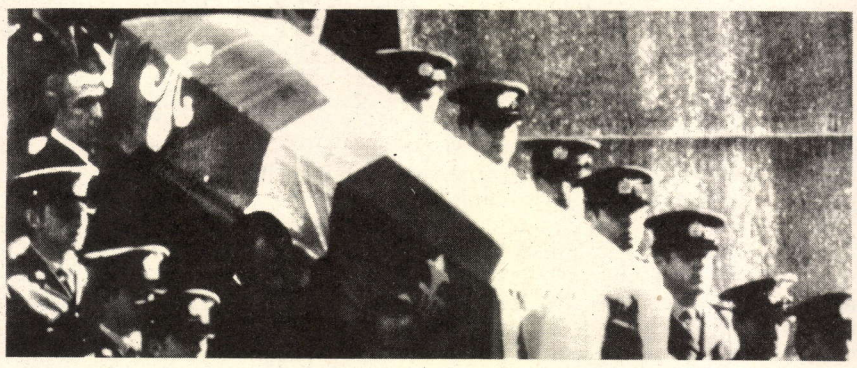
Cette protestation-là sera certainement plus dangereuse pour Heath, que les platoniques protestations de Wilson, faux-ami des travailleurs.

Catherine LORAINE.

Wilson et Feather (le dirigeant des syndicats britanniques) : une reconversion bien tardive. (Photo U.P.I.)

JAMES CROSS LIBÉRÉ

L'ÉCHEC DE LA TENTATIVE DU F.L.Q.



L'enterrement de P. Laporte, le ministre québécois assassiné : le gouvernement canadien, lui, se porte bien. (Photo U.P.I.)

LA libération à grand spectacle de James Cross, enlevé depuis plus de deux mois par le F.L.Q., cependant que ses ravisseurs obtenaient un laissez-passer pour Cuba est l'épilogue au moins provisoire de l'opération lancée par l'organisation nationaliste québecoise.

Il est douteux que le bilan global leur soit finalement favorable. Si quelques-uns des ravisseurs ont pu se sauver eux-mêmes au prix de l'exil, les quelques dizaines de prisonniers du F.L.Q., dont ces enlèvements devaient permettre la libération, restent en prison et le gouvernement canadien a pu à la faveur de ces événements et de la mort du ministre Laporte, imposer un régime d'exception qui ne semble pas prêt de se terminer. Cela révèle une fois de plus que les méthodes employées, enlèvement par l'action de petits groupes pour saper l'autorité des institutions, réveiller les masses, ou simplement obtenir la libération de prisonniers, ne sont sûrement pas la panacée que d'aucuns, dans le mouvement révolutionnaire, veulent y voir.

Reste l'effet de publicité obtenu pour la cause du Québec indépendant. Mais sur ce plan, aussi bien l'assassinat de Laporte par l'un des commandos que la séquestration de Cross pendant deux mois, n'apportent pas grand chose à la cause des nationalistes. A tout prendre d'ailleurs, si l'on peut comparer les deux actions, le groupe qui a soustrait Cross pendant deux mois à toutes les recherches, en bafouant la police, est certainement des deux le moins négatif.

Non que la vie de Laporte, défenseur attitré d'un système d'exploitation soit sacrée et intouchable. Mais la violence de petits groupes ne peut avoir de signification, d'effet positif que lorsqu'elle représente le sentiment, les désirs, le combat de larges couches de la population et vise à défendre les masses en lutte.

L'action de commando, isolée, de ce que les masses sont prêtes à accepter, à faire ou à comprendre, est rien moins qu'impuissante quand elle n'est pas néfaste. Le F.L.Q., à défaut d'autre chose, en aura refait la preuve.

Serge DENVER.

L'ADHÉSION DE LA SYRIE A L'UNION ÉGYPTE-SOUDAN-LIBYE

LE MONDE ARABE ENTRE L'UNITÉ ET L'ÉMIETTEMENT

LA Syrie vient d'annoncer son ralliement à l'union qui s'est constituée récemment entre l'Egypte, le Soudan et la Lybie.

On songe aussitôt à la tentative malheureuse de constituer une République Arabe Unie entre l'Egypte et la Syrie, en 1958, qui aboutit à l'échec trois ans plus tard. (Voir Lutte Ouvrière numéro 117). On songe à toutes ces tentatives, qui ont échoué, de rapprochement économique ou militaire entre les divers Etats arabes du Moyen-Orient. Ces échecs successifs ne peuvent que faire douter des chances de la nouvelle alliance quadripartite !

Mais cependant le renouvellement constant de ces essais de rapprochement montre qu'il existe un profond besoin d'unité dans ces pays. Besoin d'unité pour, selon les circonstances, coordonner le combat contre Israël, ou au contraire aborder ensemble les négociations. Besoin d'unité pour pouvoir faire bloc contre l'impérialisme, lorsqu'on lui marchande ses richesses en pétrole, coton, ou les droits de passage par pipe-line ou par le canal de Suez.

Et enfin, besoin d'unité pour constituer un ensemble plus vaste, pour tenter de se développer plus vite que dans chacun de ces Etats pris séparément.

Le bloc des quatre pays, Egypte, Lybie, Soudan, Syrie, s'il se constituait réellement, formerait un territoire grand comme dix fois la France, essentiellement désertique il est vrai et peuplé de plus de 55 millions d'habitants, dont les trois cinquièmes pour l'Egypte. Il serait riche des pétroles lybiens et dans une moindre mesure égyptien, des cotons d'Egypte, du Soudan et de Syrie, de l'électricité du barrage d'Assouan, et des quelques débuts d'industrialisation principalement en Egypte et en Syrie. Sans compter bien entendu un marché plus important permettant d'envisager l'industrialisation à un niveau plus élevé.

Si ce bloc se réalisait, cela ne transformerait pas, par un coup de baguette magique l'économie arriérée de ces pays, mais cela les mettrait dans une position économique un peu meilleure.

Mais même cela semble devoir être un beau rêve et rien de plus. L'intégration économique des pays arabes du Moyen-Orient implique l'intégration des divers Etats nationaux et des diverses classes dominantes nationales, c'est-à-dire pratiquement la domination des plus forts et l'absorption ou la destruction des plus faibles.

C'est pourquoi, et l'exemple de la R.A.U. de 1958 à 1961 est là pour le confirmer, les Etats qui se sentent ainsi menacés de disparition finissent par rompre l'alliance et reprendre leur indépendance.

La Syrie s'imagine peut-être qu'avec la mort de Nasser et la présence d'autres partenaires, le poids de l'Egypte sera moins hégémonique qu'autrefois.

C'est possible, mais encore une fois, les raisons profondes des échecs passés des tentatives d'unité n'ont pas disparu. Et on peut prédire à bon compte que ce nouvel essai n'ira pas plus loin que les précédents.

La seule chose immédiate que ce rapprochement peut apporter à la Syrie, c'est un soutien de l'Egypte aux militaires qui ont pris le pouvoir en Syrie, en renversant le parti Baas, pour pouvoir ranger la Syrie dans le groupe des Etats arabes partisans du plan Rogers. Mais il n'est quand même pas assuré que cela leur porte chance.

André VICTOR.

L'accord C.G.T.-C.F.D.T.

Bien loin des intérêts des travailleurs

LABORIEUSEMENT, puisqu'il leur a fallu plusieurs semaines, la C.G.T. et la C.F.D.T. viennent de signer un accord entre leurs deux centrales.

On se demande d'ailleurs pourquoi cela a duré si longtemps puisque l'essentiel des points d'accord évoqués l'avaient déjà été lors de précédents communiqués communs.

— Relèvement du SMIC à 800 F.

— Fixation des minima conventionnels à 1.000 F par mois.

— Garantie du pouvoir d'achat.

— Remise en ordre des classifications par l'établissement de grilles hiérarchiques.

— Réduction du temps de travail pour parvenir rapidement (sic) à 40 heures.

Voici pour l'essentiel en matière de conditions de vie des travailleurs.

Ce programme n'a déjà, en soi, pas grand-chose de mobilisateur, mais au niveau des actions proposées, la signature de l'accord C.G.T.-C.F.D.T. se réduit vraiment à rien. Dans un communiqué, les deux centrales constatent : « leur accord pour que l'action commune à tous les niveaux s'organise... ». On ne peut être ni plus vague ni moins menaçant !

L'unité syndicale est bien entendu une exigence profonde des travailleurs. Mais, en l'occurrence, ce qui ramène C.F.D.T. et C.G.T. régulièrement autour d'une table n'a pas grand-chose à voir avec les intérêts des travailleurs.

Pour chacune des centrales, il s'agit de défendre sa « boutique ».

La C.F.D.T. — même en perdant son « C » — n'a pas gagné pour autant l'audience de la classe ouvrière. Elle reste une centrale minoritaire à l'échelon du pays face à la puissante C.G.T.

La C.F.D.T. s'est livrée — et en particulier depuis mai 68 — à une démagogie gauchistes, susceptible de lui attirer les jeunes travailleurs écœurés de l'attitude de la C.G.T. Mais elle n'y a que très relativement réussi et, depuis quelques mois, elle a reperdu dans les élections professionnelles les voix gagnées après mai.

Cette démagogie ne lui a donc pas apporté l'audience nationale qu'elle espérait. Les discussions et les accords bidons avec la C.G.T. lui permettent cette audience. Le fait que la C.G.T. discute avec elle la place également au premier rang des centrales syndicales.

Cet aspect des discussions unitaires a son revers pour la C.F.D.T., ce qui explique aussi les lenteurs et les limites.

Si la C.F.D.T. y gagne une représentativité nationale, sur le plan local, elle reste, la plupart du temps, minoritaire. Dans les entreprises, les militants de la C.G.T. sont plus nombreux, plus implantés et gardent l'initiative de l'action, ne laissant à la C.F.D.T. qu'une place de « second ».

Quant à la C.G.T., si elle recherche l'unité d'action, c'est pour d'autres motifs.

La C.G.T., fortement marquée par le P.C.F., ayant à son actif de nombreuses grèves politiques, reste suspecte aux yeux de la bourgeoisie française et de son personnel politique.

Il s'agit pour elle de se frotter à la C.F.D.T. pour obtenir une caution morale de « dépolitisation ».

De l'autre côté, la C.G.T. ne peut que difficilement admettre de suivre la C.F.D.T. sur le terrain de ses revendications. La C.F.D.T. peut se permettre une certaine démagogie que la C.G.T. ne peut s'offrir étant données les répercussions que cela occasionnerait à cause de l'implantation déterminante de cette centrale dans la classe ouvrière.

Et si la C.G.T. veut l'unité pour se décerner un brevet d'honorabilité auprès de la bourgeoisie, ce n'est pas pour se voir entraîner par sa base dans des luttes revendicatives dures mettant en péril l'économie capitaliste, luttes justement redoutées par la bourgeoisie.

L'imprécision, tant sur le plan des revendications qu'en matière d'action, du nouvel accord passé entre la C.G.T. et la C.F.D.T. reflète les raisons politiques profondes des deux centrales.

Leurs motivations sont bien entendu à cent lieues des intérêts fondamentaux des travailleurs, intérêts que la C.G.T. n'exprime plus depuis longtemps et que la C.F.D.T. n'a jamais exprimés.

Juliette LAPORTE.

AULNAY-SOUS-BOIS (Seine-Saint-Denis)

L'incurie des Transports en Commun fait un mort

A Aulnay-sous-Bois, en quelques années, la population est passée de 20.000 à 70.000 et une bonne dizaine de cités-dortoirs ont poussé autour de l'agglomération.

Au point de vue des transports, le gouvernement n'a rien fait pour implanter quoi que ce soit, et il laisse le monopole complet de l'exploitation des lignes à des compagnies de cars privées, qui se partagent la desserte des cités sans s'occuper d'organiser des transports rapides, peu chers et fréquents.

A la Cité des Ormeteaux, outre que les problèmes avec les cars sont nombreux, au début de la semaine dernière, un accident mortel s'est produit, à cause de l'aménagement criminel d'un arrêt.

En effet, devant la cité, le car de la C.I.F. qui vient de la gare, lorsqu'il s'arrête, laisse le choix aux voyageurs : soit traverser la route nationale où les voitures sont masquées par le car, ou se faire renverser par les deux roues sur la piste cyclable. En plus, le car s'arrêtant sur la route entrave la circulation des automobiles qui dépassent le car arrêté, dans des conditions dangereuses.

Et, mardi 2 décembre, entre 20 h et 21 h, ce fut l'accident ; une voiture arrivant à vive allure, fauchait une femme de 62 ans et une jeune fille. La femme fut tuée sur le coup et la jeune fille transportée à l'hôpital. Il est à noter en plus que c'est le quatrième accident mortel au même endroit, depuis la création de l'arrêt.

Mais que font les autorités administratives locales ou préfectorales pour implanter un feu rouge à commande manuelle et une enclave dans le trottoir qui permettrait aux voyageurs de descendre du car en toute sécurité ? Rien ! Ou plutôt, elles ignorent les problèmes. Chacun, de la mairie, de la direction des cars ou de la préfecture, se renvoie la balle.

Mais les habitants de la Cité ne se laisseront pas écraser en rentrant du travail le soir. Les habitants de la Cité ont fait circuler une pétition dès le lendemain et le samedi suivant, certains d'entre eux ont organisé une prise de parole sur le marché de la Cité. Car les habitants de la Cité sont bien décidés à tout faire pour contraindre les autorités ou la compagnie de car (la C.I.F.) à agir avant qu'il n'y ait d'autres morts.

Correspondant L.O.

A PARIS :

Manifestation de solidarité avec les Basques emprisonnés

AU moment où, dans toute l'Espagne, grèves et manifestations se multiplient pour empêcher que des militants nationalistes basques soient assassinés, des dizaines de milliers de parisiens ont tenu à témoigner, dans la rue, de leur solidarité avec les victimes de la répression franquiste.

Une première manifestation, organisée par le « Secours Rouge » a réuni, mardi 1er décembre, plusieurs milliers de manifestants qui ont pu défiler de la place des Ternes à Saint-Augustin. Pendant plus d'une demi-heure, à travers l'avenue de Courcelles et les larges boulevards de ces beaux quartiers, les manifestants, aux cris de « Franco assassin, libérez Izko et ses camarades ! » et aux accents de l'Internationale, allaient exprimer leur solidarité avec tous ceux qui luttent contre la dictature franquiste et qui en subissent la répression :

Dans la soirée du 1er décembre, c'est-à-dire quelques heures après la manifestation du « Secours Rouge », plusieurs organisations syndicales et partis politiques de gauche, annonçaient un défilé pour le jeudi 3 décembre. Initialement prévu de la République à Opéra, le cortège ne fut finalement autorisé que de la République à la Nation.

Trente mille personnes environ, répondant à l'appel des organisations traditionnelles et des groupes « gauchistes » qui s'étaient joints à ce rassemblement, défilèrent. Une fois de plus, selon une physionomie désormais traditionnelle, il y eu deux cortèges distincts : celui des partis politiques et des syndicats et celui des groupes révolutionnaires, ces derniers étant séparés du reste de la manifestation par un cordon de militants de la Jeunesse Communiste et des U.E.C. Aucun incident ne se produisit cependant entre les deux et, à partir de 18 h 45, l'imposant cortège put emprunter le boulevard Voltaire aux cris de « Franco assassin, libérez nos camarades basques ! ».

J. R.

ALSTHOM (Saint-Ouen - 93)

Deux semaines de grève

LA deuxième semaine de grève est terminée et les grévistes ont décidé de reprendre le travail en bloc le lundi 7 décembre.

Dans la semaine, trois entrevues avec la direction ont eu lieu avec comme résultats huit augmentations individuelles en plus des vingt-deux déjà prévues et pas question de descendre en dessous de cinq salaires par catégorie. Sur le problème des vêtements de travail la direction ne répond ni oui ni non. Quant aux conditions de travail, il paraît que le souci permanent de la direction est de les améliorer.

C'est donc sur un résultat pratiquement nul que les camarades reprennent le travail ce lundi. Mais si la grève n'est pas victorieuse sur le plan revendicatif, elle a ouvert les yeux à beaucoup sur ce qu'on peut ou qu'on ne peut pas attendre de la direction de la C.G.T.

Les responsables C.G.T. contestés

Mercredi dernier, la réunion syndicale C.G.T. a failli se transformer en pugilat et les cartes syndicales ont commencé à voler. Sur les 16 participants, plus de la moitié étaient en opposition ouverte avec les deux responsables présents auxquels ils reprochaient de ne rien faire pour la grève alors que les militants de la C.F.D.T. étaient seuls à organiser les actions. Et si les autres syndiqués présents ne prenaient pas la parole, c'était surtout pour ne pas envenimer les choses.

Il faut dire que depuis le début de cette seconde semaine de grève, les bonzes de la C.G.T. n'ont participé à rien de ce qui était organisé :

— pas un aux collectes du marché,
— pas un aux diffusions de tracts aux autres usines,
— pas un aux collectes de Saint-Ouen, ni chez les commerçants, etc.

Aux assemblées générales des grévistes, les deux représentants officiels du syndicat se contentent d'une attitude purement négative. Ils ne veulent pas participer aux présidences, et l'arrogance de l'un d'entre eux a braqué la grosse majorité des grévistes, cégétistes compris.

La reprise, tête haute

Vendredi 4 décembre, trente grévistes voulaient reprendre le lundi suivant ; jusque-là, à part les magasins qui avaient repris le mercredi, le nombre des grévistes n'avait pas bougé. Les trente qui voulaient reprendre sentaient que la grève piétinait et que la direction ne lâcherait pas.

Les seuls à intervenir pour la reprise ont été les deux représentants de la C.G.T. Mais leurs interventions étaient si violentes contre la poursuite de la grève que même parmi les trente camarades partisans de la reprise, ces interventions ont été très mal prises.

Quand un délégué prit la parole pour déclarer : « Je ne veux pas prendre la responsabilité de faire perdre de l'argent aux gars, etc. », un jeune se lève et lui répond : « Les gars, c'est nous, et personne ne t'a demandé de prendre des responsabilités ».

Devant le nombre relativement important de camarades pour la reprise, nous avons donc décidé de reprendre.

Auparavant, il a été voté à l'unanimité moins trois voix de refuser les augmentations individuelles que la direction pourrait proposer à quelques-uns et d'envoyer une délégation (à laquelle la C.G.T. refuse de participer) pour le dire au patron.

La centaine de monteurs - câbleurs reprend donc le travail lundi et le moral est haut. Tous se sont bien promis que si la direction ne voulait rien lâcher, il allait y avoir du sport.

C'est loin d'être la démoralisation, et on entendra parler de l'Alsthom-St-Ouen d'ici peu.

Correspondant L.O.

IDÉAL-STANDARD (Aulnay-sous-Bois)

Des ouvriers en colère

PENDANT une semaine, les ouvriers de deux ateliers d'Ebarbage ont fait grève pour leurs revendications de salaire.

L'usine divisée principalement en trois Fonderies comprend trois ateliers d'ébarbage qui interviennent dans le processus de production entre la Fonderie et l'usinage des pièces. Leur position intermédiaire entraîne, en cas de grève, l'immobilisation des autres secteurs.

Au début du mois de novembre, les ouvriers d'un atelier d'ébarbage, l'ébarbage B, firent transmettre à la Direction une demande d'augmentation de 1 franc de l'heure. Ils sont un peu plus d'une trentaine d'ouvriers. Dans ce secteur, le travail est insalubre. On y respire de la poussière de fonte toute la journée. Il y a un bruit infernal. La Direction fit savoir qu'elle donnerait une réponse à la fin du mois. Et le lundi 30 novembre, la Direction annonça une augmentation de 0,25 franc de l'heure pour tous.

Il faut signaler qu'actuellement, dans le cadre d'une « réorganisation » de l'échelle des salaires, la direction lâche un peu partout des augmentations allant jusqu'à 1 franc de l'heure et plus.

Le déclenchement de la grève

Quand les délégués vinrent annoncer la nouvelle aux ouvriers, ceux-ci le prirent mal et décretèrent qu'ils se mettaient en grève en exigeant 1 franc de l'heure et le paiement des heures de grève.

La Direction fut stupéfaite de la réaction des ouvriers. Elle promit 5 centimes de plus. Cela ne fit rien et les ouvriers s'installèrent dans la grève.

Le lendemain matin, les ouvriers de l'ébarbage A, eux aussi, se mettaient en grève pour 1 franc de l'heure, mais chaque Ebarbage tenait à rester séparé.

La Direction, dès le départ, annonça son intention d'arrêter les Fonderies A et B si la grève persistait. Elle ne mit ses menaces à exécution que le jeudi alors que la grève durait depuis le lundi.

La Direction espérait sans doute dresser les ouvriers des Fonderies contre les grévistes, mais elle n'y arriva pas. Pourtant, elle reçut de l'aide.

Des syndicats avec la direction

Si au début de la grève, la C.G.T. se joignit à la C.F.D.T. animée par des militants révolutionnaires dans le soutien aux grévistes, très vite elle lâcha pied. Elle disparut et ne reapparut que pour demander aux grevistes de la modération, puis carrement de reprendre le travail. Puis elle entreprit une campagne systematique contre la C.F.D.T. et les grévistes. Mais bien loin de reussir, elle dressa les grévistes de l'Ebarbage et les louck-outés des Fonderies contre elle. Ceux-ci déclarerent ne reconnaître que la C.F.D.T. comme interlocuteur, et les appels à la violence physique contre les grévistes et les militants C.F.D.T. faillirent se retourner en violence physique contre la C.G.T.

On assistera à une union sacree Direction - C.GT - C.G.C. - Force Ouvrière.

Pour renforcer cette campagne, la Direction demanda au Consul d'Algérie de convaincre les grevistes de reprendre le travail. Il vint a l'usine. Il convoqua à nouveau au consulat certains d'entre eux, vendredi matin. Finalement, vendredi après-midi, une certaine lassitude se faisait sentir à l'ebarbage. Le Consul avait fait pression en sous-entendant notamment que si cette grève continuait, elle serait considérée comme politique...

La Direction proposa alors l'etude d'un passage au rendement au niveau de l'atelier qui, en augmentant la production, permettrait d'augmenter un peu les salaires.

C'est sur ces bases et avec la promesse d'une étude de compensation partielle des jours de greve que les ouvriers de l'ébarbage B décidèrent de reprendre le travail pour le lundi 7 décembre. Quant a l'ébarbage A, c'est lundi qu'il decidera s'il continue la grève tout seul.

En tout cas, dès maintenant, on peut dire que cette grève, même si elle n'a guère rapporté, n'a pas ete inutile. Elle a permis aux ouvriers de se connaître, et de connaitre leurs alliés et leurs ennemis.

Vis-à-vis de la Direction, c'est quand même une réussite car la Direction, malgré son lock-out, n'a pas brisé, comme c'était son intention, la solidarité des ouvriers des Fonderies et de l'Ebarbage.

Les luttes de demain n'en seront que plus efficaces.

Correspondant L.O.

La grève des ALTM de Montbéliard

Nous relatons, en page 18, le début de la grève des jeunes habitants des ALTM (foyers Peugeot).

LE jeudi 26, à l'appel des comités de grève, 300 à 400 jeunes vont manifester devant la Sous-Préfecture de Montbéliard puis devant la mairie. Des délégations de grévistes et des syndicats sont reçues, mais sans autre résultat que des vagues promesses. Le climat est assez chaud mais bon enfant : Peugeot doit payer ! A.L.T.M. trop chère, Coutard à la chaîne ! Nous sommes tous des exploités !

Devant 300 résidents, le soir, les différentes organisations de gauche et syndicats offrent leur soutien. Un tract commun est rédigé dans le but de faire une autre manifestation le samedi. Mais il ne fut distribué qu'à Sochaux et dans quelques grands ensembles. Malgré cela, le samedi, 500 a 800 jeunes défilent dans la rue. Le climat est toujours enthousiaste; les représentants des comités de grève proposent l'extension du mouvement aux autres foyers de jeunes et aux grands ensembles. La C.G.T., le soir, dans une réunion plus restreinte, sentant le mouvement lui échapper, se propose pour négocier, et demande d'abandonner le préalable des huit expulsés, pour que les négociations puissent s'ouvrir. Proposition assez mal reçue par l'ensemble des jeunes.

Le mouvement s'effrite

Mais après le week-end, le mouvement va décroître. Une assemblée, le lundi, ne groupe qu'une centaine de résidents.

Il faut dire que les réunions de la semaine précédente se terminaient souvent à 2 ou 3 heures du matin ; car il fallait attendre l'arrivée des gars des équipes du soir ; à cela s'ajoute la fatigue du travail en chaîne... Et puis le mouvement se cantonnant aux A.L.T.M. devait inévitablement s'effriter. Et les jeunes ne pouvaient l'étendre seuls. Quant au soutien de la C.G.T. ou des organisations traditionnelles de la gauche, il était purement verbal. Seul un tract commun du groupe maoïste Drapeau Rouge et de Lutte Ouvrière, liant les revendications des jeunes à celles des locataires de la région était systématiquement distribué dans les grands ensembles.

« Une nuit de troubles »

Le mercredi, deux cents repas étaient servis sur l'ensemble des trois foyers. Coutard, le directeur de l'A.L.T.M. des Buis s'empare du matériel de cuisine des grévistes, profitant de leur absence. Le soir, une trentaine de résidents entrent dans son bureau pour lui demander des comptes ; refus catégorique. Après l'arrivée des doubleurs, 300 jeunes se retrouvent à Bethoncourt et vont chercher le directeur chez lui, le forcent à s'asseoir au milieu d'eux à répondre à leurs questions. Une ponte du conseil d'administration promet sa venue mais se fait attendre, et petit à petit, les gars rentrent chez eux. C'est ce que le lendemain l'Est Républicain appellera une « nuit de troubles aux A.L.T.M. ».

Le lendemain, une assemblée générale ne rassemble plus que 80 résidents. Cela se termine en foire d'empoigne entre gauchistes et permanents du PCF venus en force et l'écœurement gagne la majorité des résidents présents qui s'en va.

Le mouvement est fini. La C.G.T. et le P.C.F. proposent de l'étendre !

Cette lutte, si elle n'a pas apporté de résultats positifs, n'est pas cependant une défaite. Les jeunes ne se sentent pas battus. D'autre part, ils ont réussi à poser dans la région le problème des conditions de logement pour les célibataires et les immigrés mais aussi celui plus général des loyers trop chers et des logements insuffisants.

(Correspondant L.O.)

ASSURANCES GENERALES DE FRANCE : POUR LES AUGMENTATIONS UNIFORMES

LES employés des Assurances Générales de France (Assurances Générales - Phénix) dont des délégués C.G.T., C.F.D.T. et F.O., des syndiqués et des non-syndiqués ont fait un tract-pétition pour sonder l'opinion du personnel en matière d'augmentation de salaire.

Ceci, pour montrer aux syndicats que le personnel des Assurances Générales de France n'était pas d'accord avec les augmentations en pourcentage actuellement négociées avec la Fédération Patronale.

Les employés ont ramassé les feuilles autour d'eux et les quelques délégués en désaccord avec leurs syndicats sur les augmentations en pourcentage passerent dans les bureaux. L'accueil leur fut très favorable et ils recueillirent 1.338 signatures. Celles-ci représentent 90 % du personnel consulté ; les délégués étant peu nombreux ne purent pas aller dans tous les bureaux de tous les immeubles des A.G.F.

Mais, le tract diffusé à la porte et ramassé dans les bureaux ainsi qu'à la cantine Phénix, a fait discuter beaucoup de monde. Maintenant, les syndicats ne peuvent plus ignorer les revendications du personnel. Nous reparlerons plus largement de cette action dans notre prochain numéro.

Correspondant L.O.

LES BOMBARDEMENTS AU VIETNAM

tribune socialiste PSU

Après la reprise des bombardements américains sur la R.D.V.N., Manuel Bridier écrit dans « Tribune Socialiste » **(numéro 474, 26 nov. 1970) :**

Si les bombardements ne soulèvent pas trop d'agitation aux Etats-Unis et dans les capitales occidentales, ils pourront reprendre à tout instant et l'escalade militaire deviendra l'exutoire naturel pour l'incapacité politique du gouvernement Nixon.

C'est assez dire que les forces populaires dans le monde occidental ont ici un rôle décisif. Il ne s'agit aucunement cette fois de manifestations symboliques mais d'une action qui peut influencer effectivement le comportement politique du gouvernement américain.

La question de la poursuite ou de l'interruption définitive des bombardements sur le Nord-Vietnam se jouera dans les rues de New York, Londres, Paris, Rome. Les forces pacifiques américaines sont évidemment les plus importantes dans ce combat contre la guerre mais elles ne peuvent rien sans le soutien d'un vaste mouvement mondial. Les éléments hésitants de l'opinion américaine doivent prendre conscience de l'isolement et du discrédit dans lequel sont plongés les Etats-Unis par la faute de leurs dirigeants.

L'HUMANITÉ rouge

Par ailleurs, L'Humanité Rouge **(numéro 81, 26 novembre), écrit :**

Aujourd'hui, les Yankees montrent une nouvelle fois leur vrai visage ; celui des agresseurs, celui des ennemis acharnés du peuple vietnamien et de tous les peuples du monde. Après les discours mensongers de Nixon, place aux 250 bombardiers de l'U.S. Army !

Les Yankees peuvent multiplier les mensonges, parler « d'actes limités », « d'action protectrice » — curieuse action protectrice qui bombarde un camp de pilotes U.S. capturés en R.D.V. ! — LA RIPOSTE DU PEUPLE VIETNAMIEN A ETE CINGLANTE : SIX APPAREILS AMERCAINS ABATTUS ! Au Nord comme au Sud, les combattants sont toujours prêts à riposter du tac au tac à l'agression yankee. Tel est le sens de la déclaration du ministère des Affaires étrangères de la République Démocratique du Vietnam :

« Le peuple vietnamien est décidé à punir toute atteinte des impérialistes américains à la souveraineté et à la sécurité de la République Démocratique du Vietnam, il est décidé à briser toutes leurs autres actions aventureuses. Aucun acte hystérique, aucune menace insolente des impérialistes américains ne peut ébranler la détermination de fer du peuple vietnamien à poursuivre opiniâtrement et à intensifier le combat contre l'agression américaine pour libérer le Sud, défendre le Nord et progresser vers la réunification pacifique de la patrie. »

Les impérialistes yankees se sont mis la corde au cou en agressant le peuple vietnamien ; peu à peu, le nœud se resserre ; en mai dernier, ils ont voulu le désserrer en pénétrant sur le sol du Cambodge. Bien mal leur en a pris ! Aujourd'hui, ils tentent de reprendre leurs raids sur le Nord du Vietnam : ils auront le sort qu'ils méritent !

Les impérialistes américains seront vaincus !

Les peuples d'Indochine vaincront !

LES REVOLUTIONNAIRES A BRUXELLES

rouge hebdomadaire d'action communiste

Rouge, **dans son dernier numéro (n° 90, 30 nov.), tire les conclusions du rassemblement international de Bruxelles :**

Pendant deux jours, des milliers de militants ont pu échanger leurs expériences de luttes, non pas en tant qu'observateurs mais en tant qu'animateurs intégrés à cete lutte, et intégrés aussi à des organisations capables d'en avoir la maîtrise politique. Dans chaque délégation, dans chaque commission, on a pu retrouver de façon vivante l'expérience, que ce soit dans les interventions de camarades à la pointe du combat à la Fiat de Turin ou de métallurgistes de Bari ou de Tarente dont les positions politiques sont suivies par 20 % des travailleurs de leurs fédérations ; que ce soit l'intervention d'un militant ouvrier du F.F.F. retraçant le développement des grèves sauvages ou celle d'un jeune allemand montrant comment la RKJ (JCR) organise aujourd'hui les jeunes apprentis en RFA.

Si la délégation de la Ligue Communiste était de loin la plus importante (1.100 militants et sympathisants), c'est le résultat d'une situation privilégiée où, loin d'être des spectateurs de la lutte de classe, les militants trotskystes français ont su, grâce à l'apport théorique et politique de la IV[e] Internationale, intervenir efficacement dans le pays qui s'est trouvé à l'avant-garde des luttes de classe en 1968.

Il n'est pas question pour nous, de sombrer dans les tableaux idylliques de l'auto-satisfaction permanente, mais de comprendre quel chemin vient d'être parcouru, de comprendre aussi que cette accélération très rapide de notre développement dans les dernières années pose de nombreux problèmes qui sont loin d'être résolus, même si nous pensons posséder les outils théoriques et organisationnels pour le faire.

AGRESSION CONTRE SPELLER

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Dans son dernier numéro (n° 497, 25 nov.-2 déc.), Informations Ouvrières **revient sur l'agression dont fut victime un militant de l'A.J.S., J.-P. Speller :**

Le 26 avril 1969 donc Jean-Pierre Speller était victime d'une agression criminelle commise par l'un des gangs fascistes qui s'acharnaient sur les militants ouvriers. Depuis, l'instruction avait piétiné. Devant ses lenteurs, Jean-Pierre Speller s'était adressé à M. Pleven, garde des Sceaux. Le 3 décembre 1969, un meeting regroupait 5.000 participants où étaient réunis à la tribune des représentants de diverses organisations et tendances du mouvement ouvrier et démocratique.

Le 21 octobre 1970, après de longs mois d'atermoiements, c'était le scandale : un non-lieu.

Certes, personne n'ignore les obstacles qui se dressent sur la voie de la justice dans ce pays. Dans la mesure où un sous-ministre du gouvernement Chaban-Delmas était impliqué, dans la mesure où ses fils avaient été identifiés comme des participants du commando, il était inévitable que des pressions s'exercent...

Mais le non-lieu est un scandale qui passe la mesure. Il signifierait, si l'on devait le prendre au sérieux, qu'il n'y aurait pas eu dans la nuit du 25 au 26 avril d'agression, que somme toute Jean-Pierre Speller se serait peut-être mutilé lui-même.

« La question ne sera pas posée » fut l'une des phrases clés de l'Affaire Dreyfus. Depuis, on a fait des progrès, la question n'existe plus, tout simplement. Le non-lieu étouffe l'affaire, la voue à l'oubli.

Il n'en sera rien, bien d'autres décisions dites de justice ont été cassées, bien des verdicts, quelques années plus tard, n'ont plus existé que pour rappeler leur honte aux juges qui les avaient prononcés.

UN NOUVEAU PERIODIQUE

VIVRE
Sans temps morts
Jouir sans entraves !

Un nouveau périodique mensuel d'extrême-gauche vient de paraître, « Vivre ». **Le premier numéro (novembre 1970), prix : 1F, contient des articles sur le F.L.Q., sur la répression au pays basque espagnol, sur la situation française : problème des transports, crise de l'Université.**

Par ailleurs, dans ce même numéro, « Vivre » **définit ainsi ses objectifs :**

Nous en avons marre, marre de quoi ? marre d'avoir à accepter tout ce que nous avons déjà accepté et plutôt que de nous traiter de petits cons, demandez-vous plutôt si vous aussi, vous n'en avez pas marre, marre de la chaîne, marre du bureau, marre de deux heures de métro par jour, marre du H.L.M. en carton, marre de recevoir des ordres, marre des élections qui ne changent rien, et surtout demandons-nous si nous n'en avons PAS MARRE de nous dégoûter parce que nous n'OSONS rien faire.

— Refusons de payer un loyer indécent ;

— Refusons de nous écraser dans les wagons de 2[e] classe alors que les 1[re] sont vides ;

— Refusons une justice aux ordres de ceux qui nous exploitent ;

— Refusons de nous laisser endormir par les gadgets, la T.V. ;

— Refusons de croire que nous avons besoin des objets que la publicité nous impose.

Mais non, mais non, nous ne voulons pas revenir à l'âge des cavernes !

On n'est pas plus heureux parce que l'on possède plus de choses, plus d'objets et qu'on en devient les esclaves, ce qui nous manque, c'est vivre et VIVRE, c'est SE DIRIGER DANS SA VIE, C'EST REFUSER DE LAISSER LES AUTRES PARLER EN NOTRE NOM, C'EST REFUSER DE LAISSER LES AUTRES PRENDRE DES DECISIONS POUR NOUS, en un mot, c'est prendre conscience qu'on n'est pas un OBJET.

DOIT-ON DÉFENDR AU NOM DE

(Photo L.O.)

APPLIQUANT une méthode qui leur est chère, les dirigeants de la C.G.T. utilisent les choses les plus respectables pour justifier celles qui le sont le moins.

Dans la campagne qu'ils ont entreprise contre le principe des augmentations uniformes de salaires, et pour la défense de la hiérarchie, ils ne cessent d'invoquer Marx, et les lois de l'économie capitaliste que celui-ci a été le premier à formuler. « Voilà — **disent-ils en substance** — ce qu'est le salaire, ce qui le détermine, et voilà pourquoi la hiérarchie existe. Nous n'y pouvons rien. C'est un fait scientifique, et il serait anti-scientifique de remettre cette hiérarchie en cause. »

La science, en l'ocurrence, a bon dos, et c'est à une véritable escroquerie que se livrent ainsi Séguy et Krasucki.

Marx a certes remarquablement expliqué les mécanismes de la société capitaliste, mais sans les justifier, bien au contraire. Son but était de mettre à jour les rouages du système capitaliste pour aider les travailleurs à mieux les comprendre, et à mieux combattre ce système.

Ce que Marx a montré, ce n'est pas quelle « loi » **il fallait utiliser pour calculer un « juste » salaire, ou une** « juste » **grille hiérarchique. C'est au contraire que dans le système capitaliste il n'y a jamais de** « juste » **salaire, ou de** « juste » **hiérarchie, parce que l'essence de ce système est l'exploitation des travailleurs par les capitalistes, s'accaparant une partie des fruits de leur travail.**

Ce que Marx a montré, c'est que si la classe ouvrière doit lutter, bien sûr, dans la société capitaliste, pour arracher de meilleurs salaires au patronat, son but final doit être l'abolition de tout système d'exploitation, l'abolition du salariat, et la construction d'une société socialiste, où le travail de tous les producteurs servira enfin à satisfaire les besoins de tous les producteurs, et non à enrichir une minorité de parasites.

Cela, c'est également le but de la C.G.T., du moins celui qu'elle déclare. Depuis la fondation de cette confédération, jusqu'à son dernier congrès (novembre 1969) l'article premier de ses statuts affirmait en effet que la C.G.T. se donnait pour but : « la disparition du salariat et du patronat ». **Et si, à ce dernier congrès, cette formule sans**

Augmentations uniformes ou hiérarchisées

FACE aux traditionnelles revendications d'augmentation des salaires en pourcentage, c'est-à-dire hiérarchisées, le principe des augmentations uniformes rencontre la faveur d'un nombre croissant de travailleurs. S'il était besoin de le prouver, il suffirait de regarder quels efforts les dirigeants de la C.G.T. et du P.C.F. déploient pour le combattre. Tour à tour, dans les colonnes de la Vie Ouvrière, **puis dans celles de** L'Humanité, **des docteurs ès revendications ont essayé de convaincre les militants ouvriers que, malgré les apparences, il faut, pour des raisons** « scientifiques », **défendre les augmentations en pourcentage. La Fédération C.G.T. de la métallurgie a même consacré une brochure à ce sujet, intitulée** « Hiérarchie ? », **le discret camouflage du point d'interrogation disparaissant à la plus inattentive des lectures.**

Les augmentations hiérarchisées...

Mais les bureaucrates ont beau multiplier leurs efforts, ils ne convainquent pas grand monde. Car si le principe des augmentations uniformes touche profondément les travailleurs, c'est qu'il est la seule réponse juste à un problème fondamental : celui des luttes ouvrières, des sacrifices qu'elles peuvent imposer, et des résultats que ceux qui luttent sont en droit d'en escompter.

Formuler une revendication d'augmentation des salaires en pourcentage, c'est finalement revendiquer une augmentation différente pour chaque catégorie, et même (étant donné l'extraordinaire complexité des grilles de salaires dans la majorité des entreprises) pour chaque travailleur.

Revendiquer, par exemple, dans une entreprise, une augmentation de 5 % des salaires, cela pourra vouloir dire revendiquer 45 F d'augmentation mensuelle pour un manœuvre, 50 F pour un OS, 60 F pour un professionnel, et... de 100 à 250 F, voire plus, pour un cadre.

Si le professionnel n'a aucun intérêt à ce que l'OS ou le manœuvre obtienne 10 ou 15 F d'augmentation de moins que lui, il est clair qu'une telle manière de poser les revendications aboutit à ce que les principaux bénéficiaires de la lutte, si elle est victorieuse, soient non pas les ouvriers qui auront été la force décisive qui aura permis cette victoire ,mais les cadres ayant les salaires les plus élevés, ceux qui en outre, comble d'ironie, participent le plus rarement aux luttes, quand ils ne se font pas les instruments directs du patron.

La lutte gréviste n'impose pourtant pas des sacrifices proportionnels à l'échelon hiérarchique, bien au contraire.

Le principe des augmentations uniformes de salaires (à condition évidemment de formuler des augmentations qui en vaillent la peine) permet au contraire de formuler des revendications qui intéressent tous les travailleurs. 100 F de plus, par mois, pour tous, par exemple, ce sera vital pour le manœuvre ou pour l'OS, ce sera extrêmement important pour le professionnel, et ce ne sera nullement négligeable pour le cadre, du moins pour celui qui nous intéresse (car certains hauts cadres trouveront peut-être cela ridicule, mais ceux-là, de toute manière, ne nous intéressent pas).

C'est précisément au nom de la nécessité de lier les cadres à la lutte des travailleurs, c'est au nom de l'unité dans la lutte de la classe ouvrière, que les dirigeants de la C.G.T. se font les apôtres des augmentations en pourcentage. Ce n'est pas travestir la vérité, c'est lui faire faire les pieds au mur.

Une manière de diviser les travailleurs

En effet, la conséquence directe de la hiérarchie, c'est la multiplication des luttes catégorielles.

L'un des buts du patronat, en imposant le système hiérarchique, c'est d'essayer de convaincre chaque travailleur qu'il ne doit pas se soucier des intérêts généraux de la classe ouvrière, mais qu'il a au contraire des intérêts propres à faire valoir. Sans aller jusque-là, la politique que défendent depuis des années les dirigeants de la C.G.T. n'est que le report de cet état d'esprit sur le plan des catégories et des sous-catégories. Elle consiste à s'opposer à la généralisation des mouvements, non seulement entre les entreprises, mais même au sein d'une entreprise donnée, et à mettre en avant des formes de luttes, grèves tournantes ou autres, qui aboutissent à émietter à l'infini la lutte de classe.

Le principe des augmentations uniformes de salaires implique au contraire, dans son esprit, l'unification des luttes ouvrières, pour l'obtention d'une revendication commune à tous les travailleurs.

La position des révolutionnaires

Le rôle des militants ouvriers, des travailleurs conscients, c'est de faire comprendre à leurs camarades de travail, et de luttes, qu'ils appartiennent d'abord à une classe sociale, qui est le prolétariat, et que c'est leurs intérêts de classe qu'ils doivent d'abord défendre. C'est effectivement cette même attitude qu'il faut observer vis-à-vis des cadres. Mais il ne s'agit pas de revendiquer trois fois plus pour eux que pour l'OS pour cela, ce qui n'est finalement que de la basse démagogie. Il s'agit de leur montrer qu'ils sont des prolétaires, même s'ils portent des boutons de manchettes, et qu'ils doivent se battre comme tels.

Les dirigeants de la C.G.T. veulent remplacer cette nécessité de faire prendre conscience aux cadres de la place qui devrait être la leur dans la lutte de classe, par l'appât de quelques billets de mille supplémentaires. (Et pourquoi donc l'OS devrait-il alors faire preuve de bien plus de conscience que le cadre, qui a pourtant fait des études, comme aime le rappeler la C.G.T., en se battant pour obtenir des revendications trois fois plus importantes pour ce cadre que pour lui-même.) C'est finalement insulter les cadres, du moins ceux, et ils ne sont finalement pas si rares que cela, qui ont déjà pris conscience de leur véritable place dans la société, et qui sont partisans des augmentations uniformes de salaires.

Les dirigeants de la C.G.T. aiment rappeler, à ceux qui manifestent quelque impatience gauchiste, que la grève est une chose sérieuse. Ils n'ont certes pas tout à fait tort (même si cela leur sert malheureusement bien plus souvent d'excuse pour freiner les mouvements). Et c'est bien pourquoi les travailleurs qui pensent qu'il faut revendiquer des augmentations uniformes de salaires, les révolutionnaires qui défendent cette revendication, ont raison. La grève est une chose sérieuse, et le devoir de tout militant ouvrier digne de ce nom, c'est de faire en sorte qu'elle soit payante pour tous, et non seulement pour quelques-uns.

F.D.

LE CADRE ET LE MILITANT

Tiré de Options, **revue mensuelle de l'U.G.I.C.T., septembre-octobre 1970 :**

Conclusion de René Le Guen :

« Je crois, et Albeher l'a confirmé, qu'un ouvrier préfère un ingénieur rigide, même s'il prend des sanctions contre certains travailleurs, mais qui, son travail fini, milite dans sa section syndicale, à un ingénieur paternaliste, un brave type, mais qui, dès le boulot fini, rentre chez lui. »

Pour le cadre comme pour le manœuvre... (Photo L.O.)

E LA HIÉRARCHIE LA SCIENCE ?

équivoque, a été remplacée par une autre, quelque peu édulcorée, le nouvel article premier proclame que le but à atteindre reste la « suppression de l'exploitation capitaliste ».

Comment peut-on prétendre, alors, vouloir lutter pour la « suppression de l'exploitation capitaliste », **et se faire en même temps le zélé défenseur de la hiérarchie des salaires ?**

Certes, l'éventail hiérarchique n'est pas, à lui tout seul, l'exploitation capitaliste. Il n'en est même qu'un des aspects secondaires. Il serait donc faux de croire que le seul objectif des travailleurs doive être la réduction de cet éventail hiérarchique, et que si celui-ci disparaissait, l'exploitation capitaliste n'existerait plus. Une telle position — qui est proche de celle souvent défendue par la C.F.D.T. — consiste à ne voir, ou à ne vouloir voir, que l'effet, et non la cause.

Encore une fois, le but final de la lutte de classe, ce n'est pas l'uniformisation des salaires, c'est l'abolition du salariat.

Mais face aux défenseurs en tous genres de la hiérarchie, nous devons affirmer bien haut que le principe du salaire lié à la qualification — s'il est évidemment préférable au salaire « à la tête du client » — **n'en est pas pour autant un principe** « juste », **un principe socialiste. Nous combattons pour une société qui se donnera pour but premier, non pas de rémunérer chacun suivant sa qualification, mais de satisfaire les besoins de tous. Et les besoins de tous les hommes, quoi qu'en dise les bourgeois, et quoi qu'en dise aussi, malheureusement, la brochure** « Hiérarchie ? » **éditée par la Fédération C.G.T. de la Métallurgie, sont égaux.**

Il ne s'agit évidemment pas de revendiquer l'égalisation immédiate des salaires par le haut (ce qui serait de la pure démagogie), ni l'égalisation immédiate des salaires par le bas (ce qui serait de la pure idiotie), les travailleurs n'ont aucun respect à observer vis-à-vis de la hiérarchie des salaires (c'est l'affaire des patrons, et non la leur).

Mais si des augmentations uniformes de salaires amènent un rétrécissement relatif de l'éventail hiérarchique, et bien tant pis, ou plutôt tant mieux, parce que cela va finalement dans le sens du combat général de la classe ouvrière.

François DUBURG.

(Photo L.O.)

Existe-t-il de bonnes grilles de salaire ?

DANS un certain nombre d'entreprises l'essentiel des revendications salariales de la C.G.T. se résume à la « refonte » ou à l' « aménagement » de la grille des salaires.

Quant à la C.F.D.T., son programme revendicatif salarial n'est pas plus clair. Elle se complaît encore plus dans de laborieuses « refontes » de grilles, avec la différence qu'elle accompagne ses propositions de déclarations « anti-hiérarchie » élaborant parfois une grille des augmentations très compliquée en pourcentage, mais à rebours, « pour écraser la hiérarchie ». On ne saurait mieux compliquer les choses simples.

Les raisons des syndicats

On comprend certes la raison profonde qui pousse dans cette voie les bureaucraties syndicales. Toute une partie sinon l'essentiel de l'activité des syndicats est consacrée à la discussion avec le patron pour lui faire lâcher ici ou là quelques petits avantages catégoriels, voire individuels. C'est la justification de la politique de collaboration de classe.

Aujourd'hui, une deuxième raison s'y ajoute peut-être. Depuis quelque temps les augmentations en pourcentage sont devenues franchement impopulaires. Car lorsqu'on fait grève pour 3 % ou même 10 ou 12 % comme en 68, il devient trop évident aux yeux de l'ouvrier qu'il a fait grève plus pour son chef d'atelier que pour lui-même. Aussi la C.G.T. semble-t-elle plus prudente aujourd'hui quand elle avance des augmentations hiérarchisées, et sert-elle aux travailleurs le même plat mais à une autre sauce : la « révision de la grille hiérarchique ».

Tant que ces révisions des grilles ne sont pas suivies d'effets, leur complication et leur confusion est telle, qu'au bénéfice du doute, les travailleurs leur sont indifférents ou même favorables.

Car cette formulation des revendications salariales a l'avantage sur les augmentations ouvertement en pourcentage de laisser sous-entendre que l'on veut des salaires « plus justes » et qu'un tel objectif permettra à chacun d'y trouver son compte. Mais dès qu'une telle révision est obtenue, on voit généralement les travailleurs déchanter et perdre toute illusion sur la possibilité d'améliorer leur sort, en améliorant la « grille ».

Une hiérarchie qui se multiplie

En réalité, les causes de la diversité des salaires n'ont rien à voir dans la société capitaliste avec le type de travail accompli. Le salaire varie suivant le marché du travail, suivant la résistance plus ou moins grande des travailleurs et suivant la lutte de classes.

Tant que le rapport de forces entre patrons et ouvriers tient essentiellement au seul rapport de force sur le marché du travail, au besoin plus ou moins grand, qu'ont les patrons de travailleurs possèdant telle ou telle qualification, il donne lieu automatiquement à une différenciation poussée des salaires. Les travailleurs les mieux placés, dont le travail (la qualification) est la plus recherchée, obtiennent relativement plus facilement un salaire plus élevé. Et c'est aussi la raison pour laquelle, les travailleurs les moins qualifiés, ceux qu'on trouve le plus facilement sur le marché du travail, ont les salaires les plus bas.

En France, depuis la libération en particulier, et bien qu'à cette époque justement, la hiérarchie des salaires ait été institutionnalisée par les décrets Parodi-Croizat, instituant pour la première fois une grille des salaires officielle, on a vu la hiérarchie s'élargir d'une manière démesurée, les catégories se multiplier à l'infini, créant une disparité incroyable des salaires, à tel point que dans certaines usines on peut facilement compter autant de salaires que de travailleurs et presque autant de catégories.

Cela provient, d'une part, de ce que le capitalisme français a eu du mal à trouver de la main-d'œuvre qualifiée. Une frange (d'ailleurs mouvante) de la classe ouvrière a ainsi obtenu des avantages catégoriels plus ou moins durables, plus ou moins importants. Ce qui s'ajoute au fait que le patronat a toujours intérêt à différencier le plus possible les rémunérations du personnel d'encadrement et de surveillance du reste des ouvriers.

Cela provient d'autre part, de ce que depuis la guerre, la politique de la C.G.T. a toujours été de mener des mouvements catégoriels.

Simplifier la grille

« Ce qu'il faut, c'est réduire la hiérarchie en simplifiant la grille ». C'est ce qu'avance la C.F.D.T. et ce que laisse entendre la C.G.T. quand les ouvriers protestent contre les augmentations hiérarchisées.

Mais toute grille des salaires n'est qu'une justification et une officialisation « après coup » de la diversité des salaires existants. Les modifications de cette grille en ajoutant 2 ou 3 points hiérarchiques ici ou là, correspondent au mieux à ce que peuvent obtenir les ouvriers (et les syndicats) lorsqu'ils ne veulent pas véritablement entrer en lutte.

Cela ne peut en rien donner satisfaction aux revendications essentielles de la classe ouvrière.... et pas davantage réduire la hiérarchie d'une manière conséquente. D'autant plus que la nouvelle grille une fois établie, les augmentations ultérieures, celle du prix du point par exemple, se représentent à nouveau d'une manière hiérarchisée.

Par contre, toute refonte dans ces conditions, même celle qui « simplifie » la grille entraîne des avantages différents suivant les travailleurs. Aussi toute « amélioration » de la hiérarchie, n'a d'autre résultat en général que de décevoir les travailleurs ou une partie d'entre eux. Le calcul de leur salaire n'est pas simplifié, et certains se voient moins bien placés qu'auparavant dans la hiérarchie et considérent cela comme la perte d'un avantage acquis. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé à Renault en octobre 1969. A la satisfaction de la C.G.T. qui, si elle ne signa rien, qualifia l'opération de « grand pas en avant », la direction avait « simplifié » la grille Renault en réduisant les 95 taux horaires à 24 taux pour les manœuvres et O.S., et 30 pour les professionnels. Les ouvriers de l'atelier 77 se mirent en grève parce que bien qu'ils aient obtenu une légère augmentation de salaire, ils se retrouvaient à un échelon inférieur, la simplification de la grille se traduisait pour eux par l'impression d'avoir été roulés.

La voie de garage

On peut torturer la hiérarchie dans tous les sens, elle reste la hiérarchie et l' « aménager » revient à choisir le terrain revendicatif le pire qui soit.

En fait, pendant que les syndicats discutent avec le patron de minima par catégories « plus justes », de coefficient hiérarchique ici ou là, ils entament une campagne peu compromettante qui leur évite d'organiser toute lutte d'envergure.

Que les bureaucrates syndicaux se laissent prendre eux-mêmes à ces utopies réactionnaires c'est une chose. Quant aux travailleurs, ils ne doivent pas laisser enferrer leurs revendications dans de telles voies de garage.

H. C.

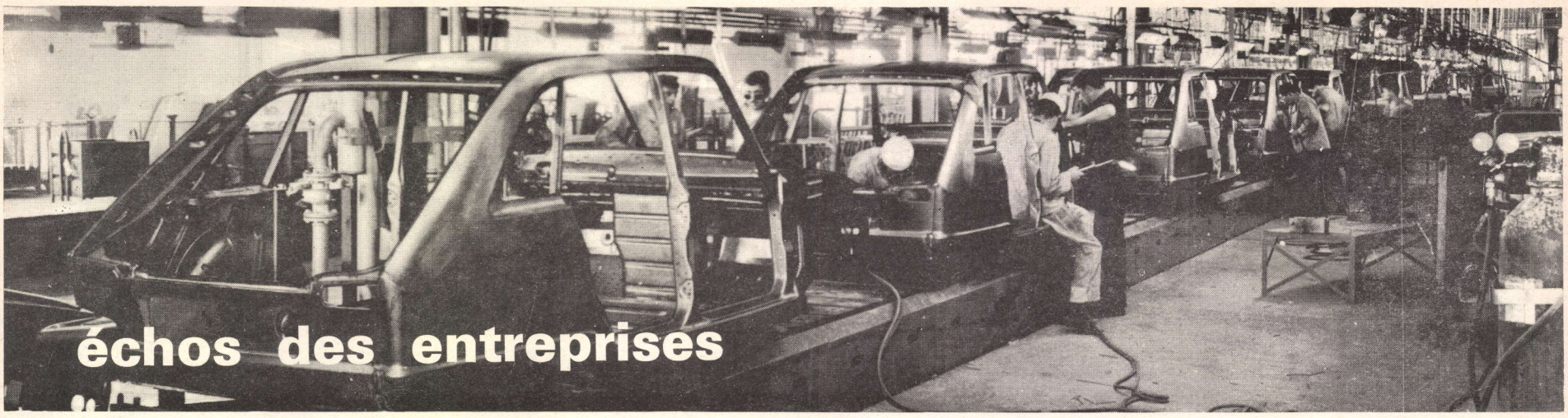
... le prix du bifteack est le même. (Photo L.O.)

Un « socialisme hiérarchisé »

FAISANT le compte rendu du X^e^ Congrès du Parti socialiste Ouvrier Hongrois — c'est le nom que porte le Parti communiste dans ce pays — les correspondants de l'Humanité **s'attardent, dans le numéro du 28 novembre, sur l'intervention du secrétaire général des syndicats hongrois : Gaspar Sandor.**

Si l'on en croit ce dernier, tout va de mieux en mieux depuis 1956. Une ombre cependant au tableau, que signale l'Humanité : « ...les travailleurs n'ont pas totalement assimilé le principe de la différenciation de salaires, des revenus selon le travail accompli. » **Et pour appuyer son propos, l'organe du Parti communiste français cite le Secrétaire des syndicats :** « l'égalitarisme est encore plus sympathique pour eux **(les travailleurs)** malgré son injustice. »

Quels fieffés réactionnaires, ces ouvriers hongrois ! Heureusement que le Parti et les syndicats veillent à donner de bonnes payes, bien hiérarchisées, aux bureaucrates, aux flics... et à eux-mêmes !



échos des entreprises

SECURITE...

Sécurité : au doigt... et à l'œil

● *A LA POLYMECANIQUE (PANTIN).* — Dans le secteur du collage, une ouvrière s'est fait coincer le doigt dans une presse à riveter les masselottes des embrayages.

En principe, la sécurité existe sur ce poste et une cellule photo-électrique commandée par un rayon lumineux, est disposée pour empêcher la presse de descendre au cas où l'ouvrier n'a pas retiré sa main.

Cette fois, la sécurité n'a pas fonctionné.

Depuis combien de temps le matériel n'a pas été vérifié ? Quand les relais des circuits électro-mécaniques ont-ils été contrôlés et entretenus ?

Travail sans filet

● *AU TRAITEMENT THERMIQUE CHEZ RENAULT-BILLANCOURT.* — L'atelier est transformé en véritable chantier. Ici on monte des fours, là on en démonte, des ouvriers trapézistes se baladent sur les toits et dans la charpente avec des chalumeaux, projetant dans l'atelier des jets de fonte provoqués par la découpe.

Le col relevé, la tête baissée pour éviter les brûlures des jets de fonte, un camarade de l'entretien est posté en faction avec... UNE PETITE BOITE D'EAU pour éteindre les débuts d'incendie provoqués par le travail au chalumeau...

Et l'autre mardi, un morceau de charpente découpé est tombé sur un palan et en a sectionné le câble de commande. Par chance, personne n'était en-dessous.

Le mercredi, c'est une cheminée qui a failli s'écraser sur les fours voisins.

Jeudi, c'est un incendie qui s'est déclaré dans la cave où se trouvent les bacs d'huile. Il a fallu l'intervention des pompiers car la boîte d'eau prévue pour l'éteindre ne pouvait pas faire de miracle.

Un miracle il y en a eu un tout de même : le fait que dans cette pagaille digne d'un champ de bataille, personne n'a été blessé.

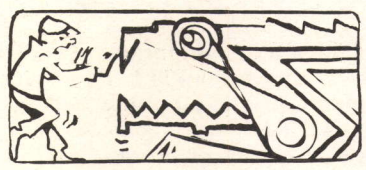
Car bien entendu, la production continue à sortir aux Traitements Thermiques, pendant les travaux...

Pour ne pas perdre de temps

● *A L'ATELIER 20 A - HISPANO-SUIZA (COLOMBES).* — Le 17 novembre, un accident est survenu à l'atelier 20. Résultat : un travailleur a eu un doigt sectionné et deux autres endommagés. Que s'est-il passé ? Encore une fois, il s'agissait de faire des pièces dans les temps impartis, calculés au plus juste et ne tenant pas compte des conditions minimum de sécurité.

L'accident s'est produit au cours d'une opération de toilage sur un tour. L'outil sur lequel la main du travailleur a glissé est tranchant comme une lame de rasoir et l'espace entre le mandrin et l'outil est dérisoire. Pour ne pas perdre de temps, la direction de la 20 n'autorise pas les travailleurs à enlever la pièce pour la remettre sur une machine à toiler qui existe bel et bien dans cet atelier. Cela ferait une opération supplémentaire qui allongerait automatiquement le temps d'exécution déjà calculé juste... Rappelons que dans d'autres ateliers, comme à la 17 par exemple, il est interdit de toiler des pièces sur une autre machine que celle prévue à cet usage.

Alors ? Les responsabilités sont faciles à établir...



Refusons la précipitation

● *CHEZ KREMA HOLLYWOOD (MONTREUIL)* — Un chef s'est coupé trois doigts de la main gauche sur une machine.

Après l'accident, comme toujours, la direction a fait beaucoup de bruit au sujet de la sécurité. Mais si cela lui sert d'excuses, cela ne résoud pas le problème de la sécurité.

Prendre des mesures en faveur de la sécurité, cela ne veut pas dire éditer des papiers ou des affiches, cela veut dire prendre des mesures concrètes. En particulier, empêcher matériellement qu'un accident puisse se produire.

Mais des mesures concrètes nous pouvons en prendre, nous.

Si une machine « bourre », arrêtons-là et prenons le temps nécessaire pour la remettre en route.

Refusons la précipitation, c'est le meilleur moyen d'éviter les accidents.

Lorsque cet accident sera oublié et que les chefs ne penseront plus à nous faire mettre les capots sur les machines, pensons-y pour eux.

Et prenons tout le temps nécessaire pour les enlever et les remettre autant de fois que cela sera nécessaire.

Si la production en souffre un peu, cela concerne la direction.

Mais garder cinq doigts à chaque main, c'est nous que cela concerne... Veillons-y.

...ET POLLUTION

A propos de la pollution

● *CEPE - CSF (SARTROUVILLE).* — Depuis l'arrivée d'une machine à métalliser au département filtres, le seul lavabo du local y a été supprimé. Et depuis, on jette trichlo, nickel, cyanure et tout un tas de bonnes choses qui composent les bains, dans le lavabo de l'eau réfrigérée réservée aux boissons.

Et tous ces poisons s'écoulent, on se demande bien où : dans les égoûts, la Seine, etc.

Devant le danger de pollution que cela représentait, nos chefs ont eu une idée de génie : faire apposer une étiquette sur le lavabo en question, pour indiquer qu'il ne faut pas l'utiliser pour ça. Et c'est seulement très récemment que des jerricans ont été mis à notre disposition pour y vider les bains ; mais il a fallu que nos délégués insistent. Sinon on continuerait à vider les bains dans les lavabos ou aux toilettes.

La C.E.P.E. est une usine de pointe... dans l'électronique.

A genoux la hiérarchie
Le bon Dieu passe

● *PEUGEOT (SOCHAUX).* — Branle-bas, vendredi matin en 204 tournée A, tôlerie S ; certains agents de maîtrise s'agitaient plus que de coutume.

La cause de ce remue-ménage : visite de l'atelier par le directeur général.

Il y a longtemps que ces messieurs ne bougeaient plus pour faire place nette avant l'arrivée des visiteurs.

Mais cette fois-ci, c'était la marque officielle, l'un des grands qui peut permettre l'accès à l'assiette au beurre.

Ramassage des détritus, balayages, rangements des caisses, etc.

Le comble a été atteint avec le passage de la balayeuse automatique : il n'y avait que quelques heures que les balayeurs de nuit avaient fini leur travail et d'habitude jamais celle-ci ne repasse.

Les ouvriers se posent une question : si on juge qu'il reste encore une couche de poussière pour irriter les bronches d'un monsieur qui reste une demi-heure dans l'atelier, qu'est-ce que cela doit être pendant neuf heures pour les ouvriers !

Quant à la maîtrise, si ce n'est pas elle qui a fait les corvées de nettoyage, c'est bien elle qui a eu le frisson, la trouillotte.

Voilà qui a bien amusé les ouvriers.

BRIMADES ET VEXATIONS

Qui sont les responsables ?

● *HOPITAL TROUSSEAU (Paris).* — Un agent de veille de Trousseau réclamait un service de jour car elle avait un enfant en bas âge. Devant un refus, elle a été obligée de continuer la veille et en rentrant chez elle, ele a trouvé son enfant à demi-mort. Transporté à l'hôpital, après 8 heures de réanimation, il n'a pu être sauvé.

Cela se passe de tout commentaire.

Le commissaire Maigret enquête

● *S.N.C.F. DIJON.* — Dernièrement, à Dijon-Ville nos camarades de l'Entretien eurent droit à une petite note savoureuse. Celle-ci demandait aux visiteurs de s'occuper tout particulièrement des voitures de première classe d'un train qui devait, très probablement, accueillir quelques huiles.

La note mentionnait aussi que rien ne devait être oublié : ni papiers, ni serviettes propres, etc. Devant ces recommandations concernant les wagons de première, un agent ne put se retenir d'ajouter sous la note cette petite phrase : « Et les autres sont des c... ! »

Rouge de colère, le chef de poste décida de retrouver le coupable. Il fit appeler plusieurs camarades soupçonnés dans son bureau et leur demanda d'écrire quelques lignes... Avec l'écriture, facile de retrouver l'auteur... Il fallait y pènser.

Mais les cheminots ont répondu à ce Maigret des chemins de fer par un grand éclat de rire !

Notre chef aurait-il été pour une fois sensible au ridicule ? Ou bien, lui a-t-on demandé en haut lieu de cesser cette comédie ? Toujours est-il que l'enquête semble avoir pris fin.

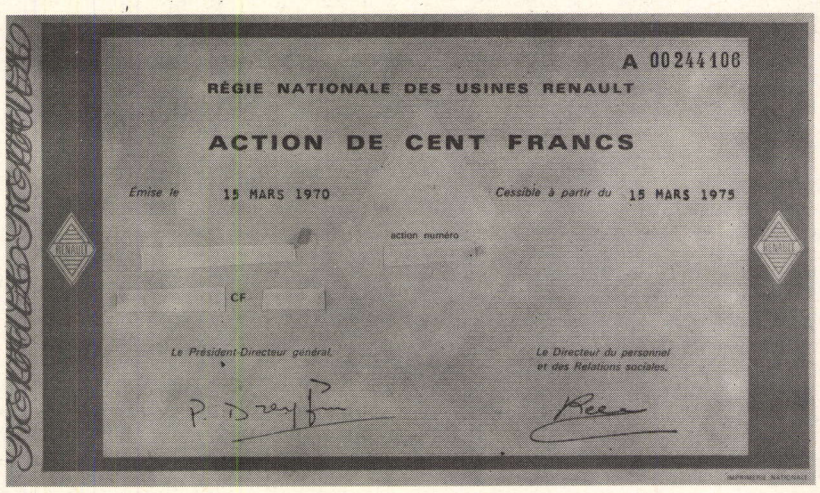
dans les entreprises

RENAULT :

LES OUVRIERS DE LA RÉGIE ONT REÇU LE BAPTÊME DE L'ACTIONNARIAT

DANS le courant de la dernière semaine de novembre 1970, les travailleurs de la Régie Renault qui avaient plus de cinq ans d'ancienneté au 15 mars 1970 ont reçu leurs actions.

L'envolée oratoire du Président de la République, au lendemain de son élection, en septembre 1969, se traduit donc dans les faits, un peu plus d'un an plus tard.



Ce n'est pas avec les titres offerts par la direction Renault que les travailleurs se prendront pour des bourgeois !

Renault, et son petit capital

La loi concernant l'actionnariat de la Régie estime le capital de la R.N.U.R. à 1 198 649 000 F qu'elle répartit en 11 986 490 actions de 100 F.

Notons au passage que la loi se réfère au bilan du 31 décembre 1968. Si nous lisons ce bilan, nous constatons qu'il s'élève à 1 268 767 653,40 F. Gageons que les experts comptables de la Régie sauraient nous expliquer ce « trou » de 7 milliards d'anciens francs.

D'ailleurs si l'on voulait continuer à couper les cheveux en quatre, on pourrait s'interroger sur la valeur réelle de ce capital. Car si on le compare à celui de Peugeot, d'après la revue Entreprise, sur des chiffres pris à une autre date, mais comparables entre eux, on constate les résultats suivants (en milliers de nouveaux francs) :

	Capital	Chiffre d'affaires	Bénéfice Net	% du chiffre d'affaires	% du capital
RENAULT ..	1 329 484	9 580 000	20 079	0,20 %	1,51 %
PEUGEOT ..	1 863 694	4 913 512	107 293	2,22 %	5,75 %

Avec un capital de 50 % plus élevé, on constate que Peugeot fait la moitié du chiffre d'affaires, ce qui ne l'empêche pas de faire un bénéfice cinq fois plus élevé. On pourrait dire que la Régie est une équipe dynamique qui sait faire travailler son capital. Oui mais pour quels résultats ?

On pourrait aussi supposer que le capital de la R.N.U.R. est très sous-estimé. Or quand on vient prétendre faire œuvre généreuse en partageant ce capital, cette sous-estimation devient lourde.

En effet, donc, les travailleurs de chez Renault recevront des actions d'un capital estimé à la moitié de sa valeur, avec deux années de retard (elles sont basées sur le capital de fin 68, alors que nous sommes fin 70), et ils ne pourront envisager d'en disposer que dans cinq ans.

Beaucoup de calculs...

Voyons maintenant combien recevront les heureux actionnaires. La masse répartie sera inférieure à 5 % du capital (très sous-estimé il y a deux ans).

Qu'est-ce que cela représente pour chaque travailleur pris individuellement ?

Le nombre des actions sera fonction d'un certain nombre de « points ». Chaque bénéficiaire disposera d'une partie fixe de 80 points et d'une partie variable égale à 0,2 % du produit des coefficients d'ancienneté et de responsabilité.

Le coefficient d'ancienneté se répartit ainsi :

— entre 5 et 10 ans 100
— entre 10 et 20 ans 150
— entre 20 et 30 ans 200
— plus de 30 ans 250

Quand au coefficient de responsabilité, c'est tout simplement le coefficient individuel de chacun avec maximum de 1 000.

Chaque actionnaire obtiendra 8 actions pour 100 points. Pour mieux comprendre citons un exemple fourni par une note de la Régie elle-même : cas d'un ouvrier au coefficient 140 ayant entre 10 et 20 ans d'ancienneté.

Partie fixe ..... 80 points
Partie variable : 150 (coef. d'ancienneté) × 140 (coef. hiérarchique) × 0,20 % .. 42 points

Total .... 122 points

Comme il faut 100 points pour 8 actions, il aura : 8 × 122/100 = 9,76 arrondis à 9,8 actions. Son capital sera donc de 100 F × 9,8 = 980 F.

Voilà donc le gros paquet d'actions que ce travailleur pourra garder dans son armoire cinq ans !

Pour un petit résultat

Il faut avouer que c'est une belle farce, qu'elle mérite qu'on en rit, et que les travailleurs de la Régie ne s'en sont pas privée. Cette farce s'appuie sur des chiffres soit incontrôlables, soit arbitraires. Et surtout, à supposer que les salariés puissent trouver un avantage pécunier à cette distribution d'actions, cela ne changerait rien à leur condition de travailleur.

Il y a peut-être quelques représentants du Capital (du vrai) qui se prennent pour des génies et croient supprimer les classes en baptisant les ouvriers actionnaires. Pour ceux qui risqueraient de se laisser abuser par ce genre de pitrerie, l'expérience de l'actionnariat Renault viendra les éclairer.

Vingt ans chez Renault comme P 1 pour se trouver à la tête d'un capital bloqué de 980 F et se prendre pour un bourgeois, il faut le faire. C'est tellement ridicule qu'on a trouvé personne pour jouer le jeu.

Sauf quelques petits plaisantins qui se sont armés de corbeilles en papier pour aller chercher leurs actions, et quelques autres qui n'ont pas hésité à hypothéquer leur capital pour se présenter à la distribution avec un énorme cigare aux lèvres.

Henri VAUQUELIN.

A LA THOMSON-C.S.F. de GENNEVILLIERS (Hauts-de-Seine) :

La C.G.T. passe à l'action... pour exclure des révolutionnaires

DEUX travailleurs de la Thomson-C.S.F. Gennevilliers ont été exclus de la C.G.T. Dans une lettre adressée aux syndiqués pour les convoquer à la « réunion d'exclusion », on pouvait lire le motif officiel :

« ... Un dernier point sera à l'ordre du jour de cette réunion, et il demande la présence de tous nos syndiqués.

« Ce point est l'examen des positions à prendre pour que cesse, au sein de notre syndicat, l'action entreprise par quelques syndiqués appartenant à une association se dénommant A.J.S. (Alliance des Jeunes Socialistes).

« Dernièrement, ils ont fait à nouveau circuler une pétition qui, dans l'esprit de nombreux travailleurs, semblait émaner de notre syndicat. Les résultats de cette pétition ont été exploités par l'A.J.S. pour nous dénigrer davantage encore... »

La pétition demandait au personnel de se prononcer, après la rencontre à l'échelle nationale entre la direction générale et tous les syndicats du trust, sur l'opportunité d'une réunion d'information. Elle a été bien accueillie là où elle a circulé. Mais à l'encontre d'un grand nombre de centres, et malgré la pétition, la C.G.T. n'a rien voulu organiser. Des syndiqués ont vainement réclamé qu'elle fasse au moins une réunion de syndiqués.

La direction de la C.G.T. avait mieux à faire, elle préparait les élections du C.E. Nous avons eu droit à une pluie de tracts syndicaux C.G.T. ou C.F.D.T., mais aucun ne mentionnait les actions dans les autres centres. Entre autres, rien n'est paru sur la grève illimitée de l'usine de Laval, alors que la direction de Gennevilliers G.I. est commune aux deux entreprises.

Pour exclure les deux militants de l'A.J.S., il a soudain été possible de réunir les syndiqués pendant le temps de repas. A ceux qui partaient pour reprendre le travail, le responsable C.G.T. demandait s'ils étaient d'accord avec le vote à bulletin secret, et comme qui ne dit mot consent...

Des délégués C.G.T. dans l'après-midi ont été trouver les syndiqués pour les faire voter. Par souci de démocratie, ils ont été jusqu'à proposer à un futur exclu d'assister au dépouillage, ce qu'il fit.

(photo L.O.)

Les résultats donnèrent 91 voix pour l'exclusion, 15 contre et 17 abstentions.

Qui dira encore après cela, comme s'en plaignait la C.G.T., qu'elle refuse de passer à l'action ?

Correspondant L.O.

dans les entreprises

ALSTHOM (DELLE) - Saint-Ouen (Seine-St-Denis) :

La C.G.T. s'oppose à l'extension de la grève

LE mardi 24 novembre, une bonne centaine de travailleurs du Montage, du Câblage et des magasins du secteur Delle de l'Alsthom, à Saint-Ouen, décidaient de se mettre en grève illimitée.

Dans ces équipes, composées en grande partie de jeunes et de travailleurs immigrés, les plus bas salaires atteignent à peine 900 F par mois, et la majorité touchent moins de 1 100 F. A cela s'ajoutent les conditions de travail. Toutes ces raisons justifient le mécontentement qui règne.

Une équipe de Montage déclenche la grève

Depuis un mois, la plus grosse des équipes de Montage, la 861, avait fait parvenir son cahier de revendications à la direction, cahier qui était tombé dans les oubliettes.

Le vendredi 22 novembre, un ouvrier de la 861 passe voir chaque travailleur de l'équipe et propose une réunion durant l'heure de midi... sans les syndicats.

Et, surprise, toute l'équipe, c'est-à-dire une quarantaine de personnes, s'y retrouve, alors que les réunions convoquées habituellement par la C.G.T. en rassemblent péniblement la moitié.

Deuxième surprise de la journée pour la maîtrise et les syndicats, les 40 camarades se réunissent dans l'atelier (c'est défendu par le règlement intérieur) et décident de monter dans les bureaux. Ils réclament :

— 2 taux d'augmentation (26 à 44 centimes suivant les situations) ;
— pas plus de 3 taux par catégorie ;
— des bleus de travail ;
— l'amélioration des conditions de travail.

Deux délégués les accompagnent : c'est la loi. Eux seuls seront reçus. Mais le directeur étant absent, l'entrevue est ajournée.

Le lundi qui suit, une nouvelle réunion permet de juger de l'ambiance. La majorité de la 861 est prête à l'action. Cinq d'entre eux, apprenant par hasard que le directeur est présent dans l'usine, vont lui demander des explications. L'entrevue est orageuse.

Le lendemain matin, à l'embauche, ça discute ferme : on y va, on n'y va pas ? On se tâte, on hésite. Personne ne veut faire le premier pas. Puis brusquement, un bruit circule : « tous à la machine à café à 8 h 30 »... Une demi-heure plus tard, les travailleurs de l'équipe se retrouvent à quarante à la Bourse du travail de Saint-Ouen.

Les délégués C.G.T. font tout pour freiner le mouvement

Là, le délégué C.G.T., y va de son refrain : « la meilleure forme d'action, ce sont les débrayages de deux heures... » Il est hors du coup. Un camarade propose la grève illimitée, et après une discussion qui rallie les hésitants, cette proposition est adoptée à l'unanimité, y compris par le délégué.

Pendant ce temps, dans les autres équipes de Delle, les discussions se poursuivent, animés par les révolutionnaires, adhérents à la C.F.D.T. Dans l'après-midi, la majorité de trois autres équipes se joignent à la grève de la 861. La C.G.T. emboîte alors le pas au mouvement, mais on s'aperçoit vite qu'elle fera tout pour éviter qu'il s'étende au reste de l'usine. Prétextant que la Chaudronnerie a des problèmes particuliers : le passage en double équipe, elle fait tout pour la dissuader de se joindre aux équipes déjà en grève. Lors d'une assemblée générale des grévistes, le délégué C.G.T. de la Chaudronenrie explique ainsi sa position : les chaudronniers ont un problème particulier qui n'a rien à voir avec ceux de l'équipe de Montage (ce qui est inexact, car si aujourd'hui, les chaudronniers passent en équipe, dans quelques mois, ce sera le tour du Montage), ils attendent donc la réponse du patron. Ah ! bien sûr, si les camarades de la Chaudronnerie décident de se mettre en grève, la C.G.T. est pour. Un travailleur, syndiqué C.G.T., lui demande alors : « Mais toi, en tant que militant, est-ce que tu as défendu la position de la grève devant les chaudronniers ? » « Je dois reconnaître que non » répondit alors le délégué. Voilà qui se passe de commentaires. De même, la C.G.T. ne fait rien pour étendre le mouvement au secteur Savoisienne, qui constitue administrativement une usine séparée de Delle, bien que les ateliers soient voisins.

L'usine en juin 1968. (photo L.O.)

La grève s'étendra-t-elle ?

Cependant, le jeudi, l'équipe du magasin général de Savoisienne (une douzaine de travailleurs) se joint au mouvement, à la surprise d'un délégué C.G.T. de ce secteur qui s'étonne qu'on se soit passé des services de son syndicat. On lui répond que son syndicat a besoin que les magasiniers se mettent en grève pour s'apercevoir qu'ils ont des problèmes.

Ces douze travailleurs en grève inquiètent la C.G.T. Est-ce que cela ne va pas démarrer ailleurs ? Alors, timidement, elle essaie de prendre le vent. Elle se décide à organiser des assemblées par atelier pour voir.

Ainsi, à la grosse Chaudronnerie, la quasi unanimité est favorable à la grève ; le secrétaire du syndicat propose... de refaire une réunion, le lundi suivant : il faut gagner du temps !

Durant ce temps, la centaine de grévistes tient bon. Ils ont le moral, mais le point crucial pour la suite est de savoir si d'autres ateliers vont se joindre au mouvement.

Correspondant L.O.

(Photo L.O.)

A LA COMPAGNIE DES COMPTEURS (Montrouge - Hauts-de-Seine, Massy - Essonne)

LES SYNDICATS EN DIFFICULTÉ AVEC LA CANTINE

A la Compagnie des Compteurs (Montrouge-Massy), la dernière réunion du Comité d'Etablissement a été particulièrement animée. En effet, la section C.F.D.T. a demandé aux élus du C.E. de se prononcer sur la reprise de la cantine par la direction. Cela a d'autant plus surpris que c'est la C.F.D.T. elle-même qui gère actuellement.

En effet, depuis les élections d'avril 70, la C.F.D.T., faisant cause commune avec la C.G.C., a détrôné la C.G.T. qui depuis six ans assurait la gestion des œuvres sociales.

C'est d'ailleurs le problème du restaurant qui avait entraîné la défaite de la C.G.T. (une quinzaine de millions d'anciens francs de déficit pour les cantines de Montrouge et de Massy). A cette occasion, la C.F.D.T. s'était présentée comme seule capable de redresser la situation pour le plus grand bien de tous.

Mais si au début, il était commode de rejeter la responsabilité des « accrocs » sur la gestion passée, un tel argument ne dure qu'un temps. Aussi fallut-il bien prendre des mesures pour « assainir » le budget. Rien ne fut négligé. La direction, voyant les syndicats incapables de s'en sortir, préféra lâcher 35 millions d'anciens francs supplémentaires plutôt que de risquer de se retrouver avec la cantine sur les bras. Cela n'étant pas suffisant, les prix augmentèrent de 12 % d'un coup. Puis les responsables du C.E. organisèrent la chasse aux « resquilleurs » en l'occurrence des éléments extérieurs à l'entreprise qui n'hésitaient pas à venir prendre leur repas. Voilà, découvrait soudain le C.E., les vrais responsables des difficultés !

Mais malgré toutes ces mesures, la gestion n'est pas plus «saine» qu'avant et la C.F.D.T. a été obligée d'admettre que la gestion ne pouvait être que déficitaire.

La direction qui ne tient pas du tout à reprendre la cantine s'est faite menaçante. Laissant de côté ses bons conseils dont elle est d'ordinaire si prodigue, elle a déclaré : « Nous reverrons le problème entier de la subvention, cela ne se passera pas comme cela, ce serait trop facile. Il faudra que le C.E. reconnaisse officiellement sa carence. »

Les élus C.G.C. n'ont pas bronché. Quant à la C.G.T. elle n'a pu prendre position. Il fallait d'abord consulter ses adhérents. On peut être sûr, en effet, qu'elle n'avait jamais pensé à leur demander leur avis pendant les six ans où ce fut elle qui joua au marchand de soupe.

Mais rien ne dit non plus que la C.G.T. ne se sent pas disposée à prendre la relève, malgré le fait que le souvenir de ses « difficultés » soit encore présent dans les esprits.

Rien n'est joué, mais les syndicats auront de plus en plus de mal à persuader les travailleurs qui sont les premiers à en supporter les conséquences que le restaurant d'entreprise est un « bastion de gestion ouvrière » que l'on ne doit pas abandonner.

Correspondant L.O.

ROUSSEL-U.C.L.A.F. (Romainville - Seine-St-Denis) :

Mécontentement et débrayages

DEPUIS plus d'un mois le mécontentement des travailleurs se manifeste dans différents secteurs à travers délégations et débrayages. (Voir L.O. n° 118.)

Or, à part Mai 68 où l'usine fut occupée quatre semaines, et où le travail ne reprit qu'après l'intervention brutale des C.R.S., il n'y a pratiquement jamais de grève dans cette entreprise. Les syndicats sont faibles et les travailleurs (sauf au Conditionnement) sont très cloisonnés.

Les revendications

Au début de novembre, la C.G.T. organise en mécanique-entretien des « débrayages sur le temps du repas » (sic) **pour réclamer l'application de son barème de salaire garanti hiérarchisé. Cette forme d'« action » fait sourire les ouvriers de la Fabrication 4, mais les entraîne à discuter de leurs revendications. En Fabrication 4, la section Force Ouvrière, où se trouvent des militants révolutionnaires, a un peu d'influence. Un arrêt de travail de 24 heures est décidé par les ouvriers pour le cas où la Direction répondrait négativement à leurs revendications. Ce mouvement doit toucher près de 200 ouvriers.**

Des pétitions réclament :

— 0,50 F d'augmentation de l'heure pour tous ;

— la prime de continu à 30 % (au lieu de 25 %) ;

— la prime de nuit à 30 % (au lieu de 20 %) ;

— embauche de personnel.

Le 4 novembre les revendications sont refusées.

Le 5 novembre, la grève a lieu, à la surprise de tous les chefs. Et les ouvriers participent nombreux aux piquets de grève des trois équipes.

La C.G.T. soutient mollement le mouvement, les ouvriers revendiquent une augmentation uniforme.

La veille, elle distribuera même un tract où elle dénonce, comme faisant le jeu du patron, la revendication de 0,50 F de l'heure pour tous.

La maîtrise est étonnée par cette grève unanime .

Durant une semaine les cadres se réunissent et discutent avec les travailleurs, les consultant sur les motifs de la grève et promettant de faire quelque chose.

Les travailleurs croient plus ou moins à ces promesses et décident d'attendre un peu.

La goutte d'eau...

Vendredi 20 novembre, à 14 h 30, des augmentations individuelles sont distribuées, à peine une trentaine pour les 200 ouvriers. De plus, elles sont données en majorité aux plus hauts salaires.

Tout le monde crie à la provocation, certains travailleurs sont écœurés, d'autres révoltés. Même la maîtrise reconnaît que la direction se moque des travailleurs.

A 16 h 30, tous les ouvriers de l'Extraction abandonnent leurs postes de travail, au grand émoi des cadres obligés de faire arrêter les machines, et ces travailleurs font sortir à leur tour ceux de la Fermentation. Une grève de 24 heures est tout de suite décidée (la Fabrication tourne le samedi).

Une assemblée est convoquée pour le lundi matin.

Le lundi matin la majorité des travailleurs de la Fabrication 4 sont présents à l'assemblée.

Après une entrevue entre les délégués des ateliers en grève et la direction, et le refus opposé par celle-ci à leur demande de 0,50 F pour tous, 24 heures de plus de grève sont votées à l'unanimité.

Un tract intersyndical appelle tous les travailleurs de l'usine à se joindre à la lutte, dans des termes vagues, car la C.G.T. a refusé la proposition de F.O. et de la C.F.D.T. d'appeler à un débrayage général de tous les travailleurs. D'ailleurs, dès ce moment, la C.G.T. majoritaire dans l'usine tente d'isoler ce mouvement qu'elle ne dirige pas, et ne fait rien pour entraîner d'autres services dans la lutte.

Seul un service de 50 ouvriers, le D.I.C., de l'usine 1 partira à 9 heures pour 24 heures de grève malgré la C.G.T. qui n'avait appelé qu'à 1 heure.

Le lendemain matin, les travailleurs de la Fabrication 4 votent à nouveau 24 heures de grève.

La C.G.T. qualifie le mouvement d'aventuriste et demande aux grévistes de ne faire qu'une heure de grève pour ne pas se couper de la masse des travailleurs de l'usine qui ne font rien : les sifflets répondent à ces propositions (la C.G.T. demandera même deux heures de réflexion pour savoir si elle participera aux collectes).

Le mardi, la maîtrise de la Fabrication débraye deux fois deux heures en signe de solidarité avec leurs ouvriers.

Le refus de la C.G.T.

Electrisés par cette grève, à 11 h 30, 300 à 400 techniciens des Labos débrayent une heure à l'appel des trois syndicats et votent en grande majorité et malgré la direction C.G.T., pour le lendemain, un arrêt d'une demi-journée.

Alors, la C.G.T. refuse d'appeler à une grève si longue, en déclarant qu'en réalité les techniciens ne sont plus prêts à rien, même pas à se réunir.

Une telle attitude de la C.G.T. entraîne un certain écœurement et le débrayage d'une heure auquel elle appelle ne mobilisera pas grand monde.

Les 150 ouvriers de la Fabrication 4 en grève depuis trois jours, qui attendaient que d'autres se joignent à eux pour faire céder la direction, se retrouvent donc toujours seuls, le mercredi matin et surtout en butte à l'hostilité de la C.G.T. qui leur répète sans cesse que c'est de l'aventurisme. Ils décident en conséquence de reprendre tous ensemble le travail, et c'est la mort dans l'âme qu'ils rentrent à 8 heures 30.

(Photo L.O.

Les jours se suivent mais ne se ressemblent pas toujours. Et l'entrée de l'usine prend quelquefois un aspect inhabituel comme elle le fit en mai 68 (ph. du bas).
(Photo L.O.)

Beaucoup de travailleurs touchés, dénoncent le rôle démobilisateur de la C.G.T.

Chez les techniciens, la direction tente de noyer le mécontentement par des promotions individuelles.

Chez les ouvriers bien qu'ils n'y ait eu aucune satisfaction, le moral n'est pas tombé et beaucoup parlent de remettre cela. Surtout, ils sont satisfaits d'avoir montré leur cohésion face à la direction et attendent d'être plus nombreux à entrer dans la lutte pour recommencer, et cette fois-ci faire reculer Roussel.

Correspondant L.O.

UNE CARRIERE BIEN REMPLIE

Le journal **« Les Echos »**, dans sa rubrique nécrologique du 23 novembre, consacre quelques lignes à un ancien secrétaire confédéral de la C.G.T., M. Le Brun. Il est intéressant de noter comment ce quotidien voit la carrière d'un « syndicaliste ».

Nous apprenons avec regret le décès de M. Pierre Le Brun, ancien secrétaire confédéral de la C.G.T., membre du Conseil économique et social, chevalier de la Légion d'honneur.

Ingénieur des Ponts-et-Chaussées, M. Pierre Le Brun avait été, à partir de 1928, ingénieur dans l'industrie électrique au groupe Schneider, au groupe Mercier, puis à l'Electricité de France, avant d'opter pour une carrière syndicale en 1945.

Chez WONDER l'ouvrier s'use parce que l'on s'en sert

L'USINE WONDER à Saint-Ouen emploie un millier d'ouvrières horaires et mensuelles. Pour ce qui est de l'exploitation, l'entreprise n'a rien à envier à Simca ou Citroën. Il faut dire que la C.F.T. y est pour quelque chose.

Les dernières conquêtes syndicales y prouvent le degré d'exploitation : désinfection des étables... euh ! des vestiaires, pause de 10 minutes le matin, pas de femmes enceintes au « Charbon »... Dans cet atelier, on remplit avec du charbon pilé, des cases, qu'on paraffine et qu'on envoie aux presses. Pour toute aération, il y a un petit vasistas. La poussière de charbon pénètre la peau, les vêtements... Souvent, une ouvrière s'évanouit : Ça n'empêche pas le tapis de tourner et l'adjudant en jupon, chronomètre en main, de gueuler : « Plus vite, plus vite... »

La semaine dernière, une ouvrière, depuis peu sur la chaîne, n'arrivait pas à suivre les cadences. Un matin, elle arrive 3 minutes en retard car elle était allée à l'infirmerie ; la chef la réprimande et elle est renvoyée sans indemnités ni préavis alors qu'elle faisait depuis un an les ménages à Wonder. Une ouvrière qui avait pris sa défense fut aussi renvoyée sur-le-champ.

Wonder, un patron de combat qu'il faudra mater !

Correspondant L.O.

Au pays de Montbéliard :

Comment Peugeot loge ses ouvriers

Un « hôtel » Peugeot (photo L.O.)

LE « Domaine des Buis » est un grand ensemble de 6.000 habitants (bientôt 9.000 avec les nouvelles constructions), situé en plein cœur du « Pays de Montbéliard » où règne le Seigneur des temps modernes : PEUGEOT. Qu'on en juge plutôt : les blocs de la cité sont construits sur du terrain Peugeot. La SCIC (Caisse de Dépôts et Consignations) est propriétaire mais le financement a été assuré en partie par Peugeot et 80 % des logements sont réservés aux ouvriers des automobiles Peugeot. Le principal magasin d'alimentation est un RAVI dont Peugeot possède la quasi-totalité des actions.

Le tout manque d'écoles et de terrains pour les enfants. Il n'y a pas de poste, pas de mairie. Ces services se trouvent à Valentigney (2 km des « Buis »).

Par contre ce qui ne manque pas, ce sont les suppléments de charges : en 1969, pour un F.4. 150 F sont réclamés par la SCIC pour la régularisation des charges de chauffage. Ce qui déclenche une action de la part des locataires qui refusent de payer ce supplément : tracts, pétitions, meetings, défilés dans les Buis se succèdent. Un comité d'action se crée. Beaucoup de locataires au début ne paient pas. Mais les pressions exercées par l'intermédiaire des concierges, le manque de perspectives de la part des responsables et surtout le peu de participation aux actions entreprises font que les locataires seront de plus en plus nombreux à régler le montant de cette régularisation de charges. Seuls quelques-uns n'ont pas encore payé aujourd'hui.

Il est à noter aussi que durant toute la période des manifestations, si les flics étaient présents, le Conseil des Résidents fut complètement absent. Un mot de celui-ci : mis en place il y a quatre ans par élection, il n'a jamais dépassé le stade de la collaboration pure et simple avec la SCIC, sous l'impulsion de laquelle il a été créé. Depuis ces événements de 1969, un changement est intervenu dans la cité, le C.R.L. (comité régional de logements) société de construction dont Peugeot possède la majorité des actions s'occupe maintenant de la gestion des Buis.

Résultat : un demi-loyer de rattrapage à payer plus une régularisation de charges (pour ne pas changer) dont nous ne connaissons pas la valeur et dont nous n'aurons aucune justification comme d'habitude.

L'astuce consiste à étaler le paiement dans le temps (35 F par mois pour un F.4). C'est du moins ce qu'a obtenu le Conseil des Résidents, voulant sans doute éviter en cela, une réaction trop violente des locataires. Pour le moment, l'astuce paraît réussir, mais un tract sorti par la section A.S.F. des Buis (section créée à partir du Comité d'action de l'année dernière) a tout l'air d'un appel à l'action.

C'est une affaire à suivre.

Correspondant L.O.

Foyer Peugeot pour travailleurs immigrés. (photo L.O.)

LA LUTTE CONTINUE

SOCHAUX

TROIS FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS EN LUTTE CONTRE PEUGEOT

LE mercredi 25 novembre, les restaurants des 3 ALTM (foyers de jeunes travailleurs du pays de Montbéliard) sont fermés ; sur les portes d'entrée, on peut lire **« tous unis dans la lutte », « ALTM trop chère », « amélioration des repas »**, etc. Signé : **« Les Comités de Grève »**. Depuis le samedi précédent, en effet, les résidents, dans le but de protester contre la qualité de la nourriture, bloquent les restaurants et font la grève des repas. Comment en est-on arrivé là ?

Tout d'abord, expliquons ce qu'est une ALTM ; c'est un foyer de jeunes travailleurs qui est doté d'un restaurant, d'une bibliothèque, discothèque, salle de jeux, etc., bref, un foyer qui se voudrait « socioculturel ». Mais la réalité est bien autre : l'animation reste à la charge des résidents, le prix de la pension pour un mois (plus de 25 repas) est de 360 F et c'est 600 F qu'il faut sortir de sa poche pour pouvoir manger tous les jours (sur une paye d'OS 2 de 1.100 F, c'est énorme).

C'est une société anonyme qui gère les ALTM, la SCIC, mais chacun se doute que c'est en vérité Peugeot qui se cache derrière cette société : 95 % des résidents sont logés par Peugeot.

La qualité des repas baisse, le prix de pension augmente.

C'est à l'ALTM de Valentigney que l'action va démarrer. Depuis un mois environ, la qualité de la nourriture ne cesse de se détériorer ; lorsqu'on a travaillé 9 heures en chaîne, c'est difficilement acceptable. De plus, des bruits courent quant à une prochaine augmentation des pensions. Il y a quinze jours, la coupe devait déborder ; interrompant une réunion du conseil de maison, une dizaine de jeunes travailleurs descendent du restaurant avec leurs assiettes pleines, les posent sur la table et disent à peu près : **« vos chiffres, on s'en moque ; la seule chose qui nous intéresse, c'est la nourriture ».**

Le lendemain, les résidents élisent un conseil de restauration où sont représentés les jeunes, les plus combatifs. Durant une semaine, ce conseil va faire proposition sur proposition de la direction (repas types, etc.). En vain. Ultime réunion avec la direction générale des ALTM, le jeudi 19 : refus catégorique sur toute la ligne, sauf une noix de beurre en plus au casse-croûte des doubleurs... D'autre part, la direction de Valentigney réagit en envoyant une lettre d'avertissement à l'un des résidents, en reprochant aux contestataires de tout faire pour détruire l'ALTM, en les accusant d'être menés de l'extérieur, de semer la pagaille pour la pagaille... Le 20, quatre-vingts résidents se réunissent, décident de bloquer le restaurant et élisent un comité de grève pour le lendemain.

La grève des résidents

Le samedi midi, dès l'ouverture du restaurant, les membres du comité de grève s'opposent à toute entrée. L'unanimité est parfaite parmi les résidents, la force est inutile : 5 repas seront servis sur 200 d'habitude. L'huissier de la direction repart déconfit. Une partie du comité de grève se rend à l'ALTM de Béthoncourt, autre foyer à quelques kilomètres de là, dans le but d'étendre le mouvement. Bien qu'arrivés vers 13 h, les grévistes des Buis pourront convaincre la moitié des résidents de ne pas aller manger. Un comité de grève provisoire est élu en hâte à Béthoncourt. Le soir, sans aucune pression du comité, pas un résident des Buis ne monte au restaurant. A Béthoncourt, après une demi-heure, les cuistots décident d'arrêter le travail.

Le dimanche matin, la solidarité avec les locataires des grands ensembles voisins s'organise. Pour le domaine des Buis, l'Association Syndicale des Familles apporte son soutien aux grévistes et distribue un tract qui se termine ainsi : **« L'A.S.F., consciente que les logements des célibataires comme ceux des familles ne sont construits que pour le profit de quelques-uns, appelle l'ensemble des locataires des Buis à manifester leur solidarité active envers les grévistes. »** Une table est dressée dans le bar de l'ALTM et de nombreuses familles apportent de la nourriture. A Béthoncourt, le curé de la paroisse prend position en faveur des grévistes, la municipalité promet son soutien. Plus de 30 résidents sont nourris par les familles, des tracts d'information sont diffusés dans toute la ville, une voiture avec sono poursuit le travail d'information. Le soir, un véritable comité de grève est élu par 80 résidents de Béthoncourt.

L'affaire des syndicats

Un tract en 10 000 exemplaires est diffusé le lendemain à Sochaux au nom des Commissions Jeunes C.G.T.-C.F.D.T., informant les travailleurs de l'action en cours et appelant au soutien. Deux prises de parole sont faites sur le même sujet, le lundi et le mardi, par des militants C.G.T., à l'entrée principale.

Le lundi, tous les restaurants sont maintenant définitivement fermés. Le soir, à l'arrivée des doubleurs de l'après-midi, les comités de grève des Buis et de Béthoncourt se rendent à l'ALTM de Grand-Charmont, le troisième foyer des environs, et, devant 250 résidents un comité de grève y est à son tour élu.

Les trois comités de grève réunis précisent leurs revendications : pas d'augmentation de pension, pas de restriction du personnel de service, amélioration de la nourriture, pas de chambre à deux lits, liberté d'expression, de réunion et de visite, révision du règlement intérieur, pas d'expulsion des résidents grévistes, subvention Peugeot, subvention d'Etat... A la fin de la réunion, arrivée des trois conseils de maison qui tentent avec beaucoup de difficultés de justifier leur sens de la conciliation face à la direction. Les comités de grève organisent pour le lendemain un vote au cours duquel les résidents diront s'ils font oui ou non confiance aux conseils de maison de leurs ALTM.

Devant une centaine de résidents, le conseil de maison des Buis démissionne ; dans le même temps, les conseils de maison de Béthoncourt et de Grand-Charmont adoptent, devant 200 résidents, les revendications des grévistes.

A la réunion des Buis, la C.F.D.T. de Sochaux apporte son soutien aux grévistes, soutien qui est bien accueilli.

Peugeot expulse huit « meneurs »

La seule réponse de la direction jusqu'à maintenant est venue le 24 : augmentation de 10 F pour la pension, expulsion de 8 « meneurs » de l'ALTM. Cela avec l'accord de l'inspecteur du Travail et l'abstention des conseils de résidents. Rien n'est donc réglé.

Les jeunes travailleurs qui se battent en ce moment ne se battent ni contre la direction des ALTM, ni contre la SCIC, mais contre Peugeot. Or, Peugeot dans la région est tout puissant. Si les grévistes restent isolés, ils vont à une défaite certaine. Il leur faut en premier lieu avoir l'appui de tous les syndicats, de toutes les organisations politiques. Mais le vrai combat, c'est à l'usine qu'il faudra le mener. En tout cas, cette grève a déjà quelque chose de positif : elle aura permis aux jeunes travailleurs d'apprendre à s'organiser, à discuter de leurs problèmes et de comprendre qu'à l'atelier comme dans la vie courante, il n'y a qu'un seul et même ennemi : Peugeot. Et c'est déjà beaucoup.

Correspondant L.O.

FEUILLETON

La paix

de

Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

(11)

RESUME

L'action de ce roman se déroule en novembre 1918, dans une petite ville d'Allemagne. L'empereur Guillaume II vient d'abdiquer et de s'enfuir. Le héros, jeune étudiant issu d'un milieu bourgeois discute avec les soldats en faction à la gare. Ils viennent d'apprendre la nouvelle, alors que la ville entière l'ignore encore. Pour les soldats, c'est la fin de la boucherie, c'est la paix tant souhaitée, c'est-à-dire le retour prochain dans leur foyer. Pour le jeune lycéen, influencé par les idées socialistes de son précepteur, Adalbert König, c'est le début d'une période exaltante dont il ne comprend pas bien le sens.

Le lendemain, en ville, les esprits sont en effervescence. La foule se rassemble devant la mairie, en attente. Les discours commencent. Tout d'abord intervient l'avocat Hoffmann, vieux politicien social-démocrate qui, durant toute la guerre, a été partisan de l'union sacrée autour de l'empereur, et qui aujourd'hui annonce, avec un soupçon d'inquiétude, l'avènement de la République allemande ; la République des ouvriers, des bourgeois et des paysans, tient-il à préciser. A sa suite, Adalbert König, militant socialiste révolutionnaire s'adresse à l'assistance. Passionnément il explique que la fin de la guerre, ce n'est pas la fin de la misère, car ce n'est pas la fin de l'exploitation capitaliste. Il conclue son intervention par un vibrant appel au prolétariat pour qu'il s'empare du pouvoir, en instaurant sa dictature.

Immédiatement, un Conseil d'ouvriers et de soldats se constitue. Dans la ville, une lutte sourde s'engage entre les éléments bourgeois et petits-bourgeois de la population d'une part et les ouvriers de l'autre.

A travers quelques scènes typiques, l'auteur retrace l'atmosphère qui règne dans la ville. Dans ce chapitre, il décrit les affres de la femme de l'industriel de la ville.

Madame Ziel, une riche bourgeoise, persuadée après l'arrestation de son mari par les ouvriers, que ceux-ci ne rêvent que de griller sa maison et lui faire subir les pires violences, se réfugie, déguisée en pauvresse, chez la mère du narrateur.

VI

Il était environ huit heures du matin. J'étais dans la cour et j'aidais Kathinka qui donnait à manger aux poules. Nous prenions dans une caisse des grains de tournesol que nous leur jetions en même temps que des pelures de pommes de terre cuites que nous avions dans un vieux seau rouillé. L'air était glacial et les cris hystériques des poules se mêlaient au pétillement des grains sur le sol durci. Une volée de pigeons passa comme une trombe au-dessus de la maison ; la fumée qui sortait en rampant de la cheminée, restait suspendue aux toits comme une croûte et les asters, qui croissaient tout près dans une plate-bande, avaient l'air d'avoir été volés au cimetière voisin.

Il faisait un froid assez vif. L'air irritait les bronches et, entrant par les oreilles, pressait sur les amygdales.

Kathinka venait de vider pour la seconde fois la petite caisse et essayait d'attirer les poules sous leur toit en leur jetant une dernière poignée de grains, lorsqu'on secoua violemment le portail. Devant les barreaux noirs se tenait un homme vêtu d'un manteau gris-vert et d'un chapeau clair à ruban noir. Il fit un signe. « Mon Dieu !... » s'écria Kathinka en se précipitant dans la maison. Je restai seul avec les poules qui se dispersèrent dans le jardin.

L'homme arrêté devant le portail me dit alors :

— Ouvrez-moi, je vous prie, je voudrais parler à Madame votre mère.

Je lui répondis que je n'avais pas la clé. L'homme sourit.

— Veuillez donc dire à Madame votre mère que je suis là. Et en même temps il souleva son chapeau. Je reconnus son visage. C'était M. Ziel.

— Excusez-moi de venir à une heure si indue... Mais les circonstances... J'en suis vraiment désolé. J'arrive de l'Hôtel-de-Ville, et chemin faisant, j'ai appris que ma femme...

— On vous avait arrêté ? demandai-je en m'approchant de lui.

— Non pas, répondit M. Ziel, on n'a pas été jusque-là : une simple mesure de précaution. Après avoir été entendu par le Conseil des Ouvriers et des Soldats de D., j'ai été remis en liberté. Malheureusement, la séance s'est prolongée par suite de l'encombrement des lignes téléphoniques et ce n'est que ce matin que M. le Dr Hoffmann a pu parler aux services compétents.

— Avez-vous vu Adalbert König ? demandai-je. M. Ziel secoua la tête. « On m'a dit qu'il est parti dans la soirée pour D. avec les matelots. C'est le Dr Hoffmann qui a maintenant la haute-main sur la police de la ville. »

M. Ziel eut un bâillement. « Je vous demande pardon, fit-il, mais je suis un peu fatigué... toute la nuit à la mairie et sans fermer l'œil. Je ne suis plus un jeune homme... »

Et M. Ziel eut encore un sourire, en remontant légèrement son chapeau sur son front.

— Ce sont de jolies poules que vous avez là... bonne espèce, ma foi. Vous les avez élevées vous-même ?

— Voici deux ans que nous les avons, répondis-je.

— Un œuf frais, reprit M. Ziel, c'est une chose appréciable et qui surtout cette année a rendu bien des services. Tiens ! Je vois que vous avez aussi des pintades d'Italie. Jolies, vraiment jolies. Mais où avez-vous fait couver vos poules ? Le meilleur endroit c'est encore le grenier. J'en ai fait l'expérience. A peine s'il y a eu un œuf de manqué. Elles sont gentilles au possible, ces petites bêtes, quand, avant d'y voir encore, elles allongent leur bec. Et ces pépiements... délicieux...

— Je n'entends rien aux poules, moi.

— Moi non plus, je n'en savais pas plus long que vous, fit M. Ziel en souriant de nouveau, mais à quoi ne s'est-on pas habitué ces derniers temps. Il faut avouer pourtant que ces gentils animaux donnent souvent du charme à nos loisirs. En ce moment j'ai fait de cet élevage une espèce de sport. Si un jour vous voulez bien venir voir les races que j'ai, j'en serai très heureux. Vous éprouverez certainement autant de plaisir à les entendre pé...

A cet instant Kathinka sortit de la maison. Elle avait un tablier repassé de frais, un petit bonnet à dentelles et une robe sombre. Elle ouvrit le portail.

— Merci, fit M. Ziel en entrant dans la cour.

Kathinka était hors d'haleine : « J'ai annoncé tout de suite votre arrivée à ces dames. Mme Ziel dormait encore. Elle vous prie de patienter un quart d'heure ».

— Mais naturellement, dites seulement à ma femme que je vais bien, qu'elle n'a nullement besoin de se presser et qu'en attendant je visite la basse-cour.

Il entra dans le jardin et se prit à considérer la volaille qui picorait sur le sol.

— Quel modèle d'application qu'une poule... dit-il en regardant devant soi, — et de patience ! Et ces petites têtes qui infatigablement s'abaissent, se relèvent... qu'il fasse beau ou mauvais, elles ont toujours l'air satisfaites. Et puis ça se contente de si peu...

Alors, il se mit, fort habilement, à imiter leur gloussement : il tira de sa poche un morceau de pain, et l'émietta au milieu des volatiles en émoi qui l'entouraient en battant des ailes. Et quand une grosse mère-poule s'avança en se dandinant, avec huit à dix poussins tout jaunes devant elle, M. Ziel alla jusqu'à faire une flexion des genoux pour leur donner de la mie soigneusement amenuisée. La mère-poule se redressa aussitôt, mais elle ne se montra point trop agressive, car le « glouc-glouc » du directeur était tout empreint de pacifique tendresse.

Je le considérais tandis qu'il mettait la nourriture dans les petits becs des poussins. Il courut même à la fontaine, fit couler dans le creux de sa main un peu d'eau que les petites bêtes se mirent à boire sans manifester la moindre crainte. Une poule, qui n'avait jamais souffert que Kathinka ou moi touchions un de ses poussins, demeura immobile quand M. Ziel prit un de ses petits dans sa main et le caressa, blotti contre sa poitrine. C'était donc là l'homme qui, aux yeux des ouvriers passait pour un exploiteur et un bourreau, dont le monde racontait qu'il n'hésitait pas à demander l'intervention de la troupe contre les grévistes qu'il entassait les ouvriers dans des taudis où les enfants, faute d'air, devenaient pâles et teigneux... le même homme qui, quelques semaines auparavant, insistait encore pour la continuation de la guerre jusqu'à la victoire, dont le seul but était de retirer de son usine pour lui et ses actionnaires le plus gros gain possible, pour qui la guerre constituait la conjoncture économique la plus favorable — aussi avait-il l'habitude d'appeler cette époque la grande époque — ce M. Ziel, dont le prolétariat de notre ville avait, dans sa haine, fait une figure quasi mythologique, je le vis s'agenouiller et s'amuser avec des poussins qui s'approchaient de lui sans la moindre frayeur. « En voici un qui boîte », dit-il. Et il en souleva un dont le petit bec tenait encore un reste de mie blanche. « Je vous conseillerais de lui serrer la patte au-dessous de la jointure avec un peu de coton ; dans deux ou trois jours il n'y paraîtra plus. Mais il ne faut pas prendre la chose trop à la légère, sinon la pauvre bête tirera la patte toute sa vie. Si vous aviez un peu de coton ?... »

M. Ziel me sourit et plaça le poussin sous le revers de sa jaquette, de façon que la tête seule en sortait. J'allai à la maison chercher du coton. « Bon, dit M. Ziel, nous allons lui arranger ça tout de suite... » Il déroula un peu de fil et à l'aide d'une courte ligature entoura la patte du poussin d'un minuscule bandage. Puis il le reposa tout doucement sur le sol, imita deux fois son pépiement et le laissa aller un peu trébuchant vers sa mère qui poussa devant lui, en les picotant, quelques miettes de pain.

M. Ziel se releva. Sa longue flexion sur les genoux lui avait un peu congestionné la face. Ses yeux étaient devenus plus brillants.

— Avez-vous observé les poules ? me demanda-t-il ; celle-ci a tout de suite remarqué que je ne voulais pas faire de mal à son petit. C'est plus difficile que de convaincre son semblable. J'en parle en connaissance de cause, croyez-moi. Il faudra que vous veniez voir ma basse-cour. Presque toutes les bêtes me connaissent, et quand j'appelle mes pigeons, ils descendent tous du colombier. Croyez-moi, rien ne donne plus de satisfaction que des animaux qui vous sont attachés. Cela vous réconcilie avec bien des choses.

Je me dirigeai vers la maison avec M. Ziel. Je voulais lui poser quelques questions sur la Révolution, sur la paix, sur les temps nouveaux. Mais je n'osai pas ; car justement cet homme si puissant poursuivait, à côté de moi : « Si j'avais le temps, je créerais à la campagne un grand centre d'élevage pour la volaille, une faisanderie, et surtout je voudrais avoir un grand étang avec des roseaux où je pourrais observer les poules d'eau. Quand j'étais jeune comme vous, c'était mon rêve. Mais les circonstances en ont décidé autrement... »

M. Ziel poussa un soupir et tint un instant les yeux clos. Au-dessous il avait de petites poches grises ridées comme le dos d'un crapaud et qui, à chaque pas, remuaient. Cela faisait songer à de minuscules havresacs pleins de linge sale. « Pourquoi, pensai-je, pourquoi cet homme ne peut-il donc avoir son étang et ses poules d'eau qu'il observerait dans les joncs ? pourquoi a-t-il fallu qu'il construisît une usine ? qu'il utilisât le travail des autres ? qu'il prît parti pour la guerre et la soutînt dans l'intérêt de son entreprise et attirât ainsi sur lui la haine, une haine qu'il ne pouvait dompter qu'en usant de violence ? M. Ziel était-il donc heureux ? Non, M. Ziel n'était pas heureux. M. Ziel était un homme puissant.

Ma mère nous attendait dans la chambre commune. Elle pria M. Ziel de s'asseoir quand il lui présenta ses hommages. Il se mit sur le canapé au-dessous du tableau préféré de mon père : un paysage rhénan des environs de Assmannshausen ; il évita, contrairement à son habitude, et on le remarqua, de croiser ses jambes et, en homme qui connaît son monde, engagea la conversation avec

ma mère, sur un sujet qui n'avait aucun rapport avec sa visite. Ils parlèrent de la saison qui s'annonçait très rigoureuse, de la grippe qui depuis des semaines sévissait dans notre ville et y faisait un nombre impressionnant de victimes.

M. Ziel s'entendait à mentionner des cas particulièrement bizarres. Une de ses tantes à Osnabrück était plongée dans un sommeil qui durait depuis trois semaines, tandis que le frère de son chauffeur était mort au bout de trois jours après une hémorragie pulmonaire d'une fétidité insupportable.

— L'alcool, ajouta-t-il, est le meilleur remède contre ce mal.

Il possédait encore, d'avant-guerre, deux bouteilles de vrai rhum de la Jamaïque. Dès qu'il ressentait quelque chose comme un frisson désagréable ou qu'il avait des éblouissements il en ingurgitait une bonne rasade et cela lui faisait toujours du bien. Ma mère soutenait que le meilleur remède c'était encore de transpirer ; empaquetage complet du corps et dans l'espace d'une nuit tous les principes virulents étaient éliminés.

Tous deux s'entretinrent ainsi courtoisement jusqu'au moment où M. Ziel, se soulevant un peu, s'empara d'une main de ma mère et, le teint légèrement empourpré, lui dit ; « Je vous remercie bien sincèrement, Madame, de l'aide si cordiale que vous avez prêtée à ma femme. » Après quoi il se rassit et sourit.

Ma mère lui répondit que ce qu'elle avait fait n'avait rien que de très naturel.

M. Ziel regarda un moment par la fenêtre et dit :

— Tout va maintenant à la débandade.

— On a perdu la guerre, fit ma mère.

— Pas seulement la guerre, reprit M. Ziel avec un sourire, la paix aussi.

Il s'assit à son aise sur le canapé et se mit à jouer avec le gland doré d'un coussin.

Tout à coup, oubliant les règles de politesse qu'il s'était imposées, il croisa les jambes et dit : « On finit malgré tout par être accablé par le nombre ».

— Grand dommage, soupira-t-il encore, que nous n'ayons pas fait à temps un emprunt en Amérique. Mais nos diplomates n'avaient pas la bosse des affaires. Au fond qu'était la guerre, sinon une lutte pour la suprématie économique ? L'Angleterre nous enviait nos capacités et nos talents d'organisation, et c'est pour cela qu'on en est venu aux prises.

Ma mère considéra M. Ziel avec la plus grande attention et, retenant le sourire qui courait déjà sur ses lèvres, elle dit : « Aujourd'hui, Monsieur le Directeur, ces choses-là ne nous avanceraient guère... Tout compte fait on trouverait peut-être encore d'autres causes que les causes purement économiques aux accès de fureur qui se sont emparés de l'humanité ».

M. Ziel sourit de nouveau. « Tout dépend de la situation économique, dit-il, les Bolchevicks même l'ont reconnu. En Allemagne — et malheureusement pour elle — on met du sentiment partout — guerre et révolution — et personne ne sait jamais de quoi il s'agit. Croyez-vous que les révolutionnaires en soient encore à prendre au sérieux les principes de Wilson... mais qui est ce Wilson ? Le représentant de la grande industrie américaine auprès de laquelle l'Entente est endettée. Croiriez-vous, Madame, qu'un créancier serait assez naïf pour laisser au concurrent de son débiteur toute sa liberté d'action. Il lui laissera juste assez de forces pour qu'il puisse encore travailler, rien de plus. Nous avons perdu la guerre parce que nous avons fait, en économie, une erreur de calcul. Nous aurons une paix qui, pour mille bonnes raisons, sera semblable à la situation des ces gens qu'on arrête soi-disant pour les protéger ». M. Ziel satisfait garda le silence. La fatigue qui se reflétait sur son visage s'était dissipée. Maintenant il avait l'air de sourire avec bienveillance à ses propres pensées. « Nos enfants s'en apercevront, dit-il en me regardant, oui, nos enfants »... Et il appuya sa tête au dossier.

Ma mère lui demanda s'il avait des nouvelles du front. « On a entamé des négociations pour un armistice, répondit-il, et dans tout le Reich, on s'agite. Nous allons avoir une république, c'est-à-dire une nouvelle forme de gouvernement, fit-il avec un sourire ; c'est absolument comme si on mettait un nouveau directeur à la tête d'un établissement en faillite. Cela ne change pas grand-chose au bilan.

— Mais ce n'est pas le peuple qui a voulu la guerre, m'écriai-je furieux, en voyant la présomption larmoyante de ce fabricant d'engins de guerre, — le peuple a été trompé et c'est à la Révolution de le venger.

— Vengez-vous donc... Vous verrez à quoi cela vous servira. L'Allemagne est déclarée en faillite, et quiconque détruit le mobilier porte un préjudice grave à l'actif de la faillite. Il vous est loisible de prendre les choses et de les tourner comme vous voudrez, avec ou sans Révolution, un fait demeure : nous avons perdu.

— Le peuple demandera des comptes.

— En quoi cela l'avancera-t-il ?

— La Révolution balaiera le capitalisme.

A ces mots M. Ziel partit d'un large et sonore éclat de rire. Il crut même devoir tenir sa cravate, tant ce rire le secouait : « Dans cette guerre, mon jeune ami, c'est précisément le capitalisme qui a vaincu. Seul un élément de concurrence aura été liquidé au sein même de son système. Le capitalisme voit maintenant s'ouvrir devant lui une ère nouvelle, une ère grandiose. Gardez-vous de croire à toutes les phrases qui vous viennent de la Russie. Si vous saviez quel capitalisme il y avait là-bas ! Soyez bien sûr que comme Allemand vous serez pris, votre vie durant, dans l'engrenage d'un système en présence duquel vous resterez encore plus impuissant que vous le fûtes contre l'Etat impérial. Wall Street remplacera Potsdam et ce ne sera plus au commandement d'un militaire que manœuvrera la jeunesse, mais à celui de la Bourse. Je connais le milieu, allez ! J'y suis plongé jusqu'aux oreilles et je sais ce qui s'y prépare ».

M. Ziel s'était levé. Il me prit par les épaules. « Croyez-en mon expérience. Votre socialisme à l'eau de rose ne changera rien. Peut-être les ouvriers auront-ils des logements plus sains, peut-être auront-ils la possibilité de prendre une douche après leur travail, peut-être ne pourra-t-on plus les licencier du jour au lendemain, peut-être leurs représentants obtiendront-ils de hautes fonctions publiques, peut-être leur donnera-t-on congé le 1er mai, peut-être sera-t-il possible d'admettre leurs enfants aux écoles supérieures... oui, tout cela est possible, mais le système en soi ne changera pas : il perdra un peu de sa rigidité, mais il n'en deviendra que plus fort. On embourgeoisera la classe ouvrière — ce qui du reste est le rêve de la majorité — je connais ces gens-là pour les avoir assez pratiqués au cours de multiples négociations. Tous ont un fond d'éducation qui fait d'eux des hommes raisonnables et des soutiens de l'Etat.

— Mais, demanda ma mère, comment avez-vous pu être pour la victoire à tout prix ?

— Les intérêts de l'économie allemande exigeaient la victoire. Sans la victoire elle était condamnée à perdre son indépendance. Elle l'a perdue... Le prolétariat allemand n'a plus affaire maintenant aux capitalistes allemands : le prolétariat allemand est désormais à la merci des capitalistes internationaux. Bientôt il ne saura plus qui le dirige, ni pour qui il travaille. Cette guerre aura été le tombeau de l'économie nationale... Avec cette guerre nous entrons dans la phase du capitalisme mondial.

M. Ziel se rassit, en faisant observer que précisément cette même nuit il s'était longuement entretenu de cette question avec le Dr Hoffmann et que celui-ci, quoique socialiste, n'était pas très convaincu des heureux effets de la Révolution. Lui aussi voyait les choses sous un angle purement économique, il ne s'attendait guère qu'à des conditions de paix à peu près acceptables, pourvu qu'on réussît à tenir la Révolution à l'écart du courant bolchéviste ; car une « bolchévisation » de l'Allemagne aurait pour conséquence immédiate une sanglante intervention de l'Entente. Aussi la Révolution ne devait-elle en aucun cas dépasser les limites de la démocratisation du pays, et ainsi l'Allemagne, s'assimilant aux formes d'Etat et d'économie de ses adversaires, aurait du moins quelques chances d'être mieux traitée qu'un pays qui aurait cédé à la tentation de faire des expériences basées sur une pure conception philosophique du monde.

Je demandai à M. Ziel ce qu'il comptait faire.

— Puisque mon travail doit profiter au peuple, dit-il, j'ai naturellement offert cette nuit mes services à la nouvelle municipalité de D.

Je demandai encore à M. Ziel s'il ne pensait pas que l'empereur était cause de tout le mal.

— Non, me répondit-il, son unique faute est de n'avoir rien compris au capitalisme. En 1914, il a cru à la puissance d'un mouvement populaire, de même qu'aujourd'hui certains utopistes croient au soulèvement des masses révolutionnaires.

Je dis à M. Ziel que je méprisais l'empereur parce qu'il n'avait pas cherché la mort à la tête de ses soldats.

M. Ziel répondit : « Peu importe qu'il ait fui ou qu'il se soit fait tuer, cela ne change rien à la situation ».

Je lui demandai encore pourqoi il tenait un langage différent de celui qu'il avait tenu il y a quelques mois ?

M. Ziel me dit qu'il agissait en homme d'affaires.

— Qu'appelle-t-on un homme d'affaires ?

— Celui qui s'arrange pour savoir à temps ce qui se passe.

Là-dessus nous nous tûmes.

Je détestais M. Ziel. *(A suivre.)*

UN DÉPUTÉ, A QUOI ÇA SERT ?

UN député à quoi ça sert ? C'est pour éclairer la lanterne du commun des électeurs que l'émission « Hexagone » du 1er décembre fut consacrée au Parlement et à ceux qui l'occupent. Il ne s'agissait pas de mettre l'institution en accusation, loin de là, car sinon, il n'aurait pas fallu en confier le soin à un député U.D.R. et à un de ses collègues du Parti radical.

L'activité d'un député — et ce fut surtout visible pour celui de la majorité dont on nous a fait suivre l'emploi du temps — consiste... à préparer sa prochaine élection. Quatre ans, c'est bien court, et pour qui veut faire carrière dans la profession, il faut assurer ses arrières afin de n'être pas victime de la cruelle mésaventure que nous conta le député U.D.R. En mars 1967, il ne fut pas réélu. Aussi sa première tâche est-elle d'abord de soigner sa « clientèle ».

Le député reçoit ses électeurs et tente de leur montrer qu'il est le plus efficace pour leur faire obtenir ce qu'ils veulent, qu'il a davantage de relations que l'adversaire. L'un veut obtenir un prêt, l'autre voudrait que son fils soit reçu au bac, le troisième vient demander à M. le député s'il ne pourrait pas toucher un mot au ministre au sujet... Sur ce terrain, le député U.D.R. part avec plusieurs longueurs d'avance. 2 500 dossiers individuels, qu'il avait dans sa permanence, le gaulliste ! Et puis il faut se montrer, serrer des mains, le plus possible, faire semblant de s'intéresser aux problèmes de chacun : « Alors, le porc, cette année, ça marche ? ».

Tout cela, c'est « l'action locale ». Et au Parlement ? Il y a le vote des lois. Les quelques députés de l'opposition qui participèrent au débat qui clôtura l'émission n'eurent aucun mal à montrer que si le Parlement vote les lois, il ne s'agit que d'une pure formalité qui consiste dans la très grande majorité des cas à faire entériner par une majorité servile des textes que le gouvernement a lui-même élaborés. Il suffit pour cela d'un simple artifice de procédure. C'est la Conférence des Présidents qui fixe l'ordre du jour. La majorité s'est bien sûr attribuée tous les sièges de cet organe qui regroupe les présidents des commissions et peut faire passer ainsi en priorité les textes proposés par le gouvernement (80 % des lois) et ceux de l'U.D.R.. Quant aux propositions de lois de l'opposition, elles peuvent être bloquées indéfiniment, ce qui permet d'éviter non pas tant des lois qui de toutes manières ne seraient pas votées mais des débats gênants. Autre exemple : la loi de finances, c'est-à-dire le budget. Un député n'a pas le droit de proposer un amendement qui se traduirait par une diminution des recettes ou une augmentation des dépenses. Autrement dit, il ne serait même pas possible de souhaiter la construction de davantage d'écoles ou d'hôpitaux.

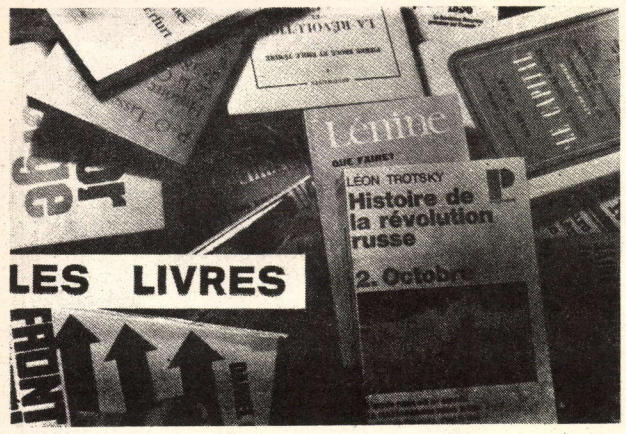
A quoi sert un député ? Pour connaître la réponse, il suffisait de regarder cette Chambre introuvable au sens propre du terme où les « débats » ont lieu d'ordinaire devant une dizaine de députés qui somnolent ou qui viennent lire le journal sur leur banc. Pour lutter contre un absentéisme qui fait mauvaise impression, on avait mis en place un astucieux gadget : le vote électronique. Chaque député devait pousser un bouton pour voter en utilisant une clé qui lui est propre. Nous avons pu assister au spectacle grotesque qui en résulte : quelques députés dévoués doivent parcourir toutes les travées de leur groupe au moment du vote pour faire tourner toutes les clés du trousseau qu'on leur a confié. Ce petit jeu une fois terminé, le président impassible annonce devant un hémicycle désert : « 486 votants ».

Le gouvernement dispose là d'un instrument bien adapté à ce qu'on lui demande : être la couverture démocratique d'un régime présidentiel. L'U.D.R. est sur-représentée grâce à une loi électorale taillée sur mesures. Mais devons-nous suivre le « socialiste » Chandernagor ou le « communiste » Etienne Fajon qui voyaient dans un retour à une démocratie parlementaire « normale » le remède à tous nos maux ?

« Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementaire bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires mais encore dans les républiques les plus démocratiques. » **Voilà une phrase que devrait méditer M. Fajon. Le gauchiste irresponsable qui l'a écrite, s'appelait Lénine. C'était en 1917.**

Régis MONNERET.

Notre dessinateur a suivi pour vous l'allocution télévisée du chef de l'état



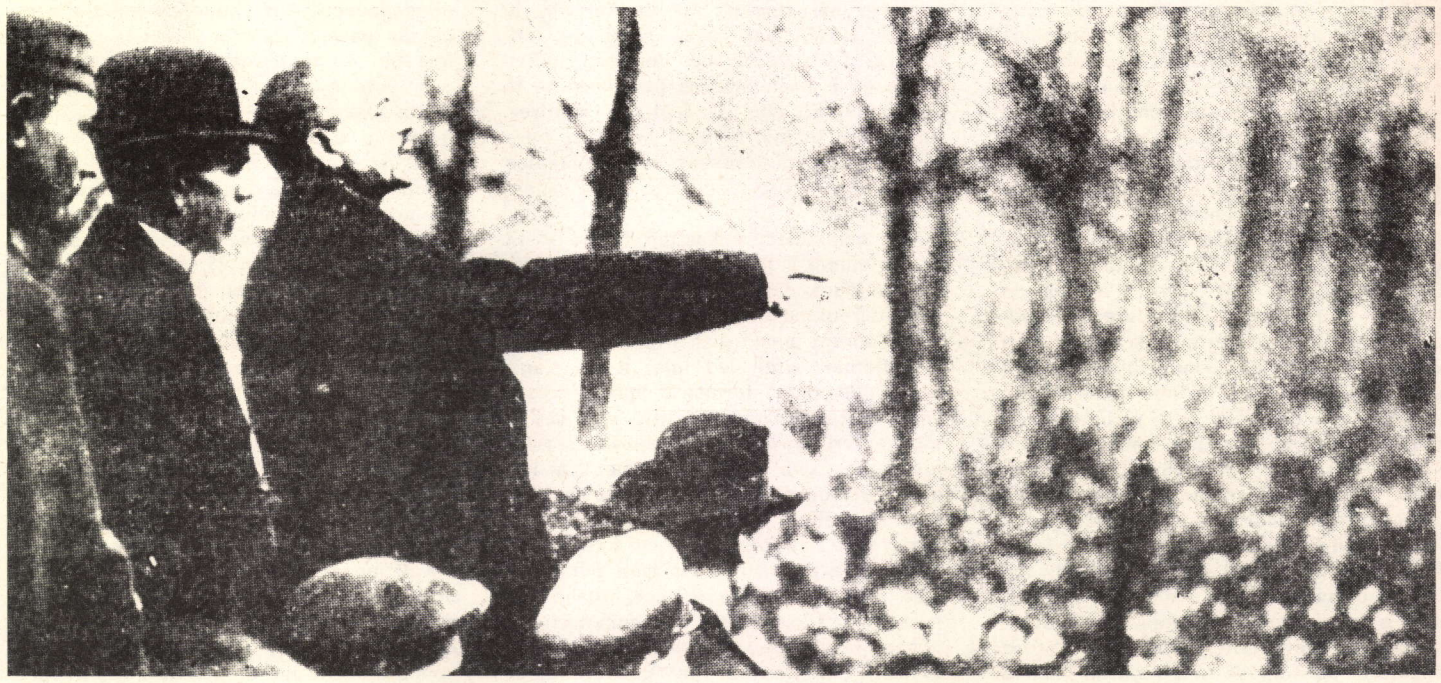
Militarisme, guerre, révolution

de Karl LIEBKNECHT

(MASPERO)

KARL LIEBKNECHT est plus connu par ses actes que par ses écrits. Le 2 décembre 1914, il vote, seul, au Reichstag contre les crédits de guerre. Exclu du groupe parlementaire, puis mobilisé, Liebknecht regroupe avec Rosa Luxembourg, Franz Mehring, Léo Jogiches et Clara Zetkin tous ceux qui refusent la trahison de la majorité des dirigeants sociaux-démocrates et qui forment le groupe « L'Internationale » (Spartakus). En mai 1915, il rédige le tract « L'ennemi principal est dans son propre pays ». **Le 2 septembre, ne pouvant participer à la conférence de Zimmerwald, il lui adresse une lettre de soutien dans laquelle il écrit :**

« Règlement de comptes, impitoyable règlement de comptes avec les déserteurs et les transfuges de l'Internationale en Allemagne, en Angleterre, en France et ailleurs. (...) Guerre civile et non-union sacrée ! (...) Prolétaires de tous les pays, de nouveau, unissez-vous ! »



Liebknecht haranguant les travailleurs à Berlin en 1918. (photo R. Viollet).

La manifestation du 1er Mai 1916

Le 1er mai 1916, Liebknecht est arrêté lors d'une manifestation contre la guerre sur la place de Potsdam à Berlin alors qu'il crie « A bas le gouvernement ! A bas la guerre ! ».

Libéré le 23 octobre 1918, il proclame le 9 novembre du balcon du château de Berlin la République socialiste tandis que Seheidemann et Noske intaurent une République « sociale » **fondée sur les corps-francs et les nouvelles trahisons des sociaux-démocrates.**

Le 1er janvier 1919, il participe à la fondation du Parti communiste d'Allemagne. Le 15, il est assassiné avec Rosa Luxembourg.

Ce sont là les faits les plus marquants de la vie de Liebknecht, celle d'un partisan résolu de la révolution socialiste mondiale.

Karl Liebknecht fut avant tout un agitateur, un orateur et un polémiste. Il ne fut vraiment ni un théoricien, ni un chef de parti. Les textes ici rassemblés rendent compte de son activité militante de 1899 à 1919 : discours, brochures, articles, lettres et manuscrits.

Regrettons pourtant que ces textes soient regroupés dans un esprit plus universitaire que politique et que, parfois, certaines interventions parlementaires reproduites in extenso **semblent fastidieuses au lecteur.**

En 1889, Liebknecht est avocat, mais c'est à l'activité militante qu'il se consacre avant tout. Il assura la défense des militants politiques en général et des révolutionnaires russes en particulier. En 1907, il passa lui-même devant le tribunal de Leipzig pour haute trahison en raison de sa brochure « Militarisme et antimilitarisme ». **Il fut condamné à un an et demi de forteresse. En 1908, il fut élu à la Chambre des députés de Prusse et en 1912 au Reichstag.**

En lutte contre l'opportunisme...

Fils d'un des fondateurs de la social-démocratie allemande, militant du parti social-démocrate, Liebknecht, comme le dit Trotsky, « tranchait singulièrement sur la bureaucratie du parti convenable, impersonnelle, indifférente (...) il demeura toujours à moitié étranger au sein de la social-démocratie allemande ».

Il offrit le modèle même de l'utilisation révolutionnaire de la tribune parlementaire, la démystifiant et démontrant que les seules perspectives valables pour la classe ouvrière sont extraparlementaires.

Sensible aux progrès de l'opportunisme dans le parti, Liebknecht chercha à les enrayer en s'appuyant sur les organisations de jeunesse social-démocrates, en faisant de la propagande antimilitariste et en se prononçant pour la grève de masse. Il dénonçait, sans cesse, l'appareil d'Etat bourgeois, militaro-policier, destiné d'abord à écraser « l'ennemi intérieur », **c'est-à-dire la classe ouvrière.**

Dans le climat ambiant du parti social-démocrate, Liebknecht lui-même ne fut pas exempt de certaines ambiguités légalistes. Celles-ci disparurent en 1914. Pour lui, la guerre impérialiste n'ouvrait qu'une seule issue à l'humanité, celle de la révolution socialiste mondiale.

... pour la révolution socialiste

Face à la trahison des fonctionnaires politiques et syndicaux de la social-démocratie, face aux tâches colossales de la révolution allemande, clé de la révolution européenne, l'instrument indispensable a manqué à Liebknecht et aux spartakistes : un parti de révolutionnaires professionnels liés à la classe ouvrière.

Mais le nom de Liebknecht restera indissolublement associé au mouvement ouvrier et au mouvement socialiste. Jusqu'à sa mort tragique, il resta toujours confiant dans les destinées du prolétariat.

Dans son dernier article qui parut dans la Roete Fahre, **le jour même où il fut assassiné, le 15 janvier 1919, Karl Liebknecht écrivait après la défaite des ouvriers de Berlin :** « Et que nous vivions encore ou non quand il sera atteint, notre programme, lui, vivra : il dominera le monde de l'humanité libérée. Malgré tout ! »

Et pour tous les militants révolutionnaires d'aujourd'hui, Liebknecht reste un exemple.

Pierre BUISSON.

Courrier du cœur :

LA VIE AMOUREUSE DE KARL MARX

ENFIN Lutte Ouvrière *est en mesure d'ouvrir à ses lecteurs assidus une rubrique « courrier du cœur ». Nous avons hésité jusqu'à présent car nous craignions de ne pouvoir répondre à chaque correspondant en détresse ou en difficulté, autre chose que :* « Ça s'arrangera sous le socialisme... ».

Chers lecteurs, la difficulté est levée. Nous pourrons vous expliquer désormais comment être marxiste en amour : en effet, nous disposons enfin d'un modèle édifiant, ceui de Karl Marx ! On se demande d'ailleurs pourquoi personne n'y avait pensé plus tôt. En tous cas, le mérite de la chose revient à un rédacteur de L'Humanité, *Pierre Durand, qui vient de publier chez Julliard (aux Editions Sociales, il se serait cru obligé de trouver un titre moins engagé)* « La Vie amoureuse de Karl Marx». *Frissonnez mesdames, gonflez vous d'orgueil messieurs, l'illustre théoricien du socialisme était un homme, un vrai. Enfin le marxisme devient une chose sérieuse et... attirante. Sérieuse : Pierre Durand explique lui-même qu'il a fait une « monographie » sur le sujet que vous savez. Presque une thèse en Sorbonne quoi, si toutefois son livre rassemblait autre chose que les détails que l'on trouve épars dans les anciennes biographies dues aux plumes de Riazanov et Nicolaïevski.*

Attirante : cela se passe d'explications. Au Parti communiste, on est New-look ou on ne l'est pas. Nul doute que ce dernier ouvrage ne contribue au dialogue avec tous ceux qui se font des idées fausses sur le communisme. Et puis, que diable, il faut éduquer les masses. Fini le temps de : « Marx et Angèle? Ah oui, la julie à Marx ! »; la vie amoureuse de Karl n'aura plus de secrets pour personne.

Les rédacteurs communistes, champions de la famille, ont d'ailleurs de quoi se rassurer : Marx fut bon père de famille et son amour pour Jenny à tout jamais constant. Les militants communistes pourront même raconter à leurs enfants un beau conte bleu. Il était une fois un jeune homme de belle apparence qui rencontra la reine des bals d'une petite ville d'Allemagne. Envers et contre tous, il l'épousa après sept ans de fiançailles et mena une vie conjugale exemplaire jusqu'à sa mort malgré la misère la plus noire.

Il y eut bien un accroc (un enfant naturel dont Engels endossa la paternité « pour éviter le scandale »). Pierre Durand, magnanime, mène une enquête posthume sur cet événement funeste... mais il faut bien pécher un jour pour en être plus grand par la suite. D'ailleurs le couple supporta victorieusement l'épreuve (ouf !), etc., etc.

Les biographes de Marx ne manquent pas. Jusqu'à présent aucun n'avait eu l'idée saugrenue d'isoler la vie personnelle de Marx de sa vie politique. Pierre Durand est allé à la pêche sentimentale. A défaut d'être abondante, la pêche est exemplaire et ne bafoue pas la morale.

Que ceux qui croyaient, après avoir lu ce livre, pouvoir être plus convaincants en risquant un « Mademoiselle, montez chez moi, je vous expliquerai comment on est marxiste en amour » *s'abstiennent. Ils seront déçus.*

Quant à ceux qui pensent avoir une vie sentimentale marxiste, et bien dans la ligne qu'ils nous écrivent. Nous sommes désormais en mesure de comparer à un exemple authentique et d'éviter toute déviation idéologique petite-bourgeoise.

Huguette CHEVIREAU

Cinéma

Un film de Michel DRACH

d'après le roman de Claire ETCHERELLI

ELISE OU LA VRAIE VIE

TOUS ceux qui ont lu le livre de Claire Etcherelli **Elise ou la vraie vie** risquent d'être déçus par son adaptation cinématographique. Le film qui se veut la reproduction fidèle du roman a peu bénéficié du relief que permet le cinéma.

Elise, petite provinciale, terne, débarquée à Paris pour retrouver son frère, va connaître la « vraie vie » en allant travailler à la chaîne à l'usine. Elle va y être mis en contact avec tous les problèmes cruciaux de son époque, ceux de la condition ouvrière et ceux de la révolte du peuple algérien, problèmes dont elle n'avait qu'un très lointain écho dans son Bordelais natal.

Le film retrace l'attitude indifférente, voire hostile et raciste du prolétariat français vis-à-vis des Algériens pendant la guerre, l'inefficacité de l'action du Parti communiste français, la férocité de la répression. Il montre les rafles, les matraquages dans les quartiers algériens, le poids de la police omni-présente. Elise va être d'autant plus sensibilisée aux problèmes de ce monde nouveau qu'elle tombe amoureuse de l'un de ses compagnons de travail algérien et qu'elle va vivre avec lui la vie difficile d'un couple en butte à toutes les méfiances, toutes les humiliations, tous les racismes.

Les scènes de la vie des travailleurs français et algériens, que ce soient pendant le travail à la chaîne, dans les ateliers avec le bruit infernal des machines, la course après les voitures à contrôler pour pouvoir toucher la prime, ou dans la vie quotidienne avec ses rafles dans les rues ou dans les hôtels algériens, touchent juste.

Simple, douce, Marie-José Nat interprète bien Elise et ajoute un attrait supplémentaire à un film qui est à voir et à faire voir.

A signaler que s'il est sorti si tard sur les écrans parisiens, bien longtemps après avoir été produit, c'est faute d'avoir trouvé de distributeurs français. Le sujet était par trop brûlant. Il n'a pu sortir maintenant que parce que le metteur en scène Michel Drach en a assuré lui-même la distribution.

Véronique DESNAUX.

LA LIBERTÉ EN CROUPE

de Édouard MOLINARO

UN jeune étudiant, fils de P.D.G., rencontre le grand amour en la personne d'une jeune fille ; le lendemain, ils partent à la campagne, laissant tout derrière eux.

Ils rentrent, parce que la jeune fille ne veut pas tout abandonner pour son bel étudiant ; mais bien vite, elle le rejoint...

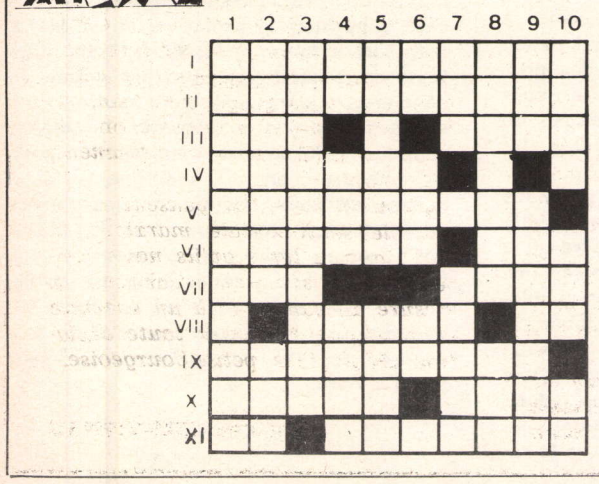
En toile de fond, le milieu des parents du jeune homme, riches bourgeois qui s'ennuient et en fin de compte, trouvent le bonheur chacun de leur côté...

Ajoutons — on ne s'en douterait pas à priori ! — que l'histoire se passe en mai 1968 et que la jeune fille est, paraît-il, militante gauchiste.

La fille est ravissante, l'étudiant charmant, le jeu des acteurs, bon. Certains détails sont même assez savoureux, tels les rapports du père, P.D.G., avec son entreprise en grève et son directeur sequestré.

Mais ceux qui pensent qu'en mai 1968, il y avait autre chose à faire qu'une escapade amoureuse à la campagne, peuvent, sans regrets, s'abstenir d'aller voir ce film !

S.P.



HORIZONTALEMENT. — I. Impopulaire quand elle est populaire. — II. Pour nourrir les siens, s'expatrie pour engraisser les autres. — III. Avant le colonel - Département à Calva. — IV. Insécables pour les Anciens. — V. A le nez dans le vent, d'où qu'il vienne. — VI. On lui doit des œufs qui se transforment souvent en pépins - Peut être postal. — VII. En argent - Se met en pelote quand on lui tape dessus. — VIII. Sortie - Bec. — IX. Il dépend de vous que ce journal le devienne. — X. Corbeilles à papiers - Prénom breton. — XI. Le sein du sein - Sur certaines pièces de monnaie.

VERTICALEMENT. — 1. D'une promesse qui n'est pas tenue. — 2. Un rien la fait rougir - Canton suisse. — 3. Rare quand il s'agit des impôts. — 4. Tête d'ogre - Haïssable... disent les autres - En société. — 5. Vendeur de journaux - Située. — 6. Dieu égyptien - Fin de pensée - Pour un syndicat, au-dessus de l'U.L. — 7. Enleva (inversé) - Came. — 8. Dans certains tuyaux de poêle - Qualité du diamant. — 9. Atome chargé électriquement - Inexacts. — 10. Inspira Virgile - Chemin.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

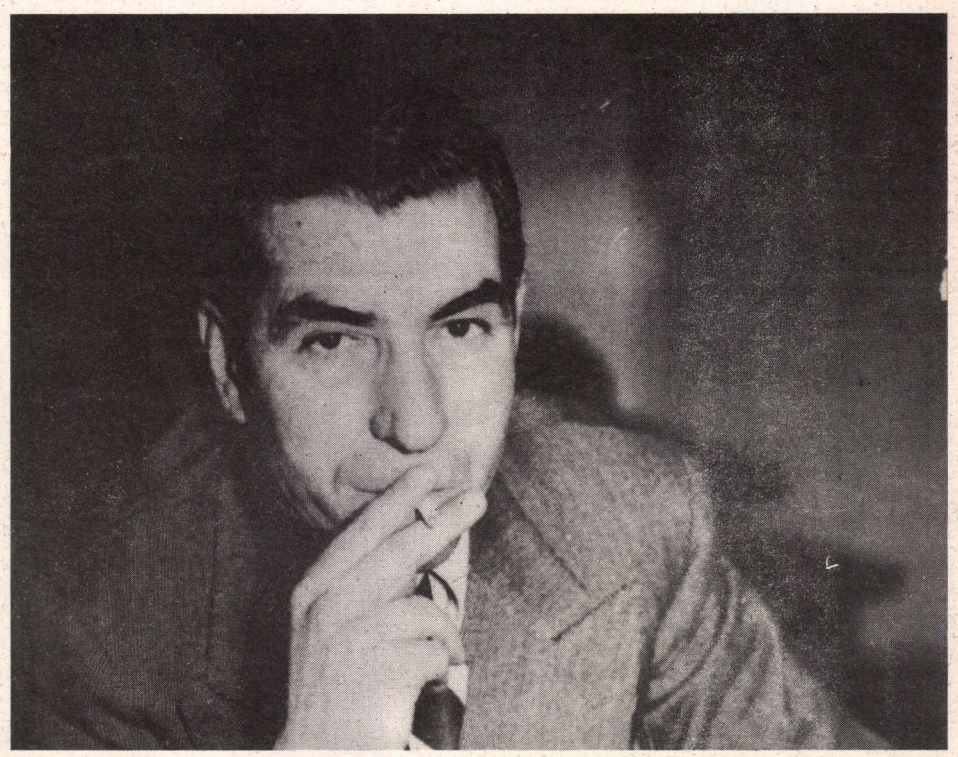
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	E	R	S	P	I	C	A	C	E
II	A	N	E	V	R	I	S	M	E	■
III	R	I	V	E	E	■	A	I	R	E
IV	A	■	A	T	T	I	R	A	N	T
V	S	U	■	L	■	S	■	N	E	O
VI	I	S	B	A	■	R	E	T	■	L
VII	T	U	■	N	■	A	M	E	N	E
VIII	A	■	P	A	N	E	E	■	O	■
IX	G	L	U	■	A	L	U	N	I	R
X	E	C	R	I	N	■	T	A	X	E

LA MAFIA EN SICILE

Comment une institution féodale s'est adaptée au vingtième siècle

GRANDE mobilisation policière à Palerme, en Sicile, au début novembre : le bureau de la « commission parlementaire anti-mafia » s'est déplacé de Rome jusqu'à Palerme.

Est-ce là un fait extraordinaire ? En tout cas, c'est un fait nouveau. Créée en 1962 par le Parlement italien pour enquêter sur les activités de la Mafia sicilienne, cette commission a été jusqu'à présent d'une remarquable discrétion, et ne semblait guère encline à quitter la sécurité romaine pour enquêter sur place sur les nombreux assassinats de la Mafia. En 1970, celle-ci, « l'honorable société » comme on l'appelle, semble se porter mieux que jamais.

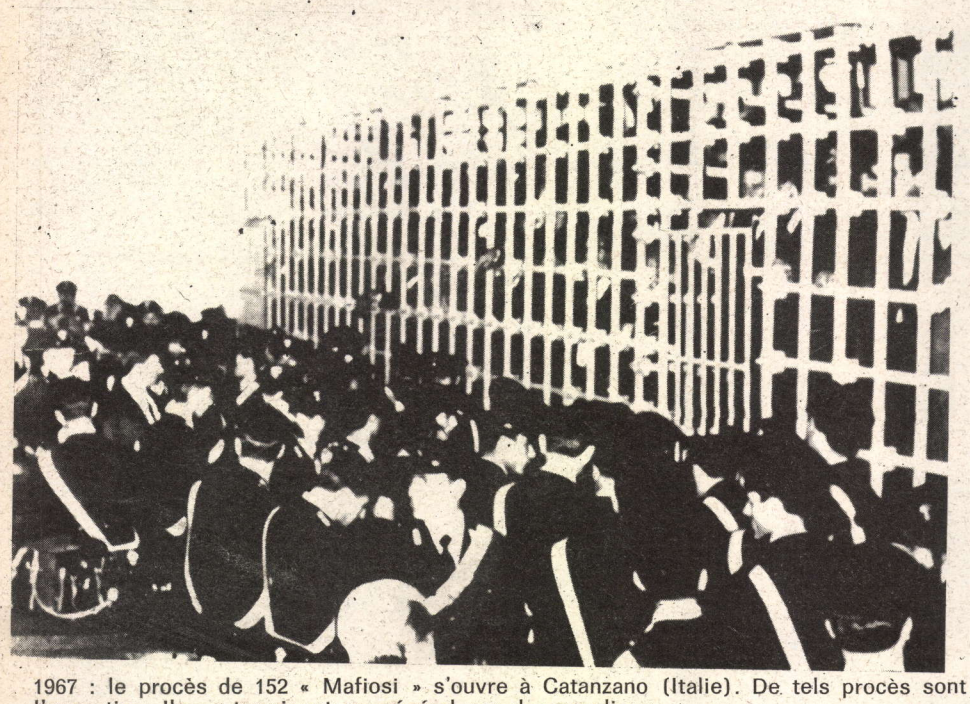


Lucky Luciano : patron de la Mafia américaine, avant la seconde guerre mondiale, il termina sa carrière en liberté, riche, puissant et influent. (photo U.P.I.)

Une honorable société...

Qu'est-ce donc que la « Mafia » ? Elle est née, au XIX^e^ siècle, de bandes armées formées par les féodaux de Sicile pour défendre leurs biens et leurs privilèges contre les désirs d'émancipation des paysans. Devant la faiblesse des « autorités constituées » les possédants en tous genres préféraient s'adresser à un tueur à gages, un « homme d'honneur » comme on dit en Sicile (!) pour mettre à la raison le paysan, le petit-bourgeois, qui ne respecteraient pas suffisamment les privilèges féodaux. La « lupara », le fusil à canon scié, faisait son œuvre en supprimant le récalcitrant. Et si, d'aventure, un vague fonctionnaire de Rome s'occupait de faire une enquête, il se heurtait à la « loi du silence » qui veut que personne n'ait rien vu, rien entendu, et ne sache rien, sous peine de s'exposer à subir le même sort.

Et puis surtout, les « hommes d'honneur » de « l'honorable société », en supprimant les récalcitrants, n'accomplissaient-ils pas la tâche qui est, à des degrés divers, celle de tout pouvoir d'Etat ? La « mafia » défendait « l'honneur », c'est-à-dire les biens, les richesses des possédants. Elle rendait la justice, celle des possédants. Sans uniforme, sans manteau d'hermine, sans lois écrites, elle remplissait au fond le rôle d'un pouvoir d'Etat. Alors, l'« ordre » étant assuré, pourquoi les fonctionnaires de Rome auraient-ils été chercher noise à la Mafia ? Et, en effet, l'Etat italien s'est toujours montré fort accommodant pour toutes ces pratiques.



1967 : le procès de 152 « Mafiosi » s'ouvre à Catanzano (Italie). De tels procès sont l'exception. Ils se terminent en général par des non-lieux.

(photo U.P.I.)

...au service de la bonne société

C'est ainsi que « l'honorable société » a pu devenir une véritable institution, embrassant toute la société sicilienne, des bailleurs de fonds, grands bourgeois et agrariens, aux « hommes d'honneur » se chargeant de défendre leurs « amis » ou bien de faire élire un « ami des amis », ou encore de trouver, dans l'administration ou la police, un « ami » capable d'aplanir certaines difficultés. Tous ces « amis » se chargeant surtout, de faire régner une sainte terreur sur la population et sur les opposants possibles.

Les seuls jours difficiles pour la Mafia furent la période du fascisme : une Mafia chasse l'autre, et celle de Mussolini, installée au pouvoir à Rome, n'admettait pas la concurrence !

Mais, depuis 1943 et le débarquement américain en Sicile, les beaux jours sont revenus pour « l'honorable société ». Il faut dire que, dégoutée par le manque de compréhension du pouvoir fasciste, elle avait facilité le débarquement américain, grâce à l'entremise de Lucky Luciano, un « boss » de la Mafia américaine. C'est ce gangster qui servit d'intermédiaire entre le gouvernement US et la Mafia sicilienne, en échange de quoi, il se vit miraculeusement déchargé des nombreuses années de prison qui lui restaient à purger dans les geôles US : entre les grands bandits qui dirigent les U.S.A. et les petits bandits qui s'occupent d'assassinat, de gangstérisme ou de rackett, on se comprend décidément très bien ! On comprend également très bien que, dans ces conditions, le nouveau pouvoir installé en Italie après la Libération se montre compréhensif avec les « libérateurs » de la Mafia.

Une trentaine d'assassinats par an

Aussi, depuis, « l'honorable société » coule des jours heureux, accomplissant bon an mal an, une trentaine d'assassinats, sans compter les disparitions sans trace de cadavres, dynamitages, rapines à main armée, vols de troupeaux, et autres forfaits. La Mafia continue, tout d'abord, à faire son travail traditionnel : l'intimidation, ou la suppression de ceux qui osent contester le pouvoir des possédants. Ainsi, en 1948, Placido Rizzotto, secrétaire de la Chambre du Travail de Corléone, dirigeant du mouvement paysan pour l'occupation des terres, disparaît. On retrouvera son cadavre dans une crevasse de la montagne, sous les cadavres empilés de dizaines de chevaux et de brebis, volés sans doute à des paysans pas assez compréhensifs. En 1955, un autre syndicaliste paysan, Salvatore Carnevale, est assassiné. Il avait exigé l'application des nouvelles lois agraires, la journée de 8 heures, avait organisé des cortèges de travailleurs. Il est abattu de plusieurs coups de fusil dans un chemin désert, alors qu'il se rend à son travail. Enfin, le 15 septembre dernier, c'est un journaliste communiste, Mauro Di Mauro, auteur de nombreuses enquêtes sur la « Mafia », qui est enlevé. Personne ne l'a revu depuis.

Les auteurs de ces meurtres, et de bien d'autres, n'ont jamais été retrouvés. La « loi du silence », ou plutôt celle de la complicité, joue. En 1948, le ministre de l'Intérieur, Mario Scelba, à qui un député communiste demande l'institution d'une commission d'enquête sur la Mafia, estime que cette proposition « offense le gouvernement ». Interrogé sur le meurtre de Rizzotto, il répond qu'il a été tué « dans une querelle de syndicalistes » ! C'est que, auprès du gouvernement de Rome, les hommes de la Mafia, « libérateurs » de la Sicile, ont bien plus de moyens de se faire entendre que de pauvres syndicalistes-paysans. Les hommes de la Mafia sont d'honorables citoyens, membres de la Démocratie Chrétienne. En 1960, le chef notoire de la Mafia sicilienne, Genco Russo, se présente aux élections municipales, sur une liste de la Démocratie Chrétienne. Interrogées, les autorités de la D.C., assurent que « Genco Russo est un citoyen comme les autres ». — C'est pourtant le même Genco Russo qui sera envoyé en exil par la commission anti-mafia quelques années plus tard ! — Ainsi, en Sicile, tout se mêle, les possédants, grands agrariens ou grands financiers, les tueurs de la Mafia, et les hommes politiques qu'ils font élire. Tous ces gens « ont des relations » à Rome, dans la police et la justice. Les « tueurs », lorsqu'ils sont arrêtés, sont acquittés, ou s'évadent très facilement, et chose curieuse, impossible de retrouver leur trace !

Une reconversion

Et puis, surtout, la vieille Mafia s'est reconvertie. Des campagnes, elle est partie instaurer, dans les villes, un rackett à l'américaine. Elle perçoit, un peu partout, son impôt : au marché des fruits et légumes de Palerme, sur l'eau nécessaire à l'irrigation. Elle règne sur la spéculation immobilière, décidant en maître des prix, forçant les propriétaires à vendre leurs terrains, imposant aux entrepreneurs de s'adresser, pour leurs achats, à tel ou tel fournisseur choisi par la Mafia.

Il y a bien sûr ce genre de procédés dans tous les pays capitalistes, et la ville de Palerme n'est pas la seule à être mise en coupe réglée par une bande de requins. Mais, à Palerme, on supprime très simplement la concurrence : par l'assassinat, la bonne vieille méthode de la Mafia féodale des campagnes. Quatre membres d'une entreprise de travaux publics, trop indociles, ainsi que le gérant d'un hôtel, ont ainsi été récemment exécutés. Dans le cadre du rackett de la construction immobilière, les dynamitages de chantiers sont quotidiens.

Dans ces conditions, la « commission anti-mafia » du Parlement italien, si elle veut supprimer le problème de la Mafia, aura fort à faire : il lui faudra supprimer toute cette bande de parasites, grands financiers, requins de la construction, intimement liés avec la pègre et la « classe politique », jusqu'aux ministres de Rome. Il lui faudrait, en fait, supprimer le capitalisme en même temps que les relents de féodalisme qui expliquent la Mafia. Est-il besoin de dire que, même si elle le voulait, elle en serait bien incapable. Tant que vivra le capitalisme, toutes les « Mafias » du monde, de Palerme, de Chicago ou de Paris, auront encore de beaux jours à vivre.

André FRYS.